

P. 32 LA FRANCE EN COMMUN

OBJECTIFS ET UTILITÉ
DU TEXTE

Isabelle De Almeida

UN CORPS VIVANT

Marc Brynhole

P. 36 LE GRAND ENTRETIEN

GRÈCE, LE BRAS DE FER
CONTINUE

Denis Durand

P. 44 MOUVEMENT RÉEL

LA CAUSE
ANTHROPOLOGIQUE

Lucien Sève



DOSSIER

4 ESSAIS SUR LA GAUCHE

Parti communiste français



CINQ ANS!

L'ÉVÉNEMENT FÊTÉ LE JEUDI 1^{ER} OCTOBRE À L'ESPACE NIEMEYER À L'OCCASION D'UNE SOIRÉE BELLE ET COMBATIVE, CULTURELLE ET POLITIQUE, OUVERTE ET DÉTERMINÉE ET DES INITIATIVES, PARTOUT EN FRANCE, AU COURS DU TRIMESTRE.

Le n°44 de *La Revue du projet* consacre un dossier très riche sur la question des média. N'hésitez pas à le commander à : revue@pcf.fr. Il est aussi consultable sur <http://projet.pcf.fr/66622>



SOMMAIRE

3 ÉDITO

Pierre Laurent Libérons les média

4 POÉSIES

Victor Blanc La Grande Gaîté de Louis Aragon

5 REGARD

Étienne Chossion Valérie Jouve, Corps en résistance

6 ▶ 31 LE DOSSIER

QUATRE ESSAIS SUR LA GAUCHE. HISTOIRE ET PERSPECTIVES

Jean Quétier La gauche en question

Guillaume Roubaud-Quashie

1. La gauche & nous, nous & la gauche. Essai d'approche historique
2. La gauche au temps des radicaux (1918-1941)
3. La gauche à l'heure communiste (1941-1981)
4. La gauche à l'heure des socialistes (1981-2015)
5. Quelques pistes conclusives provisoires

Florian Gulli Faut-il en finir avec la gauche ?

Quelques remarques sur Jean-Claude Michéa

Marine Roussillon Être ou ne pas être de gauche ?

Réflexions sur les frontières de la gauche

Igor Martinache « Le » peuple a-t-il abandonné les partis de gauche ?

32 ▶ 35 LA FRANCE EN COMMUN

Isabelle De Almeida Objectifs et utilité du texte

Marc Brynhole Un corps vivant

36 ▶ 39 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Denis Durand Grèce, le bras de fer continue

PUBLICATIONS DES SECTEURS

Secteur Travail, Emploi Le chômage n'a rien à voir avec le code du travail

40 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Le phénomène Drahi ou le capitalisme 2.0

42 FÉMINISME

Magali Della Sudda Féminisme et laïcité

44 MOUVEMENT RÉEL

Lucien Sève La cause anthropologique

46 HISTOIRE

François Menant Les républiques urbaines dans l'Italie communale (xii^e-xiv^e siècles) : vie politique et évolution sociale (partie I)

48 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Corinne Luxembourg Penser (enfin !) le droit à la ville

50 SCIENCES

Virgile Besson Les physiciens communistes face à la mécanique quantique

52 SONDAGES

Gérard Streiff PS/EELV/Front de gauche. Convergences et divergences

53 STATISTIQUES

Mickaël Orand En France, 2 % du PIB sont dépensés dans la recherche & développement

54 ▶ 59 CRITIQUES

• **LIRE** : **Marie-Noël Rio** Roger Vailland à la recherche du bonheur

• **Jacques Fath** *Penser l'après*

• « Regards sur le Parti socialiste aujourd'hui », *Cahiers du LEM*

• **Jean-Paul Pittion** *Le livre à la Renaissance. Introduction à la bibliographie historique et matérielle*

• « Penser et lutter contre la guerre (xix^e xx^e siècles) », *Cahiers d'Histoire - Revue d'histoire critique*

• **James K. Galbraith** *La Grande Crise. Comment en sortir autrement*

60 DANS LE TEXTE

Florian Gulli, Jean Quétier Le mariage conjugal, première opposition de classe

62 BULLETIN D'ABONNEMENT

63 ORGANIGRAMME

DANS CE NUMÉRO... Une nouvelle rubrique, « La France en commun », dédiée à l'élaboration du projet communiste de nouvelle génération : chaque mois une double page rendant compte des initiatives prises autour de ce texte et des contributions qu'il suscite au sein des forces sociales. (voir p. 32) Faites-nous connaître les débats et réflexions qui émanent du terrain à <http://contribuer.projet.pcf.fr/>

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par **Léo Purguette**.

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication** : Patrice Bessac

Rédacteur en chef : Guillaume Roubaud-Quashie • **Secrétariat de rédaction** : Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction** : Caroline Bardot, Hélène Bidard, Davy Castel, Igor Martinache, Nadhia Kacel, Victor Blanc, Stéphanie Loncle, Clément Garcia, Maxime Cochard, Alexandre Fleuret, Marine Roussillon, Étienne Chossion, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand, Pierre Crépel, Florian Gulli, Jean Quétier, Séverine Charret, Vincent Bordas, Mickaël Bouali, Quentin Corzani, Camille Ducrot, Stève Bessac • **Direction artistique et illustrations** : Frédo Coyère • **Mise en page** : Sébastien Thomassey • **Édité par** l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) **Imprimerie** : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • **Dépôt légal** : octobre 2015 - N°50. ISSN 2265-4585 - **Numéro de commission paritaire** : 1019 G 91533.

Libérons les média !

Les sujets d'actualité qui mériteraient d'être commentés ici en cet automne 2015 sont nombreux : le marasme social, la crise de la gauche, dont il est longuement question dans ce numéro, la préparation des élections régionales, le débat public que nous proposons de tenir en grand avec notre contribution « La France en commun », la perspective de notre congrès au printemps prochain, le tumulte international, la crise grecque, la refondation de l'Europe, le drame des migrants.

Mais ce numéro est un peu inhabituel, il marque en effet le cinquième anniversaire de votre revue, laquelle file gaillardement vers son cinquantième numéro ; une revue utile, curieuse, pilotée par une équipe rédactionnelle fort jeune pour l'essentiel et bienveillante, ce n'est pas un détail ; une revue qui tente de revisiter, de retravailler tous les grands enjeux contemporains sous un angle critique, marxiste. Une revue de l'émancipation 2.0.

Aussi on comprendra que, par association naturelle d'idées, je dise un mot sur la question des médias. Nous avons lancé lors de notre récente Fête de l'Humanité la campagne « Libérons les médias ». L'accueil a été très bon, la campagne est bien partie. Car cette initiative vient à point.

L'opinion, celle de gauche mais pas que, ne se reconnaît plus dans ses médias. Ce sont toujours les mêmes qui s'affichent, et toujours les mêmes qu'on efface. Les mêmes idées qu'on martèle, les mêmes options que l'on tait. Les membres de la petite coterie qui squatte la presse, les antennes radio, les émissions télé, ont tous le même profil, ce sont tous les mêmes zélotes de la pensée unique, austéritaire, sécuritaire et atlantiste. La mise en scène d'oppositions factices et caricaturales est quotidienne mais les vrais débats contradictoires sont devenus quasi inexistantes. L'information pluraliste a vécu.

Pourtant les citoyens n'ont jamais eu autant besoin, et envie, d'informations pour com-

prendre le monde, pour trouver des repères dans des questions aussi lourdes, et complexes, que la crise sociale, les enjeux éthiques, la désindustrialisation, la mondialisation, la faillite européenne et j'en passe. Or tous ces enjeux économiques, financiers, sociaux, sociétaux, écologiques, culturels, qui intéressent tant l'opinion, une fois passés à la moulinette médiatique, sont ramenés à des problématiques débilisées, le bon contre le méchant, l'assisté contre l'entrepreneur, nous et les autres, les dominants forcément compétents, les dominés forcément limités.

Les gourous qui ont fait main basse sur les médias imposent leurs grilles de lecture toutes faites, rudimentaires, bêtifiantes.

Nous assistons à ce puissant paradoxe : les moyens de communication n'ont jamais été aussi sophistiqués, et le contenu de cette communication n'a jamais été aussi pauvre. Jamais il n'y a eu autant de possibilités de lire le monde et ce monde qu'on nous montre tous les jours n'a jamais été aussi rabougri. Jamais nous n'avons eu autant d'outils critiques, et jamais autant d'alignement de pensée. On l'a bien vu lors du référendum de 2005 ; on l'a revu lors de la curée contre la Grèce cet été.

Cette mise en scène propagandiste, cette uniformisation du discours, cette manipulation sans vergogne ne sont pas le fait du hasard. Elles découlent directement de la concentration des médias par une poignée de grands groupes capitalistes. Les patrons du CAC 40, de Drahi à Bolloré, de Lagardère à Arnault, du trio Berger-Niels-Pigasse à Dassault ou Bouygues, tous ces prédateurs ont bel et bien accaparé le monde des médias. Une concentration qui s'est encore singulièrement accélérée ces derniers mois. Les pachas de la finance ont mis la main sur le contenant (le câble, etc.) et le contenu (les journaux), ils ont acheté les tuyaux et les infos.

Le rachat de *Libération* à vil prix, la censure des Guignols de l'info ne sont que les ultimes péripéties d'une mise au pas qui, en d'au-

tres lieux et d'autres temps, aurait été qualifié de totalitaire.

On en est là. Et le pouvoir laisse faire, ou encourage, complice, toutes ces ventes-acquisitions, ce bradage des contenus, ces mises au pas des rédactions, cette précarisation des journalistes, ces plans de départ. Les promesses du candidat Hollande sur l'aide à la presse, les droits des journalistes, le secret des sources, ont été abandonnées.

Il y a urgence à ne pas se laisser faire, à défendre le pluralisme, donc la démocratie. Une large démocratisation des médias est nécessaire ; il faut assurer leur indépendance. Comme nous le notons dans le document *La France en commun*, « il faut initier une réappropriation populaire des médias en instaurant un droit de veto dans les rédactions sur la nomination des cadres éditoriaux et en faisant entrer les salariés aux conseils d'administration », en confortant aussi dans ses missions et ses moyens le service public de l'audiovisuel.

Et pour ce qui nous concerne, nous entendons dans la perspective du prochain congrès, renouveler de fond en comble notre bataille de communication pour reconstruire nos identifiants, investir les réseaux sociaux et pourquoi pas lancer une Web TV.

Oui, décidément, libérons les médias ! ■



PIERRE LAURENT,
Secrétaire national du PCF

La Grande Gaîté

de Louis Aragon

D'Aragon on connaît les romans réalistes, les proses étourdissantes comme *Le Paysan de Paris*, les poésies de Résistance ou encore, plus rarement, les poèmes de sa jeunesse surréaliste, comme le troubant « Suicide » qui dispose, à la façon d'un *ready-made* désespéré, l'alphabet sur la page, c'est-à-dire la totalité du langage et des poèmes qu'on n'écrira jamais. On connaît moins, en général, les œuvres de crise, de rupture et de passage qui donnent à lire la violence sous-jacente au lyrisme aragonien. C'est de l'une d'elle dont je veux parler aujourd'hui. *La Grande Gaîté* ne se trouve plus guère qu'en Pléiade ; ou sur Internet, par extraits, comme sur cette page que je vous invite à consulter : https://www.unimuenster.de/LouisAragon/werk/frueh/gg_z.htm.

L'œuvre regroupe des poèmes écrits entre le printemps 1926 et l'automne 1928. Durant ces deux ans et demi, les contradictions d'Aragon, qui couvaient souterrainement, vont se creuser au grand jour et inscrire douloureusement leur sillon sur la vie et l'œuvre du poète. En 1927, Aragon et d'autres surréalistes remettent leur adhésion au Parti communiste. La question de la pratique politique va exacerber les conflits au sein du surréalisme. Le drame qui s'achèvera en 1932 par la rupture entre Aragon et Breton serre ses premiers nœuds. En 1926, Breton condamne publiquement *La Défense de l'infini*, ce grand roman impossible qu'Aragon brûlera l'année suivante, dans une chambre d'hôtel, à Madrid, comme un gage suicidaire donné à Breton. À ces crises, politiques, esthétiques, se surimpose une crise amoureuse. Sa relation avec la riche Nancy Cunard le pousse à bout. En août 1928, après une énième scène de jalousie, Aragon tente de se suicider à Venise. Quelques mois plus tard, il rencontrera Elsa : « *Il n'aurait fallu / Qu'un moment de plus* » écrira plus tard le poète...

Dans ce contexte tragique, *La Grande Gaîté* revêt un caractère éjaculatoire, à la fois destructeur et libérateur. L'œuvre est le lieu d'explosion des contradictions. La violence inouïe des poèmes scande le rapport dialectique entre la frustration du désir et son déferlement. À ce titre, on repère deux parties distinctes dans le recueil. La première partie, ici représentée par « Cinéma » et « Sale con » se compose de poèmes courts, lapidaires et brutaux. On y découvre un Aragon régressif, scatologique, qui met au jour ses pulsions frustrées. Le chant lyrique y dégénère en chansonnettes débilantes. Dans une écriture comme empêchée affleurent à la surface des vers les fantômes sadiques de l'enfant. La communication, nécessaire à tout texte, est ici diffractée, éclatée. Le poème brûle, agresse le lecteur, avant de se retourner contre lui-même et son auteur. Ainsi dans « Sale con », le titre est distribué par le réfléchi « soi-même » aussi bien au lecteur, à Aragon qu'au poème lui-même. La pulsion castratrice, et auto-castratrice, se cristallise autour du conflit générationnel contre les Pères de la Guerre

« Cinéma

Il y a ceux qui bandent
Il y a ceux qui ne bandent pas
Généralement je me range
Dans la seconde catégorie »

« Sale con

Ce titre suffit à soi-même
J'en connais qui n'en diraient pas autant »

« Poème à crier dans les ruines

[...]
Crachons veux-tu bien
Sur ce que nous avons aimé ensemble
Crachons sur l'amour
Sur nos lits défaits
Sur notre silence et sur les mots balbutiés
Sur les étoiles fussent-elles
Tes yeux
Sur le soleil fût-il
Tes dents
Sur l'éternité fût-elle
Ta bouche
Et sur notre amour
Fût-il
TON amour

Crachons veux-tu bien »

de 14, contre le père d'Aragon lui-même, préfet de police et député radical. « Ce jeune homme [qui] avait l'habitude / D'oublier sur les meubles les plus divers / Sa bite » se révolte contre l'ordre patriarcal. Et contre les prétentions machistes de ses amis surréalistes. Car en même temps qu'il s'emploie à détruire la poésie, Aragon se dévirilise en conscience. Là encore, c'est la gaîté virile du père égrillard qu'il tue en lui. Est-ce un hasard si cette virilité, une fois broyée, laminée, laisse place à la deuxième partie ? C'est-à-dire au flot de paroles aragonien, à des poèmes d'une longueur retrouvée, conquise dans la douleur, et d'une intensité lyrique éblouissante ? Aragon chante de nouveau. Rongé pourtant par sa jalousie, il revendique pourtant pour lui, pour Nancy, pour tous, la liberté du désir. « Je chante l'amour qui sait ce que c'est que d'aimer ». Comme on peut le lire dans les derniers vers du « Poème à crier dans les ruines », Aragon renoue avec un lyrisme, même un lyrisme négatif, dans ce qui demeure un des sommets de la poésie aragonienne. C'est alors qu'un chant noir s'élève des ruines de la vie d'Aragon. Cette poésie des ruines essaiera pour longtemps dans l'œuvre d'Aragon : « Je suis le faucheur ivre de faucher qu'on voit dévaster sa vie et son champ » (*Les Poètes*, 1960). ■

VICTOR BLANC

Valérie Jouve Corps en résistance Galerie Nationale du Jeu de Paume, Paris



Sans titre (Les Personnages avec Josette), 1991-1995 - Valérie Jouve
C-print, 100 x 130 cm. © Valérie Jouve/ADAGP, Paris 2015. Courtesy galerie Xippas, Paris

Une femme, seule, s'adresse à quelqu'un au milieu de ce qui semble être la périphérie d'une grande ville. Cette image est représentative du travail de Valérie Jouve et de la rétrospective qui lui est consacrée à la Galerie Nationale du Jeu de Paume. Tout en s'inspirant du style documentaire et en ayant pour souci de décrire la vie quotidienne de la ville, la plasticienne tente d'universaliser les situations qu'elle ren-

contre. Dans un juste milieu entre la neutralité de la prise de vue et l'interprétation subjective de l'artiste, son œuvre correspond à la volonté de lier l'intime au politique. ■

ÉTIENNE CHOSSON

4 ESSAIS SUR LA GAUCHE

HISTOIRE ET PERSPECTIVES



Vous tenez entre les mains un numéro inhabituel de *La Revue du projet*. En effet, plutôt que de confier la plume à d'autres, plusieurs camarades de la rédaction de la revue ont planché eux-mêmes sur un thème commun : « la gauche ». Chacun avec sa sensibilité, son expérience, son parcours personnel et politique, a rendu une copie très libre, souvent neuve, toujours sincère et fouillée. Nous sommes donc heureux de livrer au débat ces quelques modestes contributions qui, à tâtons et au pluriel, se risquent à proposer pistes et analyses, quels que soient les sentiers explorés. Bonne lecture !

PRÉSENTATION

La gauche en question

PAR JEAN QUÉTIER*

À bien des égards, la gauche semble être un de ces carrefours où se rencontrent les grands problèmes politiques de notre temps. Qu'il s'agisse de stratégie électorale ou de contenu programmatique, la gauche constitue une sorte de croisée des chemins embrumée où il est aisé de se perdre. À l'occasion de ce numéro anniversaire, l'équipe de *La Revue du projet* livre plusieurs réflexions visant à défricher ce thème très discuté.

UNE VIEILLE HISTOIRE DE TRAHISONS

Si le sens même de la gauche fait difficulté, la raison paraît en premier lieu être contextuelle. On y perd ses repères et son latin parce qu'un gouvernement dit de gauche

applique une politique qui ressemble en tout point de vue – peut-être est-elle pire encore – à celle de son prédécesseur de droite. En affirmant il y a quelques mois que « la gauche peut mourir », le premier ministre Manuel Valls aurait ainsi formulé une sorte de prophétie autoréalisatrice. Faire de François Hollande et de ses alliés les fossoyeurs de la gauche « véritable » ne manque évidemment pas de pertinence, car c'est bien ce qu'ils sont. Mais certains répondront : et Lionel Jospin ? D'autres encore : et François Mitterrand ? N'a-t-on pas assisté à d'importantes vagues de privatisations sous le gouvernement de la gauche plurielle ? N'avait-on pas déjà vécu le tournant de la rigueur dans les années 1980 ? Et on pourrait remonter bien au-delà. On le voit, l'histoire de la « trahison » de la gauche est déjà une bien vieille histoire. S'il existe de nombreuses raisons de penser que l'offensive libérale menée depuis 2012 par le Parti socialiste au pouvoir ouvre une page nouvelle dans l'histoire de la

gauche, il n'est pas certain que ce fait suffise à expliquer une désorientation qui frappe désormais jusqu'à la notion même de gauche. Il semble qu'il faille y ajouter un autre facteur : la centralité qu'occupe depuis maintenant au moins quatre décennies la référence à la gauche dans le discours des organisations qui s'en réclament et particulièrement dans celui du Parti communiste français. Il est crucial aujourd'hui de questionner la gauche car la gauche est devenue un véritable fil conducteur pour les communistes, notamment dans la manière qu'ils ont de se percevoir eux-mêmes et de se définir.

LA GAUCHE, UNE ÉVIDENCE ?

C'est à dessein que nous disons qu'elle est devenue ce fil conducteur qu'elle n'a pas toujours été, en tout cas pas toujours sous cette forme. Aussi surprenant que cela puisse paraître, une figure telle que Marx n'y fait presque jamais référence. Alors comment comprendre que ce concept né sur les bancs du Parlement et presque aussi mou-

vant qu'une anguille tant il englobe de réalités différentes depuis plus de deux siècles soit devenu un marqueur identitaire aussi fort pour les communistes et pour ce qu'on pourrait nommer le camp progressiste au sens large ? Les raisons sont multiples et on gagnerait sans doute à analyser le glissement qui a pu s'opérer entre des notions autrefois plus en vogue comme celle de mouvement ouvrier, et celle de gauche, désormais pour ainsi dire passage obligé. Mais le point qu'il nous semble falloir avant tout retenir ici est le suivant : depuis les années 1970 pour le moins, la gauche est passée du rang de simple positionnement relatif sur l'échiquier politique à celui de projet de société. Le programme commun en est sans doute l'un des symboles les plus significatifs. Et c'est ce projet de société que François Hollande et son gouvernement ont à coup sûr trahi, s'inscrivant en cela dans un mouvement qui les précède et les dépasse. Les conséquences de cette trahison sont aussi le cœur de notre problème. À cet égard, l'enjeu le plus emblématique est sans doute celui du rapport entre gauche et classes populaires. Si la montée de l'abstention va de pair avec les renoncements de la gauche, il n'y a évidemment pas là une pure coïncidence. La coupure nette qui existe désormais entre les représentants de la gauche et de larges franges du public qui a le plus intérêt à ce que les choses changent

social-démocratie européenne au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Car il est clair qu'il serait trop simple, comme certains médias se plaisent à le faire, de présenter les choses unilatéralement sous l'angle inverse : le peuple aurait abandonné la gauche. Ce peuple souvent

est caduc. C'est aussi à cette condition que l'on peut entreprendre une critique rigoureuse et sans caricatures des travaux de publicistes qui, comme Jean-Claude Michéa, ont désormais le vent en poupe. Notre tâche est à la fois simple et immense : reconstruire des repères

« L'enjeu le plus emblématique est sans doute celui du rapport entre gauche et classes populaires. »

fantasmé mais rarement étudié serait en proie au racisme le plus primaire, ressentirait en permanence une insécurité physique et culturelle, aspirerait à un gouvernement autoritaire... Bref, il n'attendrait que ce Front national qui lui tend les bras. Si la question de la droitisation de la société mérite d'être étudiée de près et ne saurait être balayée d'un revers de main – nous renvoyons à ce sujet au numéro 35 de *La Revue du projet* consacré à ce sujet –, repeindre le peuple en troupeau de beaufs réactionnaires permet souvent aux organisations politiques qui ont préféré renoncer à s'adresser aux classes populaires de se dédouaner à peu de frais. La démarche qui est la nôtre est bien différente : elle consiste à interroger – sans discours à l'emporte-pièce – le rôle que joue

qui puissent mettre un terme à une confusion ambiante tenace. Le récent exemple fourni par la dérive de Jacques Sapir, appelant au nom d'une critique de l'euro qu'on peut juger légitime à une dangereuse entente avec le Front national, doit être analysé avec attention si l'on ne veut pas être condamné à donner des coups d'épée dans l'eau.

LA DÉMARCHE DE LA REVUE DU PROJET

Face à cet enjeu central et profitant de l'occasion offerte par le cinquantième anniversaire de la revue, notre équipe a décidé de proposer dans ce numéro une formule inédite. Les textes que vous allez lire et qui constituent le dossier thématique sont le fruit d'un travail collectif réalisé par la rédaction de *La Revue du projet*. Élaborés depuis plusieurs mois dans le cadre d'un séminaire régulier, les différentes contributions que nous proposons sont des jalons visant à offrir aux communistes des outils et des pistes pour poursuivre le débat. Ces essais abordent différents thèmes qui nous ont semblé incontournables. Ils ne prétendent pas définir « la » position du Parti communiste français sur la question, ni faire office de documentation d'orientation. Ils demandent – ils appellent – au contraire à être prolongés par les réflexions et les discussions des communistes. ■

« S'il existe de nombreuses raisons de penser que l'offensive libérale menée depuis 2012 par le Parti socialiste au pouvoir ouvre une page nouvelle dans l'histoire de la gauche, il n'est pas certain que ce fait suffise à expliquer une désorientation qui frappe désormais jusqu'à la notion même de gauche. »

fait presque aujourd'hui figure de lieu commun. Elle a même été théorisée par les chantres de la gauche libérale. Il suffit de penser au *think tank* Terra Nova, principal promoteur et artisan de la réorientation du Parti socialiste des problématiques sociales vers les problématiques dites « sociétales ». Elle correspond par ailleurs à un mouvement de fond qui a touché l'ensemble de la

aujourd'hui le clivage droite-gauche au sein de la société française et la manière dont il s'articule avec un autre clivage plus fondamental encore, le clivage de classe. Si l'on prétend redonner sens à la gauche, cette analyse est indispensable. Sans elle, il paraît vain de juger des perspectives controversées qui énoncent d'une manière ou d'une autre que le clivage droite-gauche

*Jean Quétier est rédacteur en chef de la *Revue du projet*. Il a coordonné le séminaire sur « la gauche ».

.....
**Réagissez aux articles,
 exposez votre point de vue.**
 Écrivez à revue@pcf.fr

LA GAUCHE & NOUS, NOUS & LA GAUCHE.

ESSAI D'APPROCHE HISTORIQUE

Un retour décapant sur la place et la signification de « la gauche » de la Révolution française à nos jours, contribution au nécessaire effort de penser la gauche historiquement, pour aujourd'hui et pour demain.

CONTRIBUTION (1)
DE **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE**

Beaucoup de fantasmes entourent l'histoire du mot « gauche », fantasmes pour une part générés par les forces politiques de gauche elles-mêmes tendant à mythifier son histoire. Par ailleurs, l'anachronisme est le principal problème dans la réflexion historique sur la gauche : on analyse ce segment politique dans le passé à partir des forces qui le représentent aujourd'hui.

Elle y tiennent une place croissante pour faire frontière avec la droite.

Pour ce qui est du mot, à proprement parler, et de son usage politique, il prend son essor (timide) sous le Second Empire (1852-1870) mais reste écrasé par le mot « républicain » qui le recouvre. C'est toutefois à cette époque qu'une pratique se développe : le désistement au second tour pour le républicain le mieux placé, la « discipline républicaine » qui crée des solidarités malgré des dissensions. Les dissensions tiennent pour l'es-

Paris. La lutte de classes s'y fait jour et oppose les communards à la droite mais aussi à la gauche modérée qui ne recule pas devant la poudre. Thiers, premier président de la III^e République, fossoyeur de la Commune, n'est pas un homme de droite !

Gauche : est-ce l'essentiel pour des socialistes ? Est-ce définitoire ? Le terme, pour les socialistes du XIX^e siècle, souffre d'un caractère fort français dans un temps très international pour les partis de la social-démocratie européenne dont tous les yeux sont tournés vers l'Allemagne.

Et dans le peuple, quel écho ? Le mot a une très faible résonance jusqu'à la toute fin du XIX^e siècle dans le débat public. 1891 : le mot prend place à la Chambre des députés avec la fondation du groupe de parlementaires radicalisants « Gauche démocratique ». Le mot dit bien, en creux, qu'existe une gauche non démocratique dont on entend se démarquer, celle des « opportunistes » (le terme d'époque désigne les partisans de Gambetta, Ferry, etc.) que n'étouffent guère les considérations sociales excessives – rappelons que Jules Ferry, au prétexte de la laïcité, établit le travail le dimanche...

C'est l'Affaire Dreyfus le moment de cristallisation populaire du mot « gauche », dans un contexte où la République, installée, est menacée par les forces réactionnaires déchaînées. Il faut faire front, faire bloc pour sauver la République, l'unité du camp républicain se reforme donc : c'est la

« Sur le fond, c'est pour l'essentiel la formalisation, au XIX^e siècle des principes des Lumières : souveraineté populaire, égalité en droit, refus d'une société d'ordres, d'une religion d'État. »

La gauche et le socialisme, ce serait tout un, effaçant toutes les forces politiques qui, massivement et bien plus que les socialistes, furent l'incarnation de la gauche dans plus de la moitié de son histoire, effaçant également les réflexions des socialistes quant à leur positionnement sur cette boule à deux faces gauche/droite. On va donc tenter de retracer, à (trop) grands traits l'histoire de la gauche en portant l'attention nécessaire à ces débats et à ces réalités, à la vie du mot, ses théorisations son écho... L'histoire est par fondation décapante disait Eric Hobsbawm. Décapons donc, pensant bien que la lucidité prime la mystification complaisante.

L'ORIGINE DU MOT

Le terme, on le sait, est originellement lié à la Révolution française et au XIX^e siècle. Il a, de fondation, un sens parlementaire : c'est la gauche spatiale de l'assemblée parlementaire. Sur le fond, c'est pour l'essentiel la formalisation, au XIX^e siècle des principes des Lumières : souveraineté populaire, égalité en droit, refus d'une société d'ordres, d'une religion d'État. Les dimensions républicaine et laïque

sont sentiel à l'irruption de la question *sociale* qui n'est pas au cœur de la question essentiellement *politique* que recouvre la gauche, coextensive au camp républicain. C'est ce que les révolutions de 1848 révèlent brutalement. L'essor du socialisme est certes marqué par un engagement et, à certains égards, un prolongement républicain mais, bien au-delà, il vise un autre mode de production, la propriété des moyens de production et d'échange, en un mot la démocratie sociale et économique au-delà de la démocratie politique.

La gauche comme camp républicain

« La lutte de classes s'y fait jour et oppose les communards à la droite mais aussi à la gauche modérée qui ne recule pas devant la poudre »

garde sa force d'unité dans l'adversité mais quand il s'agit d'ériger la République, le résultat ne se fait pas attendre et il a pour nom Commune de

gauche. Pour autant, les socialistes connaissent encore des tiraillements : ainsi, le parti de Jules Guesde (soutenu par l'Internationale) décide dans

un premier temps de ne pas se mêler de cette « affaire de bourgeois » (au grand dam de Paul Lafargue).

La République triomphant du péril, se pose avec acuité la question de la participation au gouvernement de défense républicaine animé par Waldeck-Rousseau. Porter la gauche, unie, jusqu'au gouvernement, des socialistes jusqu'au général Gaston de Galliffet, massacreur de la Commune ? Le débat est vif après la

reste entièrement parlementaire et intègre fortement les socialistes du PSF aux autres forces de gauche.

Mais la marche de l'unité socialiste se poursuit en 1905 avec la constitution, enfin, de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Les négociations qui aboutissent à la création de ce parti socialiste unifié comprennent un choix politique clair : la rupture du Bloc des gauches et la fin de toute participation socialiste à la

la charte d'Amiens qui dit l'indépendance du syndicat par rapport au parti socialiste. La gauche n'est assurément pas dans l'horizon syndical. Ce, d'autant moins que c'est un homme indubitablement de gauche, Clemenceau, en 1907, qui organise l'effroyable répression des grandes grèves.

AINSI, À LA VEILLE DE LA GUERRE, LA GAUCHE, C'EST QUI ?

Ce sont les radicaux, assurément, d'abord et avant tout ; ce sont aussi les socialistes, quoiqu'ils ne s'en réclament pas prioritairement et, de toute façon, restent minoritaires dans le pays et dans la gauche. C'est aussi toute une foule de personnalités politiques indépendantes en un temps où la structuration de l'espace politique en partis n'est pas achevée.

Qu'est-ce qui fait le contenu programmatique de la gauche ? Les socialistes mettent en avant la « RP » (la représentation proportionnelle) et la revendication internationale de la journée de 8 heures ; les radicaux insistent surtout sur la création de l'impôt sur le revenu (avec Joseph Caillaux) et la défense laïque.

Mais 1914 vient constituer une rupture claire dans l'histoire de la gauche, pas tant du côté radical que du côté socialiste.

« 1891 : le mot prend place à la Chambre des députés avec la fondation du groupe de parlementaires radicalisants "Gauche démocratique". »

participation du socialiste indépendant proche de Jaurès, Alexandre Millerand. Il est même international et le congrès de Paris, en 1900, est clair : la participation à un gouvernement de coalition aux côtés de forces bourgeoises (le « ministérialisme » dit-on alors) est condamnée. C'est ainsi moins la question gauche/droite qui est retenue comme prioritaire que la question ouvrier/bourgeois, la question de classe avant la question de régime politique.

Dans la société cependant, l'écho de l'épisode dreyfusard et du ministère Waldeck-Rousseau touche largement et profondément, au point d'être à l'origine, selon un usage du temps, de prénoms de futurs dirigeants communistes : Waldeck L'Huillier, maire de Gennevilliers (1944-1973), Waldeck Rochet, secrétaire général du PCF (1964-1972)...

UN MOMENT DE POPULARISATION LEXICALE FORT

Le mot renforce sa présence en 1902 avec la constitution du Bloc des gauches. C'est un moment de popularisation lexicale fort. Entre 1902 et 1905, il marche dans le sens du moment dreyfusard : défense républicaine et affirmation de la laïcité face au péril clérical. Pas de participation gouvernementale donc mais, à la Chambre, une forme d'organisation originale est créée : la Délégation des gauches, composée des représentants des groupes parlementaires favorables au ministère (dont le Parti socialiste français, celui de Jaurès). C'est cette délégation qui est chargée de préparer le travail parlementaire du ministère, d'arbitrer quand il y a différence de point de vue. Le système

délégation des gauches. *Le socialisme organisé en France naît donc du refus de la gauche.* Oui pour défendre la République mais le combat socialiste ne saurait s'y enfermer.

La déclaration de principes alors adoptée par la SFIO le dit clairement : « Ils affirment leur commun désir de fonder un parti de lutte de classe qui, même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants où se trouve combinée accidentellement son action avec celle d'un parti politique pour la défense des droits et des intérêts du prolétariat, reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'État qui en est l'instrument. [...] »

« 1° Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution. »

Tout travail commun n'est pas interrompu pour autant et sur des sujets d'avancées circonscrites et aussi importantes que la loi de séparation des Églises et de l'État, les gauches œuvrent de conserve avec Aristide Briand, Jean Jaurès, Francis de Pressensé.

Dans la société, la question continue de cheminer. En 1906, la CGT ratifie

« Le socialisme organisé en France naît donc du refus de la gauche. »

1) Les socialistes, sur le plan international, s'étaient engagés prioritairement dans une immense campagne en faveur de la paix suivant l'idée que si le « capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (Jaurès), ce sont les prolétaires qui servent de chair à canon aux capitalistes ; ceux-ci, sous la bannière du socialisme, se refuseront à prendre les armes et la guerre sera évitée. Les grands congrès socialistes d'avant 1914 le disent et le proclament (notamment le fameux congrès de Bâle immortalisé par Aragon). Et ce fut la guerre et l'alignement à peu près universel de tous les socialistes au sein de l'Union sacrée. Le choc est énorme, la déchirure irréversible et Lénine de s'écrier : « Qu'on ne m'appelle plus jamais social-démocrate ! »

2) La pratique du pouvoir d'État par

► les socialistes devient réalité. En France, le pur et dur Jules Guesde est ministre d'État mais surtout, Albert Thomas est durablement ministre, développant les comités mixtes (patronat/syndicat), appelant à une suspension de la lutte des classes pendant la guerre au nom de l'intérêt supérieur de la nation qui unit les

intérêts de classe, etc. C'est toute une pratique de la réforme conciliatrice avec le plaisir illusoire de l'efficacité concrète qui se met en place du côté socialiste.

3) Cette situation inédite et imprévue génère des divisions profondes dans le mouvement socialiste, surtout à partir de 1917, qui mène à un

nouveau venu et à une nouvelle question d'urgence : le communisme, question sociale par excellence quand le programme de la gauche historique, celui de Belleville (Gambetta, 1869) voire celui des radicaux de 1907, essentiellement politique, est bientôt accompli. ■



LA GAUCHE AU TEMPS DES RADICAUX (1918-1941)

La question biface de la gauche au XX^e siècle : quel contenu, quels contours, quelles alliances, quel écho, du mot comme de la chose ?

CONTRIBUTION (2)
DE **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE**

1919 : les élections législatives portent au pouvoir le bloc national, large et dure union des droites. La gauche est divisée : les socialistes d'un côté, renouvellent leur position d'avant-garde en adoptant la « motion Bracke », refus de participation gouvernementale aux côtés de forces non ouvrières. Quant aux radicaux, ils se retrouvent alliés avec la droite cléricale au nom supérieur de l'ordre menacé dans un contexte d'énormes manifestations nationales et de révolutions mondiales.

« La gauche » n'est pas à l'ordre du jour : niée par les radicaux comme par les socialistes en quelque sorte. La droite gouverne en revanche, et de la plus belle eau, celle de Poincaré : 15 000 licenciements de grévistes en 1920, l'armée mobilisée pour la répression...

1920-1921 : c'est le temps, bien connu, des scissions dures au sein du mouvement ouvrier, la majorité poli-

tique rejoint le communisme, la majorité syndicale s'y dérobe.

Le mot revient dès les élections suivantes (1924) avec le Cartel des gauches, rendu possible par la fin de la participation radicale au Bloc natio-

en place : scrutin de liste avec prime majoritaire. Son œuvre est modeste : Jaurès au Panthéon, reprise d'une politique laïque, reconnaissance de l'URSS. Les heurts économiques sont précoces : la Banque de France (alors

« L'union de la gauche est toutefois minimale : sans les communistes et au contenu faible, on l'appelle à l'époque le « cartel d'une minute » (le temps du vote). »

nal en 1923 en raison de la question laïque (maintien du Concordat en Alsace-Moselle). Le radical Édouard Herriot se rapproche ainsi des socialistes, sans que ceux-ci participent pour autant au gouvernement qu'ils soutiennent. L'union de la gauche est toutefois minimale : sans les communistes et au contenu faible, on l'appelle à l'époque le « cartel d'une minute » (le temps du vote). Il répond pour une part au mode de scrutin mis

aux mains des 200 plus gros actionnaires, les « 200 familles ») menace le gouvernement et le 21 juillet 1926, Herriot tombe sous les applaudissements des épargnants massés aux abords de la Chambre des députés. Mais le Cartel des gauches, c'est aussi la guerre du Rif, dès 1925 côté français (poursuivant l'œuvre coloniale puissamment impulsée par les hommes de gauche comme Ferry). Les communistes sont, sur le terrain,

aux côtés des insurgés, au premier rang de la première campagne anticolonialiste du pays. Ajoutons que, pour les communistes, c'est la période dite de « bolchevisation » marquée par l'affirmation effective d'une singularité sociale (ouvriérisation de l'appareil et de toutes ses instances de direction), et le renforcement d'une perspective politique révolutionnaire (la rupture avec le parlementarisme SFIO s'accroît).

Avec le Cartel, le mot « Gauche » revient au pouvoir ; une alliance reprend consistance mais elle n'est pas complète et le contenu est inégal : laïcité ; rhétorique « petits contre gros » sans lutte contre le capital. Dès 1926, c'est fini, une coalition

constituent un processus incessant qui a atteint aujourd'hui en France un degré tel qu'il a changé la nature de ce parti. On ne peut plus le considérer comme le parti reflétant les intérêts de l'aristocratie ouvrière et d'une partie de la petite bourgeoisie. » Il utilise pour la bourgeoisie l'influence qu'il a encore sur des couches considérables de la classe ouvrière et des masses laborieuses. De « parti de défense de la bourgeoisie chancelante » après-guerre, il est devenu un « parti d'offensive forcée de la grande bourgeoisie contre la classe ouvrière ». Pour empêcher l'afflux des travailleurs vers le Parti communiste – afflux qui tarde en effet à venir, les effectifs communistes s'effondrant

la participation gouvernementale, développant une vision positive de l'État incluant le planisme (aux antipodes de la ligne guesdiste) : c'est le mouvement néosocialiste. Une gauche s'organise autour de trotskistes qui montent progressivement après les déchirements soviétiques, l'entrisme et les départs du PCF notamment.

Chez les radicaux, la période est marquée par un désarroi certain, notamment parce que le programme est épuisé. C'est l'érosion, même s'ils restent le principal parti de gauche et que le cœur laïc est vif, appuyé sur la Libre-Pensée (en déclin), la maçonnerie...

« Le Front populaire associé à une alliance politique un rassemblement de très nombreuses organisations (90) sportives, culturelles, laïques, humanitaires, syndicales, etc. »

gauche/droite revient, les radicaux repartent à droite sous la direction de Poincaré : le thème de l'incompétence économique de la gauche s'affirme.

1928 est l'occasion d'un durcissement côté communiste : les contradictions capitalistes ramènent sur le devant de la scène, pense-t-on, la question révolutionnaire. Il s'agit donc de s'affirmer comme une force autonome, refusant toute alliance, en vue de la reprise du processus révolutionnaire mondial : c'est la tactique dite « classe contre classe ». Dix ans après 1917, l'heure n'est pas à la gauche, l'heure est à la Révolution, pense-t-on à l'Internationale. Il faut même démasquer en urgence tout ce qui pourrait détourner les énergies de cet objectif. En France, le 6^e congrès du PCF, à Saint-Denis, adopte une 17^e thèse consacrée au Parti socialiste et à son évolution en « parti ouvrier-bourgeois ». Synthétisons-la : « Le mouvement réformiste d'avant-guerre [1^{re} période] s'est développé lors de la guerre en social-chauvinisme. » (2^e période). 3^e période (celle du congrès) : « il se développe comme social-impérialisme et social-fascisme. » « Le travail de corruption de la bourgeoisie, corruption directe ou indirecte, matérielle ou morale, honorifique, etc., base de la gangrène opportuniste dans le Mouvement ouvrier, et le changement de composition sociale du parti socialiste,

dans cette période –, il déploie toute une « phraséologie socialiste de gauche » en laissant s'exprimer son aile gauche (Zyromski, etc.).

De fait, le PCF, sur cette ligne, est très affaibli. L'application la plus dure de la ligne se fait jour en 1932. La discipline républicaine est explicitement refusée avec maintien systématique au second tour. L'affaire passe vraiment mal chez maints communistes français, ce qui montre quand même l'ancrage dans la population de ce sentiment de gauche, jusqu'au sein de la direction du PCF bolchévisé où Gabriel Péri comme Pierre Semard montrent leurs réticences. En France, la tactique n'apporte dans l'immédiat aucun résultat, bien au contraire : 10 députés seulement sont élus. La Révolution ne survient pas.

Côté socialiste, il y a effectivement des évolutions et des contradictions. La ligne reste officiellement marxiste, la déclaration de principes de 1905 est inchangée. Le guesdisme vaut doctrine officielle, autour de Léon Blum, et surtout de Paul Faure, principal dirigeant de la SFIO. Mais la pratique parlementaire, municipale, etc. est loin des déclamations marxistes. Ajoutons que des courants politiques se structurent autour de proches de Jaurès comme Pierre Renaudel ou Marcel Déat. Ce dernier publie *Perspective socialiste* en 1931 où il prône l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes et

La crise vient rebattre les cartes. Déclenchée en 1929, elle touche surtout la France en 1931, puissamment. Événement mondial bien sûr : la victoire de Hitler en Allemagne, cœur battant du Mouvement ouvrier depuis le XIX^e siècle, terre modèle pour les communistes et les socialistes résolument désunis. Le choc est majeur pour les communistes. Thorez invente ainsi une nouvelle tactique avec Eugen Fried et Dimitrov : le Front populaire. Les socialistes aussi sont remués. En novembre 1933, Déat et les néosocialistes sont exclus. En voie de durcissement, ils prônaient un triptyque : ordre, autorité, nation. Ils fondent alors le Parti socialiste de France Union Jean-Jaurès qui se fonde en 1935 dans l'Union socialiste révolutionnaire.

De fait, le modèle soviétique trouve un écho croissant, lui qui échappe à la crise et affiche le succès de ses plans quinquennaux, Magnitogorsk et ses tonnes d'acier ! Le planisme développé par les socialistes se veut ainsi une réponse intégrant cet élément. Le socialiste belge Henri de Man propose ainsi dès 1933 une économie mixte planifiée. En France, la CGT confédérée (celle de Léon Jouhaux, sans communistes) et les néos y réfléchissent activement. Le thème monte surtout à partir des suites données à l'émeute fascisante du 6 Février 1934 dans les syndicats. C'est là que le projet se développe (surtout dans la CFTC et la CGT confédérée, plutôt que dans la CGT unitaire de Benoît Frachon). La revue *Plans* est ainsi fondée par des hauts fonctionnaires, architectes, etc., partisans d'une économie mixte.

Si certaines idées assez neuves peuvent plus ou moins faire accord, quelles stratégies de rassemblement pour les porter ?

► Il n'y en a point. Le PCF parle d'unité de la classe ouvrière ; d'unité de la classe ouvrière et des masses paysannes ; d'unité de la classe ouvrière et du « prolétariat de l'intelligence ». Il y a aussi le fameux discours de Thorez où la main est tendue aux *travailleurs* chrétiens comme aux *travailleurs* ralliés aux Croix-de-feu. C'est une unité de classe qui est cherchée par le PCF.

Plus particulièrement et plus prioritairement, c'est l'unité avec les socialistes qui est visée afin de rassembler les ouvriers communistes et leurs frères socialistes. C'est dans cet esprit que sont organisées les fusions d'organisations de jeunesse communistes et socialistes en Espagne comme en Belgique – c'est l'échec en France du fait de l'extrême vigilance anticommuniste des instances dirigeantes de la SFIO (Blum, Faure...).

Le titre du rapport de Maurice Thorez à Villeurbanne au 8^e congrès (janvier 1936) se fait toutefois plus audacieux : « L'union de la nation française ». De la classe à la nation il y a un élargissement, mais de gauche il n'est pas question. De fait, ce n'est pas le Front de gauche qui est initié mais le Front populaire avec cette belle ambiguïté de « populaire » (peuple-Nation ; peuple-classes populaires). Le mot « gauche » ne semble pas davantage présent chez les socialistes et les radicaux – autant qu'on sache.

Cette union est clairement défensive face à la montée du fascisme. En ce sens, il ne s'agit pas de bâtir le socialisme : les communistes freinent même les socialistes afin que les radicaux, principale force de gauche, ne soient pas effrayés et se rallient bien. Objectif : empêcher le basculement des classes moyennes du côté du fascisme.

Avec le Front populaire apparaît une réalité nouvelle, celle d'un programme sur lequel se rassemblent les forces qui participent au Front populaire, programme bâti autour de trois thèmes – le pain, la paix, la liberté – et qui est aussi largement popularisé dans le pays. Le Front populaire introduit une nouveauté très importante mais non durable. Il associe à une alliance politique un rassemblement de très nombreuses organisations (90) sportives, culturelles, laïques, humanitaires, syndicales, etc.

Les élections législatives marquent une courte victoire. Grosse progression communiste (passage de 10 députés à 73) ; érosion radicale plus marquée que prévu ; succès socialiste modeste mais qui les fait passer en

tête. La libération populaire à l'annonce de cette victoire électorale suscite les puissantes grèves et manifestations qu'on connaît.

Le puissant mouvement social suscite – très schématiquement – quatre positions à gauche. Les radicaux exigent son arrêt immédiat, il faut de l'ordre et cesser la démagogie ; leur électorat, de fait, est effrayé (couches moyennes salariées et petits bourgeois). Les socialistes veulent faire cesser cela au plus vite pour ne pas alarmer le capital qui pourrait sévir comme en 1924-1926. Les communistes disent : gagnons tout ce qu'il y a à gagner, ni plus ni moins. Dernière position, émise depuis les rangs de la SFIO : celle de Marceau Pivert et de la gauche socialiste marquée par un appel à brûler tous les vaisseaux selon la fameuse formule « tout est possible ».

« Si Vichy raffle bien sûr la mise à droite, il ne manque vraiment pas de soutiens à gauche. »

Le Front populaire, c'est ainsi, jusqu'aux élections, la gauche unie mais pas jusqu'au gouvernement puisque les communistes n'en sont pas – Maurice Thorez le souhaitait mais le Komintern a posé son veto – tout en demeurant dans la coalition. Le Front populaire, c'est aussi les graves fissures de l'unité défensive dès les premières conquêtes.

Le Front populaire, pour les socialistes, c'est le moment de l'exercice du pouvoir. C'est la première participation socialiste au gouvernement. Les mesures sont importantes, impulsées par le mouvement populaire stimulé par l'activité communiste mais peu de mesures structurelles sont prises hors le changement de statut de la Banque de France. Mais il est vrai que ce n'était pas le but de cette alliance antifasciste.

Le Front populaire, c'est aussi une expérience très brève, interrompue par ceux-là mêmes qui y ont participé. Février 1937 (moins d'un an plus tard), c'est la pause. Léon Blum a peur et fait peu mais c'est déjà trop. Le patronat qui avait pris les occupations d'usines pour les prodromes de la Révolution, sonné, se reprend. Les

couches moyennes deviennent hostiles : les radicaux se durcissent. Il y a droitisation de la gauche : le gouvernement dirigé par la SFIO chute ; le problème de « l'incompétence de gestion » monte au sein du parti et les « réalistes » prennent du poids et de l'audace (à commencer par Renaudel) ; en 1938, Pivert et son courant sont exclus du PS. Chez les radicaux : virage à droite toute, suivant avec retard leur électorat pris à contrepied par le désordre et la puissance ouvrière. En 1938, avec la même chambre des députés, Daladier dirige un gouvernement fondé sur des alliances qui tournent le dos au Front populaire puisque la coalition avec la droite revient : les conquêtes de 1936 sont abolies. Il faut, *dixit* Daladier, « remettre la France au travail ». La grande grève générale lancée en désespoir par la CGT – réunifiée en 1936 – le 30 novembre 1938 se solde par une répression historique menée par les radicaux alliés à la droite. Le PCF défend seul et jusqu'au bout le programme du Front populaire, en vain. Le reste est connu : l'Espagne et la non-intervention à la demande de Blum lui-même, en accord avec les radicaux ; Munich et le « lâche soulagement » (Blum) auquel seuls les députés communistes (et un député socialiste) s'opposent.

Plus généralement, la droitisation du pays est évidente : le Parti social français (PSF) issu des ligues est nettement le premier parti de France à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Après avoir interdit les organisations communistes, socialistes et radicaux se montrent d'une virulence extrême contre les communistes et, lorsque la défaite de 1940 survient, les pleins pouvoirs sont votés par 68 % des députés socialistes. Paul Faure, secrétaire général de la SFIO entre au Conseil national de Vichy, aux côtés de Charles Spinasse, ministre (SFIO) de l'Économie de Blum, le socialiste René Belin n° 3 de la CGT... Quant à Marcel Déat, il fonde en 1941 le fasciste Rassemblement national populaire. Pour ce qui est des radicaux, ils rallient en masse Vichy. Si Vichy raffle bien sûr la mise à droite, il ne manque vraiment pas de soutiens à gauche. De fait, le clivage gauche-droite est nié par Vichy qui se place « au-dessus » de ces divisions, tout comme est nié le clivage de classe dans une logique nationaliste bien connue. Avec Vichy, la droite règne ; la grande majorité de la gauche parlementaire et partidairer applaudit et participe. ■

LA GAUCHE À L'HEURE COMMUNISTE (1941-1981)

Le PCF, seul parti de gauche en tant que tel dans la Résistance, s'inscrit dans un cadre bien plus large, ouvert aux individus de tous horizons de la Résistance.

CONTRIBUTION (3)
DE **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE**

Pendant la Résistance et même avant la guerre, la question fasciste avait amené le PCF à proposer, au-delà du Front populaire, un Front français. En 1938, le PCF lance la proposition d'un gouvernement de Paul Reynaud (droite) à Thorez (avec participation gouvernementale communiste donc). Pendant la guerre, le PCF lance en mai 1941 le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France.

La Libération serait-elle le temps venu de la gauche ? Assurément, les partis de droite sont discrédités dans la population et malmenés pour leur participation active au régime de Vichy. Point d'Union de la gauche pour autant. C'est une grande coalition *résistante* avec De Gaulle puis c'est le tripartisme : gouvernement gauche-droite avec le PCF, la SFIO, le Mouvement républicain populaire (MRP) – même si le MRP ne se revendique pas explicitement de la droite, tout en s'y situant clairement, au moins dans sa base électorale mais aussi dans une bonne partie de sa direction. De toute façon, le terme « gauche » n'est pas employé et n'apparaît guère.

L'objectif, pour les communistes et la question débattue par eux dans la suite des réflexions inaugurées pendant le Front populaire, c'est la constitution d'un parti unique de la classe ouvrière : le Parti ouvrier français. Le 10^e congrès du PCF (juin 1945) adopte ainsi un « projet de charte d'unité de classe ouvrière de France ». L'unité syndicale ouvrière est faite depuis le Front populaire et la refondation symbolique de la CGT résistante en 1943 (accords du Perreux). Il s'agit à présent de bâtir l'unité politique ouvrière. 1) Pour un nouveau parti de classe (rapport de Duclos « vive l'unité de la classe ouvrière de France ») 2) pour des alliances avec toutes les forces « progressistes » (et non pas « de gauche »). De fait, un travail est mené jusqu'en 1955, avec le mouvement chrétien progressiste (autour de *La Quinzaine* notamment) et des prêtres ouvriers. La dimension de classe là encore est résolument centrale, bien davantage que la dimension de gauche.

Sur le plan des réalisations concrètes, elles sont colossales et bien connues des lectrices et lecteurs (Sécurité sociale, statut de la fonction publique, nationalisation de secteurs stratégiques, nouvelle Constitution très progressiste...) : les communistes, première force politique du pays et, a fortiori, première force politique de la gauche, y tiennent toute leur place pour leur première participation gouvernementale (Ambroise Croizat, Marcel Paul et bien sûr Maurice Thorez, vice-président du Conseil).

La SFIO, affaiblie et toujours marquée par un anticommunisme puissant, adopte une nouvelle déclaration de principes où la question des libertés est renforcée dans l'objectif de mettre en difficulté les communistes desquels il s'agit de se distinguer. Les tournures sont aussi plus ambiguës

« Les rapports de forces à gauche sont ainsi complètement modifiés par la guerre. »

mais le projet proclamé garde une radicalité claire :

« Le caractère distinctif du Parti socialiste est de faire dépendre la libération humaine de l'abolition du régime de la propriété capitaliste qui a divisé la société en classes nécessairement antagonistes, et créé pour l'une la faculté de jouir de la propriété sans travail, pour l'autre l'obligation de vendre son travail, et d'abandonner une part de son produit aux détenteurs du capital.

Fermelement attaché à la liberté de conscience et à la laïcité de l'État et de l'école, le Parti socialiste a pour action propre de grouper sans distinction de croyances philosophiques ou religieuses la masse de travailleurs de tous genres – travailleurs intellectuels ou manuels – sur le terrain politique, économique et doctrinal, en vue de la conquête des pouvoirs publics, condition non suffisante mais

nécessaire de la transformation sociale.

Le Parti socialiste est un parti essentiellement révolutionnaire : il a pour but de réaliser la substitution au régime de la propriété capitaliste d'un régime où les richesses naturelles comme les moyens de production et d'échange deviendront la propriété de la collectivité et où, par conséquent, les classes seront abolies. [...] Il est un parti essentiellement démocratique, parce que tous les droits de la personne humaine et toutes les formes de la liberté sont indissolubles les unes des autres. »

Le mot « gauche », pour n'être résolument pas central, monte toutefois : les radicaux, politiquement défaits, avec l'Union démocrate et socialiste de la Résistance (née du Mouvement de libération nationale) et des transfuges de divers partis « modérés » (centre droit) fondent le Rassemblement des gauches républicaines (RGR). Lié au patronat, il développe un anticommunisme virulent et obsessionnel tout en s'opposant aux nationalisations et aux mesures entreprises à la Libération.

Les rapports de forces à gauche sont ainsi complètement modifiés par la guerre. Les radicaux, force première de la gauche, deviennent une force secondaire (9-11 %), déportée sur la droite. La SFIO recule sans s'effondrer (15-20 %). Le PCF prend résolument la tête (25-29 %). La gauche n'est toutefois pas l'horizon premier des forces socialiste et communiste.

La Guerre froide, à partir de 1947, engendre des reclassements nets, enfermant durablement les radicaux dans des alliances avec la droite, tout comme la SFIO qui, nationalement comme localement, s'allie à la droite contre les communistes dans toute la France, de Bagneux à Marseille... C'est la période dite des « gouvernements de troisième force » ; les principales forces du pays (communistes et gaullistes) étant tenues à l'écart du pouvoir par la coalition des forces situées au milieu du marais parlementaire. Le mode de scrutin retors des apparentements renforce le lien entre ces forces (coalisées, elles emportent toute la mise). En 1953, ►

► face au maire communiste de Bagneux, Albert Petit, un candidat SFIO-MRP est ainsi présenté. La politique menée est très brutale en direction des ouvriers notamment : le ministre socialiste Jules Moch pilote la répression des grands mouvements revendicatifs, les forces policières et militaires sont envoyées et tuent.

Dans les années 1950, le terme « gauche » prend toutefois une nouvelle épaisseur. Guy Mollet lui-même, à la tête de la SFIO, et même si c'est pour en dénier l'intérêt pratique, a la formule célèbre : « les communistes ne sont pas à gauche, ils sont à l'Est ». On parle volontiers de la « gauche non communiste » pour désigner SFIO, RGR, etc. et de fait, des rapprochements s'opèrent. Ainsi du gouvernement Pierre Mendès France (1954) qui se fait fort de l'incarner et s'enorgueillit de n'avoir rien à faire avec les communistes. Ce bref gouvernement (7 mois...) qui suscita (et suscite...) beaucoup de fantasmes se voulut l'incarnation du sérieux, de la rigueur, etc. Il parvint toutefois à quelques (tardifs et partiels) succès en matière de décolonisation.

Dans la population, le mot « gauche » garde une certaine consistance. Ainsi un intellectuel comme Dionys Mascolo, tout juste sorti du Parti communiste, juge utile de faire paraître en 1955 *Sur le sens et l'usage du mot gauche*. Il reconnaît la diffusion du

terme, en note le flou et cherche à en dégager le fond. Il considère la gauche comme l'incarnation du refus *moral* et superficiel, concept enfermé à l'intérieur du système bourgeois.

Dans la propagande communiste, le terme surgit vraiment avec les élections législatives de 1956. 20 ans après le Front populaire, près de 10 ans après que la brutale éviction des ministres communistes les a condamnés à l'impuissance et que la Guerre froide a mobilisé le pouvoir d'État contre les communistes – traqués et éliminés de tous les postes de direction, incarcérés au besoin, comme l'ont méticuleusement montré Michel Pigenet ou Vanessa Codaccioni. La suspension de l'union des socialistes avec la droite – pour cause de diffé-

rents noms destinés à orienter les regards socialistes vers les communistes plutôt que vers la droite.

Du côté socialiste, l'anniversaire est aussi dans les têtes mais il s'agit de structurer la gauche non communiste, c'est le « Front républicain » (unissant pour l'essentiel les radicaux et les socialistes). Victorieux avec 27 %, le Front républicain élu pour faire la paix en Algérie ne tarde pas à envoyer le contingent, tournant majeur dans la guerre d'indépendance algérienne. C'est aussi l'expédition punitive contre la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Sur le plan interne, plusieurs réformes sociales sont toutefois entreprises, la plus emblématique étant l'octroi d'une troisième semaine de congés payés.

Survient le « coup d'État *al dente* »

« La gauche s'impose comme un des principaux noms destinés à orienter les regards socialistes vers les communistes plutôt que vers la droite. »

rend laïque – et leur opposition proclamée à la guerre menée en Algérie semblent offrir une fenêtre de tir historique pour mettre un terme à cet isolement superbe et retrouver la voie du pouvoir et des mesures de transformation progressistes. Bref, la gauche s'impose comme un des prin-

(Michel Winock) de De Gaulle le 13 mai 1958, la gauche est là encore profondément désunie face au coup de force : quelques radicaux avec Pierre Mendès France refusent aux côtés de l'ensemble des communistes, mais la majorité des socialistes entraînée par Guy Mollet appuie le retour de De



Gaulle et l'instauration de sa très personnelle et présidentielle V^e République, en rupture totale avec tous les principes républicains défendus depuis le Second Empire, la gauche historique en quelque sorte. Mais les socialistes se divisent durement au

de la République au suffrage universel depuis celle de Louis-Napoléon Bonaparte en 1848. Elle pousse puissamment à la personnalisation mais aussi à la bipolarisation gauche/droite par le jeu des deux tours. François Mitterrand est le candidat commun

derrière Gaston Defferre (11 %) dans les sondages, Jacques Duclos obtient finalement près de 5 millions de voix (score inédit depuis la IV^e République) et 21 % contre à peine 1 million pour Defferre et tout juste 5 %. Quant au PSU de Rocard, il stagne sous la barre des 4 %. Les radicaux entrent dans l'insignifiance avec 1,3 %, rejoints par le jeune Alain Krivine à la tête de la Ligue communiste fraîchement née d'une scission de l'Union des étudiants communistes.

L'événement est traumatique pour les socialistes : c'est l'échec total du projet mûri de longue date de grande coalition centriste anticommuniste. La voie est ouverte à Mitterrand et à l'union de la gauche. Ce dernier prend le nouveau PS au congrès d'Épinay. Voulant éviter le face-à-face et aux fins de rassurer un électorat travaillé par un anticommunisme puissamment relayé, les communistes agissent pour que les radicaux entrent dans l'alliance, réitérant l'expérience du Front populaire.

En 1972, c'est chose faite, le Programme commun de gouvernement est signé entre communistes, socialistes et radicaux – ces derniers se scindant en deux, les signataires devenant « radicaux de gauche » et les réfractaires les « radicaux de droite ». Le programme commun de gouvernement est le programme commun de la gauche : le mot entre alors dans sa période d'omniprésence invasive.

Toute la gauche n'y est toutefois pas rassemblée : outre la micro extrême gauche, le PSU s'y refuse, marqué par un anticommunisme viscéral qui prend alors pour nom « antitotalitarisme ». Les élections législatives (1973) qui devaient être (encore une fois...) un raz-de-marée pour le PSU face à des forces coalisées derrière un archaïque et jacobin programme commun, apportent (encore une fois...) un clair démenti au PSU. Il s'agit donc d'intégrer le Parti socialiste pour l'influencer de l'intérieur. Ce sont les Assises du socialisme (1974), la famille socialiste est unifiée derrière une tactique : celle de l'union de la gauche autour d'un programme commun de gouvernement. Pour autant, ce programme, grandement l'œuvre des communistes, est loin de faire l'unanimité au sein des rangs socialistes mais, tactiquement, il faut en passer par là, aux fins d'arriver au pouvoir tout en prenant 3 millions de voix aux communistes (selon la formule explicite de François Mitterrand devant l'Internationale socialiste).

En tout cas, dans la société comme ►

« Le programme commun de gouvernement est le programme commun de la gauche : le mot entre alors dans sa période d'omniprésence invasive. »

cours de cette période, par rapport au colonialisme, au gaullisme, aux alliances politiques. Là peut donc commencer à se mettre en place ce qui va donner le Programme commun de gouvernement. Pourquoi ? Parce qu'apparaît un interlocuteur socialiste, parce que le scrutin uninominal de la V^e République pousse au désistement au deuxième tour avec des blocs gauche/droite. Il y a urgence pour le Parti communiste car le mode de scrutin couplé aux habiles ciseaux gaullistes aboutissent à ce qu'aux législatives de 1958, les 3,8 millions de voix communistes (premier décrochage du PCF depuis 1947 où le PCF est toujours à 5 millions) donnent 10 députés quand les 3,6 millions de voix UNR (gaullistes) en donnent 189... De fait, le mot se répand vite.

La gauche non communiste est en ébullition : le Parti socialiste autonome (PSA) est créé, par scission. Les clubs, multiples, peuplés de technocrates de gauche phosphorent. Le plus actif d'entre eux, le Club Jean-Moulin, autour de hauts fonctionnaires (souvent énarques, souvent chrétiens) comme Stéphane Hessel ou Michel Rocard multiplie les préconisations directement politiques, très marquées par l'aura de Mendès France et un état d'esprit souvent exalté, toujours gestionnaire. Ces clubs et ces forces se rassemblent progressivement autour d'un homme, François Mitterrand, au sein de la Convention des institutions républicaines (CIR) et surtout de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS). La gauche est ici clairement présente, jusque dans le nom de la force politique. François Mitterrand devient l'interlocuteur privilégié du Parti communiste car il estime, comme le PCF, que la seule voie vers le pouvoir passe par l'alliance des forces de gauche, en dépit de divergences nettes.

De ce point de vue, 1965 est une date clé : première élection du président

de la gauche et est présenté comme tel, ce qui ne laisse pas de donner un nouvel et très puissant essor à la popularisation du mot « gauche ». Le résultat est jugé encourageant par toutes les forces coalisées – De Gaulle subit son premier fort revers, en étant mis en ballottage.

Survient 1968, énorme mobilisation sociale mais échec politique cinglant pour la gauche : communistes et socialistes perdent plus d'un million de voix quand le frais PSU (gauchisto-gestionnaire, se voulant l'incarnation de 68 et promouvant activement l'autogestion) stagne à moins de 4 %. Dans le même temps, les gaullistes (UDR) à eux seuls font près de 40 % ! Le débouché politique du principal mouvement étudiant du

« Ces nouveaux adhérents adhèrent peut-être davantage à l'union de la gauche qu'au PCF. »

siècle mais aussi de la plus grande grève ouvrière du XX^e siècle est clair pour les communistes et Mitterrand : il faut, au plus vite, constituer une union lisible.

Chez les socialistes, la tentation du retour à l'alliance à droite n'est toutefois pas éteinte et c'est sur cette ligne que Gaston Defferre (maire de Marseille, allié avec la droite) est présenté à la présidence de la République en 1969, refusant toutes les propositions d'alliances du Parti communiste qui présente, pour la première fois, un candidat, le pilier de la Résistance communiste, Jacques Duclos, sur une ligne « union de la gauche ». Le résultat est connu : donné à 10 % le 5 mai

► dans la propagande des forces coalisées, le mot « GAUCHE » écrase tout, il est partout. Le PCF, afin d'avoir un allié, crée en maints endroits de toutes pièces des élus socialistes. Les gains sont aussi très importants pour le Parti communiste sur le plan des élus : les municipales de 1977 sont ainsi un triomphe pour le PCF qui emporte Le Havre, Bourges et même Reims à la tête de listes d'union de la gauche. Le cap est mis sur les couches moyennes dans un contexte de scolarisation massive et d'essor de ce que les communistes appellent les ITC (ingénieurs, techniciens, cadres). Sur le fond, c'est la voie démocratique qui est clairement revendiquée, la dictature du prolétariat étant jugée inadéquate pour la France contemporaine (22^e congrès du PCF, 1976). Le programme commun de gouvernement de la gauche est l'élément de réponse à maintes questions politiques. Cette ligne a des conséquences sur l'électorat communiste comme sur la composition du PCF, sur le plan sociologique et politique. L'afflux militant est massif car ceux qui, concrètement, physiquement, portent le message de l'union de la gauche, sont le plus souvent les communistes mais ces nouveaux adhérents adhèrent peut-être

davantage à l'union de la gauche qu'au PCF. En 1977-1978, face à l'érosion inattendue de leurs résultats et à la progression rapide du PS qui rattrape son retard sur le PCF, les communistes qui pensaient progresser encore comme en 1936 ou en 1969 avec leur stratégie d'union, sont déstabilisés. La rupture du programme commun leur est médiatiquement imputée et le PCF subit là un revers d'importance. Les sondages commandés alors par le Parti sont clairs : l'électorat communiste est désorienté et clivé. Une moitié est viscéralement attachée à l'union de la gauche et attend des signes plus forts encore d'éloignement d'avec le monde soviétique ; une autre est de plus en plus hostile à l'union de la gauche et attend un affermissement des positions sur une ligne de classe plus nette. Au sein du Parti communiste, la crise éclate avec des scissions et des départs, à commencer par la puissante équipe de direction de la fédération de Paris, très partisane de la ligne des années 1970 (union de la gauche et couches moyennes). Un cycle est enclenché pour plusieurs décennies. Dans le même temps, la force montante socia-

liste affiche l'unité des vainqueurs. Les radicaux restent faibles et à ancrage régionalisé.

Les années 1970 sont ainsi très clairement le moment de la gauche. D'autant que les gauchistes, dont c'est pourtant l'âge d'or, n'en sont pas moins électoralement nains. Pour autant, l'hostilité dans les cercles médiatiques et académiques à cette union de la gauche, demeure forte – c'est aussi l'heure de gloire de « l'antitotalitarisme » – et la thématique de la « social-démocratie » fleurit, librement inspirée des modèles allemand et suédois.

1978 puis 1981 closent cette décennie. Le Parti communiste qui privilégia longtemps les formulations comme « démocratique » ou « ouvrier », après s'être positionné prioritairement comme de gauche, se veut désormais « anti-droite ». C'est le sens de la campagne de Georges Marchais en 1981 : « candidat anti-Giscard ». À ce jeu, c'est le vote utile socialiste qui semble l'avoir emporté... Marchais fait 15 % contre 20 % aux européennes de 1979 et surtout 25 % à Mitterrand. Le maître de l'heure a changé de camp : la gauche passe à l'heure socialiste. ■



LA GAUCHE À L'HEURE DES SOCIALISTES (1981-2015)

La troisième voie se poursuit : point d'ambition alternative sur le plan économique, le monde étant ce qu'il est, mais le développement, par substitution, des questions de société en vue de rassembler une « majorité de minorités »

CONTRIBUTION (4)
DE **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE**

1981-1984 : la gauche se retrouve malgré tout au pouvoir, unie. Les communistes reviennent au gouvernement, ils sont quatre. Le PCF développe une conception très unitaire autour du gouvernement Mauroy, les ministres socialistes étant accueillis à la Fête de l'Humanité de 1981 comme de francs et glorieux camarades. Plusieurs réalisations importantes existent : nationalisations massives, retraite à 60 ans, achèvement de la dépénalisation de l'homosexualité, 5^e semaine de congés payés,

39 heures payées 40... Ce que le PCF qualifie alors, sans nuances, de conquêtes plus importantes que celles de 36 et de la Libération réunies...

DES EXPERTS ANTICOMMUNISTES ET HOSTILES AU PROGRAMME COMMUN

Toutefois, dès 1983, un tournant est revendiqué. En réalité, il n'y a point de tournant comme l'a bien montré Mathieu Fulla dans sa thèse : les experts mendésistes des clubs passés par le PSU peuplent tous les cabinets clés, celui de François Mitterrand

comme celui de Pierre Mauroy et c'est Jacques Delors qui est aux Finances – cédétiste passé par le cabinet de Chaban-Delmas au temps de Pompidou. Ces experts sont foncièrement anticommunistes et hostiles au programme commun : ils ne cessent de prôner la rigueur, dans les cabinets mais aussi, très vite, à la télévision, à l'image du ministre Delors. Par ailleurs, les années 1970 ont profondément modifié la structure socialiste : parti d'ouvriers et d'enseignants, il est gagné par les couches moyennes et ses éléments technocratiques gagnent rapidement toutes les sphères de direction : c'est l'énarchisation

du PS. Le socialisme et la réflexion sur un changement radical de mode de production à partir de la lecture de Marx notamment, reculent fortement. Les idées développées par celle qui s'est elle-même avantageusement appelée la « deuxième gauche » y gagnent du terrain. Le socialisme nationalisateur et laïc en pâtit d'autant, malgré la résistance du puissant courant animé par Jean-Pierre Chevènement, le CERES. Ces mutations se manifestent claire-

communiste, souhaitant poursuivre l'œuvre aux côtés des socialistes. En 1987, Pierre Juquin, dirigeant du PCF, et Marcel Rigout ancien ministre, quittent le PCF entraînant cadres et militants dans leur sillage. En 1988, Pierre Juquin présente sa candidature à l'élection présidentielle avec le soutien de ces ex-communistes (dits « renovateurs »), du PSU et de la LCR : il obtient 2 %. Quant au PCF, il recueille moins de 7 % avec André Lajoinie. Dans le même temps,

des pays socialistes dans la séquence 1989-1991, libère des torrents d'anticommunisme et de capitalisme triomphant. Il amène maints élus communistes locaux – déjà engagés dans une croissante prise de distance d'avec les organisations du PCF depuis les années 1970 – à minorer la dimension communiste de leur engagement pour souvent privilégier la dimension personnelle afin de garder les positions acquises, dans un contexte local où le PCF est souvent devancé par d'autres forces politiques dans les scrutins nationaux. Ce repli défensif accompagne l'érosion des « bastions » communistes, le communisme y étant de moins en moins revendiqué, la référence à la gauche (sans fort projet transformateur positif concret) s'y substituant progressivement, voire la seule opposition à la droite (« pour battre la droite, votez XX », etc.), dans une logique résignée de conservation de l'acquis face aux forces destructrices rend plus aigu le problème. Dans ses zones de force, le vote communiste glissa ainsi, en tendance, vers un mélange de vote utile et personnel au profit de l'élu sortant. Il ne s'agit bien sûr nullement de dresser quelque inepte procès a posteriori : y avait-il meilleure issue en pareil épouvantable contexte ? D'autant qu'il faut ajouter au tableau l'étiollement militant initié dès 1978. La désindustrialisation brutale et radicale de territoires rouges joue ici un rôle majeur, isolant des cadres communistes rayonnant à l'entreprise, conduisant au développement d'un chômage de masse. Plus encore peut-

« La désindustrialisation brutale et radicale de territoires rouges joue ici un rôle majeur, isolant des cadres communistes rayonnant à l'entreprise, conduisant au développement d'un chômage de masse. »

ment en 1984 lorsque François Mitterrand renonce à cette revendication historique des socialistes, le Service public unifié de l'éducation nationale, poussant Pierre Mauroy à démissionner. Laurent Fabius qui le remplace se déclare alors partisan du « ni ni » : « ni privatisation ni nationalisation », un pas plus loin que son fameux « entre le marché et le plan, il y a le socialisme » du congrès socialiste de 1979.

LA CLASSE REPREND LE DESSUS SUR LA GAUCHE

Les ministres communistes quittent alors le gouvernement, reprenant brutalement une liberté de ton très virulente à l'endroit des socialistes. La classe reprend le dessus sur la gauche, serait-on tenté de dire. En vérité, comme l'expliquait finement feu Maurice Agulhon en 1986, c'est la naissance d'une nouvelle thématique dans l'expression du PCF : « Le fait nouveau de ces dernières années en effet est que le PCF paraît décidé à garder la notion de gauche (dont l'effet d'entraînement populaire n'est pas négligeable) même en période d'isolement. Désormais, on l'entend affirmer en tout temps : « La gauche, c'est bien, et la gauche, c'est nous ! Les gens de gauche dont nous (PCF) tenons à nous distinguer sont de « prétendus » hommes de gauche, ou une « fausse gauche » ! ». (*Histoire vagabonde*, t. II) Les résultats électoraux n'en poursuivent pas moins leur effondrement : Georges Marchais à la tête de la liste des européennes (1984) ne fait plus que 11 %. La crise s'installe au PCF, d'autant que Charles Fiterman, n° 2 du PCF, refuse ce tournant du Parti

François Mitterrand recueille plus de 10 millions de voix malgré la puissante désillusion suscitée par son action après 10 ans de militantisme populaire pour le programme commun.

L'union de la gauche est alors très loin : le Parti communiste se fait incendiaire contre la « rosenclature » (Gérard Streiff) et Mitterrand inaugure la pratique de « l'ouverture » à droite faisant entrer au gouvernement Jean-Pierre Soisson, lieutenant libéral de Valéry Giscard-d'Estaing, dès son élection en 1988 et l'y maintenant les cinq ans durant (ministre du Travail 1988-1991 puis ministre d'État

« Cet affaiblissement brutal du PCF, nationalement, mêlé à l'effondrement des pays socialistes [...] libère des torrents d'anticommunisme et de capitalisme triomphant »

de la fonction publique 1991-1992 et ministre de l'Agriculture 1992-1993). (Peu après, animateur de Démocratie libérale, il s'allie au Front national pour devenir président du Conseil régional de Bourgogne (1998)... mais c'est (peut-être) une autre histoire.) Pour autant, le PS se présente comme l'incarnation de la gauche en 1988. On lit sur les tracts PS des législatives qui suivent l'élection présidentielle : « C'est nous la gauche ».

LE CAPITALISME TRIOMPHANT

Cet affaiblissement brutal du PCF, nationalement, mêlé à l'effondrement

être, la désindustrialisation ininterrompue marque le *désespérant échec* des mobilisations collectives sous toutes leurs formes et aussi puissantes fussent-elles : grèves, votes communistes, manifestations. La politisation populaire et l'implantation communiste se trouvent ainsi profondément affaiblies.

Côté socialiste, les années 1990 sont marquées par l'émergence de la thématique de la troisième voie sur le plan international, sous l'impulsion de Tony Blair ou Gerhard Schröder, formalisée à la fin de la décennie par ▶

► les ouvrages d'Anthony Giddens. Si le terme est récusé par Lionel Jospin qui préfère, à la suite de Pierre Mauroy, se réclamer de la social-démocratie, les idées se répandent dans une partie croissante de l'appareil socialiste, comme en témoignent les écrits de François Hollande et de ses proches dès les années 1980, comme en témoignent également les réalisations contrastées du gouvernement Jospin (1997-2002). Avant 1997, vint toutefois 1993 et la déroute cinglante du PS aux législatives qui tombe à 17 % et 52 députés puis les élections européennes de 1994 où la liste de Michel Rocard n'atteint pas les 15 %. Vint aussi le temps de départs importants avec celui de Jean-Pierre Chevènement, poids lourd du PS, incarnation historique de son aile gauche, avec son puissant CERES. Ce départ est toutefois plus maigre qu'attendu, la majorité de ses soutiens préférant rester dans l'appareil prodigue en postes électoraux, à l'inverse du frêle Mouvement des citoyens qui ne parvient pas à contester la domination du PS.

Il faut la rupture avec Mitterrand et son ample batterie de casseroles ainsi que le grand mouvement social de 1995 pour que la gauche reprenne des couleurs : les socialistes y dépassent à nouveau les 20 % avec Lionel Jospin (23 %), le PCF remonte avec Robert Hue (8,6 %) et l'extrême gauche progresse (5 % pour Laguiller). Point de programme commun toutefois. Lorsque Jacques Chirac dissout l'Assemblée, les forces de gauche se rassemblent dans la « gauche plurielle ». Les politiques mises en œuvre sont contrastées ; le désarroi grandit et toutes les élections intermédiaires sont perdues, jusqu'à celle de 2002 comprise. L'élimination de Lionel Jospin marque profondément les consciences et renforce chez des millions de Français la notion de « gauche », favorisant le vote utile en faveur du PS qui, quoiqu'affaibli apparaît comme le seul parti de gauche en mesure de remporter une élection, ce qui se traduit en 2007 par le score très déséquilibré des forces de gauche où prédomine Ségolène Royal.

Sur le plan des idées, le cheminement de la troisième voie se poursuit : point d'ambition alternative sur le plan économique, le monde étant ce qu'il est, mais le développement, par substitution, des questions de société en vue de rassembler une « majorité de minorités » (l'aboutissement bien connu, c'est le rapport Terra Nova, « Quelle majorité électorale pour 2012 ? »).

L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Il faut enfin dire un mot de l'écologie politique. Si la thématique est très présente dans les années 1970, décennie au cours de laquelle elle innove les réflexions des grands partis de gauche tout en tentant, sans grand succès, une incarnation autonome (autour de l'agronome René Dumont, d'abord, en 1974), elle hésite quant à son positionnement dans les années 1980 et 1990 : au-delà du clivage gauche/droite ou pouvant se situer à l'intérieur ? Elle opte avec les Verts pour le positionnement à gauche et ce mouvement finit par l'emporter chez la majorité des écologistes. ■



QUELQUES PISTES CONCLUSIVES PROVISOIRES

À travers ce parcours-marathon, il apparaît à peu près impossible de définir des invariants pour donner un contenu conceptuel lourd au mot « gauche ». La gauche fut à peu près tout et son contraire : libérale et anti-libérale, révolutionnaire et répressive, égalitaire et inégalitaire, raciste et antiraciste, féministe et macho...

CONTRIBUTION (5)
DE **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE**

UNE VRAIE GAUCHE ?

Dès lors, quel sens donner à une expression répandue comme « vraie gauche » ? On voit mal... Peut-on parler d'une tradition de gauche à l'échelle de l'histoire ? Difficile.

De ce point de vue, il est précieux de regarder de près les textes adoptés par les congrès du Parti communiste français. Le mot « gauche », sans surprise y est absent dans les années 1920 quand la Révolution est un horizon qu'on croit imminent ; il l'est encore dans les années 1930, 40 et 50 quand c'est un Front populaire et national qui est visé. Mais lorsque se met en branle la dynamique de l'union de la gauche, on pourrait penser que le terme entre dans les textes de congrès du PCF. Ce n'est pourtant pas le cas. Le mot reste absent jusqu'au 18^e congrès (1967) où il est simplement mentionné brièvement. Il reste extrêmement peu présent jusqu'au 27^e congrès (1990) où il prend pour la première fois une place plus épaisse avec le thème « la gauche, ce n'est pas ça » (nous sommes alors au début du deuxième septennat de François Mitterrand). Mais le thème retombe vite pour n'acquérir une centralité qu'à partir du 33^e congrès (2006) où il sert même à qualifier le projet communiste.

Comment comprendre cet écart ? S'agirait-il d'un impensé ? C'est sans doute que la question posée n'est pas pleinement celle-là pour les communistes qui ne cessent pourtant de réfléchir au rassemblement (rassemblement de la classe ouvrière, alliance de celle-ci avec les classes/couches moyennes, unité des partis de la classe ouvrière, unité des forces démocratiques, etc.) mais dans une perspective placée d'abord sous l'angle de la classe. Le mot « gauche » dès lors, terme « de masse », populaire mais sans fort et précis contenu conceptuel, ne trouve pas de place dans les textes politiques du PCF jusqu'au 33^e congrès. Cependant, s'il y a trouvé une forte place depuis lors, a-t-il fait l'objet d'éla-

borations théoriques et politiques quant à son contenu, ou s'impose-t-il comme une évidence ?

gauche dans les années 1970, pour des millions et des millions de personnes, c'était devenu être pour le programme commun, donc pour un

« Typiquement, le génie de l'opération "Programme commun" des années 1970 n'a-t-il pas précisément consisté à donner un contenu de classe et anticapitaliste au mot "gauche" ? »

Plus profondément, c'est la dimension définitoire qui interroge : le communisme est-il simplement la gauche et réciproquement (comme la farine est une poudre fine provenant de la mouture des graines de céréales, et réciproquement) ? Faudrait-il lui adjoindre un adjectif façon « Monsieur + » comme « radicale » pour atteindre à la définition du communisme ? Le communisme serait alors une question d'intensité, de degré : la voie de Jules Ferry, Clemenceau, Mollet et Delors poussée un peu plus loin ?

LE CONFLIT ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE D'UNE PART, LES LUTTES DE CLASSES DE L'AUTRE

Mais on dira peut-être que tout cela reste enfermé dans l'ordre du *constat*, celui que l'historien Maurice Agulhon ramasse en une phrase : il y a « interférence constante entre deux séries de batailles non réductibles l'une à l'autre, dont les camps et les fronts ne coïncident pas, le conflit essentiellement philosophique entre la droite et la gauche d'une part, les luttes de classes de l'autre. » Et après ? Doit-on s'incliner devant ce constat ou peut-on tâcher, là aussi, de transformer le réel ? Typiquement, le génie de l'opération « Programme commun » des années 1970 n'a-t-il pas précisément consisté à donner un contenu de classe et anticapitaliste au mot « gauche » ? Ou, pour parler avec les mots d'Agulhon, à faire *coïncider* les deux séries de batailles ? Être de

combat de classe. Ce travail de transformation et popularisation de contenu avait toutefois des conditions de possibilité notables : les deux principales forces de gauche s'affirmaient alors favorables à un dépassement du capitalisme ; le PCF avait la force du nombre, de l'organisation... L'affaire serait-elle donc perdue aujourd'hui ?

Il reste à faire, pour en juger, un détour par les consciences... mais le détour est tortueux car le compliqué de la situation présente est sans doute que les triomphantes années 1970 puis les cataclysmiques années 1980 ont laissé un héritage contradictoire. Le mot a ainsi pris un écho fondamentalement biface : politicien et associé à la pratique socialiste, il repousse massivement et limite l'horizon de classe ; associé à une histoire mythique que les forces de gauche ont contribué à construire, il mobilise encore des millions de personnes, notamment dans les couches populaires mais aussi dans les couches moyennes. Combien de personnes se sont battues pour telle ou telle conquête sociale, en ayant en tête la certitude de le faire comme être de gauche, en voyant ladite conquête comme une conquête de gauche, en l'inscrivant dans une histoire des luttes de la gauche ? Combien ont combattu les mesures régressives de la droite et se sont, par ricochet, sentis dans leurs tripes et leurs pieds comme des gens *de gauche* ? « Gauche » est ainsi une puissante aide au rassemblement de ►

► la grande classe salariée et de la petite bourgeoisie et, *tout à la fois*, un frein et un repoussoir, les échecs et renie-

ment quand des dirigeants socialistes de tout premier plan sont tentés par l'abandon (ou la prise de distance

« "Gauche" est ainsi une puissante aide au rassemblement de la grande classe salariée et de la petite bourgeoisie et, tout à la fois, un frein et un repoussoir, les échecs et reniements des forces de gauche identifiées ayant été ce qu'ils furent. »

ments des forces de gauche identifiées ayant été ce qu'ils furent. À l'heure où la désaffiliation par rapport à la gauche (et particulièrement dans le monde ouvrier) est une réalité de masse, ne voir le verre qu'à moitié plein est illusoire. Pour autant,

vis-à-vis) de la référence à la gauche (à commencer par le président Hollande : « J'ai engagé des réformes qui ne sont pas toutes de gauche mais qui servent l'intérêt général »), ne le voir qu'à moitié vide fait manquer d'historiques occasions.

Ces bavardes et pourtant trop rapides lignes n'ont bien sûr pas l'ambition de trancher quoi que ce soit ; elles ne sont qu'une modeste, personnelle et provisoire contribution au nécessaire effort de penser la gauche historiquement, pour aujourd'hui et pour demain. Car voilà bien une tâche importante : *penser* la gauche telle qu'elle est dans les *faits* et dans les *consciences*, telle qu'elle pourrait *devenir*, au vu des rapports de forces matériels et symboliques, de notre intervention. Elle n'est en rien étrangère au grand chantier lancé par notre parti pour penser en grand notre projet communiste de nouvelle génération. C'est ainsi, aussi, l'un des enjeux de notre démarche engagée autour de *La France en commun*, à laquelle *La Revue du projet*, à mille voix plurielles, se doit bien de participer. ■



FAUT-IL EN FINIR AVEC LA GAUCHE ?

QUELQUES REMARQUES SUR JEAN-CLAUDE MICHÉA

Une analyse des positions prises par Jean-Claude Michéa confrontée à la réalité et à la position du PCF.

CONTRIBUTION DE **FLORIAN GULLI**

Jean-Claude Michéa est un socialiste qui refuse de se situer à gauche. « Ni gauche, ni droite, socialiste ! » ; la formule pourrait résumer sa position. Il se plaît à rappeler que jamais, à aucun moment de leur œuvre, Marx et Engels ne se dirent « de gauche ». La gauche, sans majuscule, désignait à cette époque le parti de la bourgeoisie et l'idéologie du Progrès contre toutes les vieilles traditions ; la droite, le parti de l'ordre, de la réaction aristocratique. Les organisations ouvrières, quant à elles, se nommaient socialistes ou communistes.

Ce n'est qu'avec l'Affaire Dreyfus que les socialistes et la gauche vont s'unir, face à la menace de coup d'État du Parti de l'Ordre. Ce mariage du socialisme et de la gauche, déclare Jean-Claude Michéa, « se nouera *sous le signifiant de Gauche* » (Les Matins de France culture, 28^e minute et suivantes) La Gauche ainsi entendue, avec une majuscule, fut nécessaire en son temps pour combattre les survivances du féodalisme en Europe, pour parer au risque de retour de l'Ancien Régime. Ce qui s'est appelé « Gauche » au début du XX^e siècle n'avait donc de sens que dans le contexte d'une lutte contre l'aristocratie (le livre de l'historien Arno Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime*, montre la vitalité – peut-être sous estimée en France – de l'aristocratie en Europe dans les premières décennies du siècle dernier).

« Le mot "gauche" semble incapable de produire l'unité des classes populaires aujourd'hui. Mais le mot "socialisme", revendiqué par Jean-Claude Michéa, n'est pas plus unificateur. »

En 1945, avec la défaite du Troisième Reich, le rêve d'une restauration féodale prend fin. L'alliance qui s'était appelée « Gauche » (bourgeoisie et classe ouvrière) allait commencer à

se dénouer, faute d'adversaire commun. Privé de droite, le sens du mot « gauche » allait retrouver son sens originel : le parti de la bourgeoisie. Pour Jean-Claude Michéa, le point de bascule serait Mai 68, certains de ses visages, à tout le moins. À partir de ce moment, « gauche » et « droite » ne désigneraient plus que deux variantes complémentaires de cette gauche originelle, la « droite » désignant la bourgeoisie du capital économique, préoccupée par la « modernisation » (libéralisation) de l'appareil productif et la « gauche » celle du capital culturel, préoccupée par la « modernisation » (libéralisation) des mœurs. Ce qui occupera désormais tout l'espace public, c'est l'opposition de ces deux bourgeoisies sur fond de refoulement de la lutte des classes et de la parole populaire. La bourgeoisie ayant retrouvé sa philosophie spontanée, le libéralisme économique, les seuls désaccords politiques porteraient sur les questions de « mœurs » (avortement, euthanasie, mariage homosexuel, etc.).

La perspective est claire : laisser à la bourgeoisie le clivage gauche/droite et retrouver le sens du socialisme originel.

POURQUOI FAUDRAIT-IL ABANDONNER LE MOT « GAUCHE » ?

« Il est [...] parfaitement vain et illogique, écrit Jean-Claude Michéa, d'attendre la moindre rédemption politique de l'appel rituel à "reconstruire" ou "refonder" une Gauche qui soit « vraiment de gauche ». D'une part,

tion politique avec ces millions de travailleurs à présent réfugiés dans l'absentéisme électoral ou le vote à droite ». Le même argument, à la radio. « Le principe des primaires [socialistes] revient à diviser la société entre un peuple de gauche et un peuple de droite. [...] Cette notion de peuple de gauche opposé au peuple de droite, descendants des sans-culottes opposée aux descendants des Chouans, [...] m'intrigue. [...] Elle veut dire que l'ouvrier qui vote à gauche sera toujours plus près d'un banquier de gauche ou d'un dirigeant de gauche du FMI que l'ouvrier, l'employé, le paysan, le petit entrepreneur qui votent à droite » (Les Matins de France Culture, à partir de 5mn 50). L'horizon politique est clair : construire l'unité des classes populaires et combattre par conséquent tous les clivages qui empêchent la perception du clivage fondamental : « peuple » / « élite ». Pour Jean-Claude Michéa, le mot « gauche » est un mot qui sépare, ce qui fait le jeu de l'oligarchie libérale.

On accordera ce point : le mot « gauche » semble incapable de produire l'unité des classes populaires aujourd'hui. Mais le mot « socialisme », revendiqué par Jean-Claude Michéa, n'est pas plus unificateur. Il est à ce point lié au Parti socialiste et aux déceptions de l'ère mitterrandienne, à la présidence de François Hollande, que, pour beaucoup dans les classes populaires, il est un véritable repoussoir. D'un point de vue stratégique, « socialisme » ne se porte guère mieux que « gauche ». Par conséquent, si l'on doit abandonner le mot « gauche » au prétexte qu'il est incapable de produire l'unité des dominés, il faudrait sans doute en faire de même avec le signifiant « socialisme ».

Mais la question des mots unificateurs doit sans doute être relativisée. Ce que reconnaît Jean-Claude Michéa à la fin des *Mystères de la gauche* : « on peut être sûr que les classes populaires sauront d'elles-mêmes inventer, le temps venu, les symboles fédérateurs les plus appropriés à leurs luttes » (*Les mystères de la gauche, De l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*, p. 58.). En tant que militants, nous passons beaucoup de temps à ►

parce que c'est précisément là, ce qu'en deux décennies, elle est réellement devenue. Et surtout, parce qu'un tel appel a régulièrement pour effet de rendre impossible l'indispensable jonc-

► « sauver » les mots traditionnellement unificateurs : « Hollande n'est pas de gauche », « la gauche, c'est nous », « le PS n'est plus socialiste, nous sommes les vrais héritiers de Jean Jaurès », « le communisme, ce n'est pas le goulag », etc. Ce travail est *indispensable*, bien entendu. Mais il ne saurait être le *point de départ* du militantisme. On ne convaincra pas en posant comme condition préalable le ralliement à ces « symboles fédérateurs ». Ce qu'il faut mettre en avant, ce sont des perspectives politiques concrètes d'émancipation et de défense des intérêts populaires, susceptibles de parler même à ceux qui se méfient de notre vocabulaire. Les mots viendront, plus tard.

Mais si le mot « gauche » ne sonne plus aux oreilles des contemporains comme il sonnait à celles des générations précédentes, cela ne signifie pas qu'il soit devenu caduc et inutile pour s'orienter politiquement.

La gauche, selon Jean-Claude Michéa, désigne historiquement, le parti de la bourgeoisie, puis une alliance de classe, celle de la bourgeoisie et du prolétariat contre l'aristocratie. On peut parfaitement soutenir que l'alliance du mouvement ouvrier et de certaines fractions de la bourgeoisie n'est pas un événement conjoncturel (l'Affaire Dreyfus) mais une nécessité structurelle, même en l'absence de parti aristocratique. Dans cette hypothèse, la catégorie de « gauche » demeure valide quand bien même elle aurait perdu de son efficacité dans le travail de conviction.

REFUSER LA « GAUCHE » SIGNIFIE REFUSER L'ALLIANCE DE CLASSE

C'est l'autonomie populaire à l'égard de toutes les fractions de la bourgeoisie. Mais cette position est-elle tenable dès lors que la perspective stratégique est d'établir une large hégémonie ? Le refus des alliances de classes n'est-il pas voué à l'échec

« Le refus des alliances de classes n'est-il pas voué à l'échec condamnant le mouvement ouvrier à l'impuissance ? »

condamnant le mouvement ouvrier à l'impuissance ? Bien sûr, les classes ou fractions de classes susceptibles de constituer un bloc changent d'un contexte à l'autre, mais la nécessité de l'alliance demeure. L'historien E.P. Thompson montre que le fer de lance de la classe ouvrière anglaise au XIX^e siècle est constitué en premier lieu de petits artisans indépendants alliés aux ouvriers de l'industrie. En 1917, les bolcheviques ne se maintiennent au pouvoir que par l'alliance du marteau et de la faucille, du prolétariat et de la petite bourgeoisie pay-

sanne. Le PCF dans les années 1970 s'adresse à la nouvelle petite bourgeoisie, cadres et professions intellectuelles. La tâche est toujours d'actualité. Mais si l'alliance de classe est nécessaire, il faut encore œuvrer pour que le rapport de force en son sein soit favorable aux classes populaires. La lutte a toujours lieu sur deux fronts : contre l'adversaire (l'élite) et contre l'allié (la petite bourgeoisie, traditionnelle ou nouvelle).

Dépassons maintenant la question des mots. Sur le fond, quels reproches Jean-Claude Michéa adresse-t-il à la gauche au point de la rejeter *dans son ensemble* ? La gauche se serait coupée des classes populaires en abandonnant toute référence à l'expérience morale populaire, qu'il nomme, à la suite de Georges Orwell, la « décence commune ». Cette décence commune, c'est le « sens de la communauté », c'est l'intuition que certains comportements favorisent la communauté tandis que d'autres la rendent impossible. C'est aussi l'intuition de la nécessité de limites aux désirs individuels, limites sans lesquelles la vie collective devient problématique.

Pour Jean-Claude Michéa, le socialisme, à ses origines, était ancré dans ce sentiment communautaire et dans la peur de la destruction des liens sociaux engendrée par la révolution industrielle. Le socialiste français Pierre Leroux aurait d'ailleurs inventé le mot « socialisme » en l'opposant explicitement à celui d'« individua-



lisme ». Mais cette défense socialiste de la communauté ne devait rien à la défense réactionnaire de la communauté traditionnelle de l'Ancien régime ; son idéal était égalitaire. Elle n'aura rien de commun, par ailleurs, avec l'exaltation future de la communauté ethnique ; elle est expérience quotidienne durablement partagée, dans un quartier et au travail, et non fantasme de l'origine commune. Évidemment ce sentiment ne suffit pas à faire une politique. De même que l'expérience de l'exploitation à l'usine ne fait pas encore la théorie de l'exploitation ni une politique communiste. Mais il est nécessaire cependant de ne pas perdre de vue ce sentiment et de penser les politiques dans le sillage de cette intuition communautaire. Ce qui explique la prospérité des discours de la communauté, parmi ceux qui sont frappés de plein fouet par les conséquences du capitalisme : le discours des droites sur la communauté ethnico-nationale et celui de l'Islam promouvant « l'oumma », la communauté des musulmans.

Le refus d'assumer l'idée de communauté conduirait aussi, inexorablement, à adopter la philosophie individualiste du libéralisme. C'est ainsi que la gauche, *dans son ensemble*, selon Jean-Claude Michéa, devient ou redevient libérale en adoptant, parfois sans s'en rendre compte, la conception de l'être humain chère aux libéraux de l'individu isolé n'engageant avec autrui que des relations de type utilitaire. L'hégémonie du libéralisme dans toute la gauche explique, aux yeux de Jean-Claude Michéa, que le clivage gauche/droite ait perdu sa signification.

Ce devenir (ou redevenir) libéral s'accomplirait de trois façons. Une fraction de la gauche s'est convertie au « libéralisme libertaire » dans le sillage de mai 1968. Elle fait la promotion de l'individu et du désir individuel. La communauté (famille, État, parti, etc.) devient un obstacle à l'individu et à sa toute-puissance. L'idée même de « limites », indispensable à la vie communautaire, devient suspecte. Une partie de la philosophie française des années 1970, proche du gauchisme, va faire l'éloge de la transgression de la limite, de la marginalité, du *lumpenprolétariat* opposé à la communauté ouvrière organisée.

Une autre fraction de la gauche, bientôt rejointe par la première, s'est convertie au libéralisme économique, la logique du profit produisant le même résultat : l'érosion des communautés. Les délocalisations sapent les solidarités ouvrières et fragilisent leurs organisations. Les nouvelles

techniques de management mettent en concurrence les salariés, détruisant le sentiment d'un destin commun. L'exigence d'accroissement de la consommation, sans laquelle le profit ne se réalise pas, encourage des comportements individualistes, l'exacerbation des désirs les plus infan-

« L'hégémonie du libéralisme dans toute la gauche explique, aux yeux de Jean-Claude Michéa, que le clivage gauche/droite ait perdu sa signification. »

tiles, la libération des pulsions, là où la communauté exige leur régulation. La « gauche radicale », enfin, pour Jean-Claude Michéa ne parlerait plus de communauté, se méfiant même du mot : plus de communautés réelles à défendre, plus de communauté à réaliser. Un symptôme : la disparition de la référence à la « société sans classe » dans le discours des organisations politiques se revendiquant, de près ou de loin, de Marx. Le grand récit de l'avènement futur d'une communauté vraiment humaine n'est plus là pour organiser les mesures concrètes des programmes politiques. Du coup, la « gauche radicale » semble ne tenir qu'un discours syndical, assumant la défense d'intérêts matériels (salaire, retraite, etc.). Les effets du capitalisme sur les liens sociaux, sur la psychologie des individus, sur les mœurs, effets anti-communautaires, ne semblent faire l'objet d'aucune thématique sérieuse. C'est en ce sens que Jean-Claude Michéa parle d'« extrême gauche libérale », c'est-à-dire d'une famille politique ralliée, par omission si l'on peut dire, à la conception que le libéralisme se fait de l'homme.

ET LE PCF ?

Les *Inrocks* et *Libé*, le PS et le NPA, DSK et Attali, sont souvent cités par Jean-Claude Michéa. Mais qu'en est-il du PCF ? Il est le grand absent de ses livres. Serait-ce parce qu'il cadre mal avec l'hypothèse d'une conversion (ou d'un retour) de la gauche au libéra-

lisme ? Le PCF serait-il donc devenu lui aussi libéral ? La satisfaction de l'individu animé par son seul intérêt et méfiant à l'égard des liens à autrui est-elle sa boussole politique ? Bien sûr, les programmes, les textes de congrès, les déclarations, ne sont pas des traités philosophiques. Mais quelques indices semblent montrer que la réponse à la question ne saurait être simple. Ce qui veut dire que la critique exposée ici, peut-être insuffisamment nuancée, n'est pas sans valeur.

Le texte du 36^e Congrès diagnostique une « crise de civilisation », « une crise du sens et de l'imaginaire », une « crise existentielle qui interroge les rapports entre les êtres humains et leurs rapports à la nature ». L'humanité serait « déboussolée ». Ces thématiques ne sont pas libérales : elles laissent supposer que l'homme a besoin d'un horizon de sens *collectif*, que la dimension individuelle de l'existence, pour importante qu'elle soit, n'est pas toute l'existence.

Des prises de positions dans des débats publics montrent que la satisfaction du désir « individuel » quel qu'il soit, même si sa place est évidemment reconnue, n'est pas la boussole politique du PCF. La critique du consumérisme par exemple demande de faire la part entre vrais besoins sociaux et envies façonnées et contrôlées par l'industrie publicitaire. Autre exemple, à propos de la Gestation pour autrui. Nicole Borvo Cohen-Seat, sénatrice honoraire, déclare au Sénat : « Le désir d'enfant, absolument légitime et douloureux quand il ne peut être satisfait, ne saurait se confondre avec un droit absolu à l'enfant, qui plus est par tous les moyens possibles. L'enfant, pas plus que la gestatrice, n'est une marchandise, en l'occurrence « un objet » que l'on peut obtenir à tout prix ».

Par ailleurs, la pratique de la fête populaire au PCF, de la fête de section à la Fête de l'Humanité, n'est-elle pas le signe le plus clair de l'importance à ses yeux de la communauté militante ? Le PCF comme organisation n'est pas une armée ou un club de pensée, mais une communauté.

Revenons à la gauche pour finir. Dévalorisée socialement, son évocation ne suffit plus à mobiliser. Mais elle conserve une signification politique : la nécessaire alliance du mouvement ouvrier avec certaines fractions de la bourgeoisie. Bien qu'influencée par la philosophie libérale individualiste, elle est encore capable d'adopter un regard critique sur celle-ci. Elle n'est donc pas encore devenue un synonyme de « libéralisme ». ■



ÊTRE OU NE PAS ÊTRE DE GAUCHE ? RÉFLEXIONS SUR LES FRONTIÈRES DE LA GAUCHE

Alors que la question des alliances « à géométrie variable » fait débat parmi les communistes, cette contribution entend se positionner dans la discussion et mettre en garde contre toute vision figée de l'espace politique. Loin d'être un espace à deux dimensions divisé par une ligne de front claire, il est multiple, mouvant, dynamique : y tracer des frontières, c'est prendre le risque d'avoir toujours un temps de retard ; un appel à en orienter le mouvement.

CONTRIBUTION
DE **MARINE ROUSSILLON**

Le *Trésor de la Langue Française*, dictionnaire de référence, définit ainsi la gauche : « *politique* : côté gauche de l'hémicycle d'une assemblée parlementaire. Par métonymie, l'ensemble des parlementaires qui y siègent ; les idées, les partis (traditionnellement progressistes) qu'ils représentent, l'opinion publique qui les soutient (cf. *droite*) ». La gauche se définit par opposition à son envers – la droite – dans un espace clos, celui de l'assemblée. À cette opposition gauche/droite s'ajoute donc une deuxième opposition, passée sous silence celle-ci, entre l'espace ainsi clivé – l'espace du pouvoir – et son extérieur : ce qui s'étend hors de l'assemblée et n'y est pas représenté. En politique, la gauche est donc une notion relative, qui définit une position à la fois dans l'espace du pouvoir politique et d'un côté du débat démocratique. Les idées, les valeurs, les projets portés par les forces appelées « de gauche » ne sont convoquées que par

parenthèse, et avec prudence : elles sont « traditionnellement progressistes ». Leur base sociale n'intervient pas non plus dans la définition : le « peuple de gauche » n'est rien d'autre que « l'opinion publique qui soutient les partis de gauche ». La gauche est une notion politique, voire politique, pas sociale.

Les exemples qui suivent ces quelques mots de définitions sont révélateurs. D'abord une phrase de François Mauriac, chrétien, résistant et vigoureusement anticommuniste : « Voilà le point où cette goutte de la "Nouvelle Vague" appelée Philippe [Sollers] nous donnera peu de satisfaction, à nous qui avons pris parti et à qui le destin de la nation importe. Être de gauche, c'est pour lui s'opposer à sa famille, à son milieu » (Mauriac, *Bloc-notes*, 1958, p. 38). Puis c'est Charles De Gaulle qui est cité : « Ma résolution était prise. Contraindre l'Assemblée Nationale à me donner raison contre l'extrême-gauche marxiste, c'est à quoi je voulais aboutir » (De Gaulle, *Mémoires de guerre*, 1959, p. 275). Ces deux exemples, choisis par un dictionnaire de

référence pour illustrer les usages du mot « gauche », mettent en lumière trois éléments essentiels : d'abord, la gauche ne se définit que par opposition à la droite ; ensuite, les valeurs et les postures qu'elle recouvre sont un enjeu de conflits en son sein même ; enfin, en France, la tradition marxiste joue un rôle central dans ces conflits. Affirmer son appartenance à la gauche – pour un parti comme pour un individu – n'est donc jamais un simple constat. Il s'agit toujours d'une revendication qui définit en même temps l'identité de celui qui parle et de la gauche elle-même. Les frontières de la gauche sont loin d'être fixées, et aucun critère stable ne permet de les définir : elles sont au contraire l'enjeu de conflits permanents, qui visent à inclure dans l'espace du pouvoir ou au contraire à en exclure des forces, des valeurs, des idées.

Plusieurs facteurs contribuent à aiguïser ces conflits aujourd'hui : la chute de l'URSS a fragilisé la place du PCF et de la tradition marxiste dans l'espace politique, le tournant libéral du PS et des sociaux-démocrates européens les

à rapprochés des partis de droite, enfin, depuis 2012, un gouvernement qui se réclame de la gauche fait face à une opposition qui s'en revendique aussi. Au sein du PCF et chez ses alliés, le débat sur les frontières de la gauche porte essentiellement sur la position du PS : le PS est-il encore de gauche ? Ses renoncements, puis sa persévérance à mener des politiques libérales, ne l'excluent-ils pas de la gauche ? Cependant, ces débats restent minoritaires à gauche et dans la société. Au moins depuis les

gauche française. Michel Rocard théorise ainsi au Congrès de Nantes du PS, en 1977, la possibilité d'une « deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une première gauche jacobine, centralisatrice et étatique ». Cette « deuxième gauche » joue un rôle essentiel au PS aussi bien que chez les Verts. Plus tard, en réaction à l'évolution social-libérale du PS, Daniel Cohn-Bendit formule le projet d'une « troi-

société idéale, mais une société bonne qui tend à l'idéal de l'humanité » fondée sur l'articulation entre individualisme et égalité. Sur le plan des valeurs, il s'agit de rompre avec les idéaux ; sur le plan stratégique de substituer à la traditionnelle alliance à gauche la promotion des alliances au centre : « Aujourd'hui, le tête-à-tête avec le PCF-Front de gauche, qui en plus se dérobe à l'alliance, produit de l'immobilisme ». Depuis, plusieurs interventions de dirigeants socialistes ont nourri une campagne idéologique visant à exclure le PCF de la gauche. Entre le printemps et l'été 2015, le député socialiste de Paris Jean-Marie Le Guen a prédit la mort du PCF, le président François Hollande a affirmé que « Marine Le Pen parle comme un tract du PCF des années 1970 » et quatre résistants sont entrés au Panthéon dont pas un n'était communiste. Dans la succession de ces interventions se lit la volonté de réécrire l'histoire de la gauche pour créer de toutes pièces une tradition libérée de l'influence communiste. Réécrire l'histoire de la Résistance pour y faire apparaître le rôle jusque-là bien peu visible (et pour cause) des socialistes et en effacer les communistes, oublier le programme commun pour affirmer encore que « les extrêmes se rejoignent », c'est construire un grand récit de la gauche dont le PCF est exclu et qui conforte l'hégémonie du PS.

« Depuis les années 1970 et l'offensive libérale du socialisme européen, d'autres divisions traversent la gauche, dont l'enjeu est de tenir à distance l'héritage révolutionnaire et marxiste de la gauche française. »

années 1970 et l'offensive libérale du socialisme européen, les débats qui traversent la gauche visent plutôt à en exclure le PCF et à construire une gauche libérée de l'héritage marxiste.

PENSER LA GAUCHE SANS LE PCF

Le conflit sur les frontières de la gauche se joue d'abord au sein de la gauche elle-même. « Extrême gauche », « deuxième » ou « troisième gauche », « gauche radicale »... Autant de termes employés pour redéfinir la gauche, promouvoir des valeurs, exclure des forces et des idées de l'accès au pouvoir.

L'opposition entre la gauche et une gauche « extrême » (rapprochée par l'emploi de ce terme de l'extrême droite – « les extrêmes se rejoignent ») ou « radicale » (le terme est plus ambigu : s'agit-il d'un héritage des radicaux de la III^e République, d'une référence aux racines de la gauche ou d'une dangereuse « radicalisation » propre à mettre en danger la République ?) vise ainsi à exclure les forces se réclamant de la tradition marxiste et révolutionnaire du pouvoir. La gauche qui n'est pas extrême ou radicale est d'ailleurs souvent désignée comme une « gauche de gouvernement » ou une « gauche gestionnaire », c'est-à-dire justement propre à exercer le pouvoir.

Depuis les années 1970 et l'offensive libérale du socialisme européen, d'autres divisions traversent la gauche, dont l'enjeu est de tenir à distance l'héritage révolutionnaire et marxiste de la

sième gauche verte », alliant « autonomie et solidarité », qui se distinguerait aussi bien de la « première gauche nationale-productiviste » que de la « deuxième gauche devenue social-libérale ». Chacune de ces définitions crée au sein de la gauche une nouvelle frontière, et formule en même temps le projet de la dépasser : il ne s'agit pas tant de multiplier les gauches que de faire disparaître un héritage, de refonder et de rénover la gauche. Le moteur de ces rénovations successives est double : d'une part, l'exclusion du PCF et plus largement du projet communiste de l'espace de la gauche ; d'autre part, l'intégration du choix libéral du PS dans une tradition « de gauche ».

En 2012, au lendemain de la victoire de François Hollande à la présidentielle et du PS aux législatives, Jean-Chris-

« Le parti de Tony Blair devient le théâtre d'un combat politique de fond, qui ne sera pas sans conséquence sur les partis socialistes européens. »

tophe Cambadélis propose à son tour de définir une « troisième gauche » : « il s'agit de reformuler idéologiquement le socialisme pour qu'il soit à nouveau une doctrine, capable de transformer le monde et pas seulement de le gérer », « d'inaugurer un nouveau cycle qui succède à celui d'Épinay de 1971 ». Le projet politique de cette troisième gauche, c'est la « société décente » : « pas la

LE PS EST-IL DE GAUCHE ?

Parallèlement à cette offensive, un autre débat se développe au sein du PCF et plus largement du Front de gauche, sur la place du Parti Socialiste : le PS est-il encore de gauche ? La question n'est pas tant une question d'identité qu'une question stratégique et tactique. Ce qui est en jeu, c'est d'une part un choix stratégique – faut-il tenir un discours de rupture ou de rassemble-

ment ? – et d'autre part sa traduction tactique – est-il encore possible de s'allier avec le PS dans un contexte électoral ? Le débat a été particulièrement vif lors des dernières élections municipales. Le PCF a ainsi été régulièrement accusé par le Parti de Gauche d'adopter une stratégie « à géométrie variable ». On retrouve dans cette expression une spatialisation de la ►

► politique qui renvoie à la division droite gauche. Elle reproche au PCF de ne pas délimiter clairement et de manière homogène les frontières de l'espace des alliés possibles, c'est-à-dire les frontières de la gauche. Dans un contexte où ces frontières sont des enjeux de lutte, aussi bien que la définition de la gauche, se sont donc opposés deux choix stratégiques. D'une part celui de figer les frontières pour rompre avec le PS et l'exclure de la gauche – c'est la stratégie des « deux gauches », dont la traduction tactique est le refus systématique de l'alliance – d'autre part, celui de se fonder sur des accords programmatiques pour imposer une définition de la gauche par les contenus sans figer les clivages. Ce deuxième choix laisse la question tactique ouverte : les alliances dépendent à chaque fois du contexte et du contenu de l'accord. Les alliances « à géométrie variable » en sont la conséquence nécessaire.

La stratégie des « deux gauches » a le mérite de la clarté : en faisant l'économie d'un débat tactique sans cesse renouvelé, elle permet une communication rapide et facilement lisible sur chaque scrutin. Dans un contexte où la médiatisation privilégie des contenus courts et simples, elle a donc une efficacité certaine. Mais elle prend le risque de reproduire une vision de la gauche – la division entre « gauche de gouvernement » et « gauche radicale » – faite d'abord pour exclure les forces les plus progressistes du pouvoir. Elle converge de fait avec la stratégie de Hollande et d'une partie des socialistes qui cherchent à refondre l'espace politique français pour rendre possibles les alliances au centre et créer une majorité nouvelle sur le modèle allemand ou anglo-saxon. Dans ce contexte, jouer la rupture, c'est courir le risque d'une marginalisation durable du PCF et plus largement de la gauche politique telle que nous l'entendons, voire d'une disparition de la gauche tout court.

A contrario, le PCF ne cesse d'affirmer son appartenance à la gauche et de refuser les qualificatifs d'extrême et de radical, pour mieux dire sa capacité à gouverner la France. Dans ce cadre, il fait le pari d'une stratégie du mouvement : ne pas figer les frontières pour, comme nous le répétons (trop) souvent « faire bouger les lignes ». Cela revient à mener la bataille idéologique sur les contenus pour construire les alliances les plus larges possibles. Cette stratégie n'a pas de traduction tactique évidente : chaque nouveau scrutin provoque un

nouveau débat et les choix d'alliance diffèrent en fonction du contexte, de l'échelon, des programmes... L'intérêt stratégique de ce débat permanent est qu'il peut servir la construction de rapports de force, être l'instrument d'une redéfinition de la gauche sur la base des exigences populaires. Mais faute d'être correctement organisé ou d'être mené au bon niveau, il reste trop souvent interne aux structures du parti, et devient alors un facteur de division et de confusion.

Les événements récents qui ont bouleversé la gauche à l'échelle européenne semblent cependant confirmer la pertinence d'une stratégie du mouvement – ce qui n'enlève rien à la nécessité d'un immense effort de communication et d'organisation pour mener une telle stratégie efficacement. Les résultats des élections européennes, d'abord, montrent la forte solidarité des résultats du PS et du Front de gauche : il n'y a pas deux gauches se disputant l'hégémonie,

Tony Blair devient le théâtre d'un combat politique de fond, qui ne sera pas sans conséquence sur les partis socialistes européens. Voilà qui doit nous mettre en garde contre toute vision figée de l'espace politique. Loin d'être un espace à deux dimensions divisé par une ligne de front claire, il est multiple, mouvant, dynamique : y tracer des frontières, c'est prendre le risque d'avoir toujours un temps de retard ; tâchons plutôt d'en orienter le mouvement.

VOULONS-NOUS ÊTRE DE GAUCHE ?

Le PCF est ainsi pris entre deux feux : pour le PS comme pour le PG, la refondation de la gauche passe par sa division et par la marginalisation durable de l'une des « deux gauches ». Face aux offensives récurrentes qui réduisent la vie politique à l'opposition entre droite et gauche et tentent d'exclure le PCF de la gauche et par conséquent du pouvoir, et comparée à la stratégie de rupture du PG, la stratégie du PCF peut

« L'articulation d'une stratégie de construction majoritaire à gauche et du maintien d'une ambition communiste de transformation de la société est complexe à réaliser. »

mais une gauche faisant de manière homogène les frais de la politique gouvernementale. C'est aussi ce que montre un sondage récent mené dans un électorat traditionnellement attaché à la gauche, les enseignants : la grave déception et la colère provoquées par la politique de François Hollande ne profiteraient pas, en cas de nouvelle élection présidentielle, à Jean-Luc Mélenchon (seul candidat du Front de Gauche testé) ou à EELV, mais à François Bayrou. Déçus par le PS, c'est vers la droite – la partie de la droite qui s'adresse encore à eux – que se tournent les enseignants. Par ailleurs, les évolutions de la lutte contre l'austérité en Europe depuis la victoire de Syriza en Grèce révèlent l'instabilité des frontières, les possibilités de mouvement à gauche. Syriza a été à l'avant-garde de ce combat. Mais aujourd'hui, c'est avec Arnaud Montebourg que Yanis Varoufakis lance un « réseau des progressistes européens ». Enfin, l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour donne à réfléchir. Elle montre que rien n'est figé, qu'il n'y a pas de « droitisation » sur laquelle il ne serait pas possible de revenir. Le parti de

sembler essentiellement défensive. Il s'agit de revendiquer notre appartenance à la gauche, aussi bien par la réactivation des références historiques au Front populaire et au programme commun que par l'emploi récurrent du mot « gauche » pour définir notre stratégie et notre projet, tout en tâchant d'en imposer une nouvelle définition. Mais quelle définition ? La force de nos choix stratégiques dépend ici étroitement de notre travail sur le projet. La référence à la gauche et à son histoire devient particulièrement présente dans le discours du PCF après 2002 et l'échec de la gauche plurielle. En 2004, la liste soutenue par le PCF et conduite par Marie-George Buffet aux élections régionales en Île-de-France se présente sous l'étiquette « gauche populaire et citoyenne ». Le texte de projet proposé aux discussions du 33^e Congrès du PCF en 2006 affirme : « Les propositions que nous avançons visent à relever ce défi : battre la droite pour engager une politique de gauche réussie [...] Nos propositions sont constituées de quatre grands chantiers de réformes, quatre engagements fondateurs d'une nouvelle politique, quatre piliers à nos

yeux indissociables d'une nouvelle crédibilité pour une politique réellement à gauche ». Le projet du PCF est ainsi défini comme un projet « de gauche » et même « vraiment de gauche » par opposition à une gauche qui déçoit parce qu'elle se trahit. On a vu ce que cette rhétorique a d'illusoire (la *vraie* gauche n'existe pas) : elle participe cependant d'une bataille pour s'intégrer à la gauche et pour la définir. Le mot « communiste », quant à lui, n'apparaît jamais pour qualifier le projet proposé par le 33^e Congrès. Dans un premier temps, la bataille pour imposer une définition de la gauche et y (re)conquérir une place centrale s'est donc faite au détriment du travail sur le projet communiste. La position du PCF s'est trouvée affaiblie d'autant : pour donner un contenu de classe à la notion de gauche, encore faut-il avoir un projet communiste ! Plus récemment, le glissement d'une stratégie de « fronts de lutte, de propositions et d'action », c'est-à-dire d'une stratégie de rassemblements à géométrie variable sur des contenus, à la constitution du Front de gauche a encore une fois fait passer le projet au second plan pour nous enfermer dans un débat sur les frontières de la gauche.

La revendication de la place du PCF à gauche a alors pu susciter des inquiétudes légitimes. Être de gauche, n'est-ce pas renoncer à être communiste ? S'agit-il de prendre la place d'un PS en voie de droitisation ? Au-delà des questions d'identité, cette stratégie défensive fait en effet l'impasse sur une question centrale : celle de savoir non pas si nous *sommes* de gauche (question dont on a vu qu'elle a bien peu de sens au regard de l'histoire et des conflits qui la traversent) mais si nous *voulons* être de gauche. Autrement dit, est-il encore efficace, en matière de mobilisation et de conquête du pouvoir, de se réclamer de la gauche ?

Ce choix pose en effet au moins deux problèmes. Le premier, c'est celui du projet. L'articulation d'une stratégie de construction majoritaire à gauche et du maintien d'une ambition communiste de transformation de la société est complexe à réaliser. À l'heure actuelle, ni *Die Linke* en Allemagne, ni *United Left* au Royaume-Uni, pour prendre deux exemples de forces proches du PCF et qui se réclament de la « gauche », ne semblent y être arrivés. La construction d'un programme « de gauche » se contente le plus souvent de reprendre à son compte les ambitions trahies de la social-démocratie, et peine à trouver les propositions capables de faire levier vers un changement de société.

Le deuxième problème posé par la revendication d'appartenance à la gauche est celui de la base sociale du PCF : voulons-nous être la gauche, c'est-à-dire au mieux une grosse moitié de la population (puisqu'il n'y a de gauche que par opposition à une droite), ou bien les 99 %, comme l'affirmaient les indignés ? Comment traitons-nous tout ce qui, dans le débat démocratique, échappe au clivage entre droite et gauche, et notamment l'abstention ? Cette question a été posée de manière particulièrement aiguë au moment de la victoire du « Non » au Traité constitutionnel européen, en 2005. Portons-nous la voix et le mécontentement de tous ceux qui ont dit « non » – avec l'idée qu'il s'agit d'un vote de classe, et l'ambition de le faire déboucher sur un projet de progrès pour la France et pour l'Europe – ou réduisons-nous notre

imposer l'idée que cette alliance au centre était contre-nature. Cette bataille a eu pour effet à la fois de repousser (au moins temporairement et dans la plupart des communes) l'alliance au centre et d'imposer une définition de la gauche fondée sur des critères de politique économique : opposition au néo-libéralisme, répartition plus juste des richesses... De la même manière, lorsque les communistes parisiens s'allient avec le PS aux municipales de 2014, les partisans de ce choix l'ont justifié en mettant en avant un accord sur la politique économique et sociale : la gauche, ce sont ceux qui refusent l'austérité, qui développent le logement social et les services publics... L'usage récurrent du slogan « quand on est de gauche... » participe lui aussi de cette bataille pour imposer une définition de la gauche :

« La priorité est, ce me semble, de rendre audible un projet communiste.

Cela implique un travail de fond sur ce projet et sur son articulation avec ce que pourrait être un programme de gauche. »

base aux partisans d'un « non de gauche », quitte à passer sous la barre des 50 % ? Il ne suffit pas d'invoquer le « peuple de gauche » pour résoudre ce problème. Car rien n'assure que le peuple soit de gauche – à moins qu'il ne puisse l'être sans le savoir. L'accumulation des déceptions peut avoir fait de la gauche un « mot illusoire et repoussoir », comme l'affirme André Tosel, auquel il serait contre-productif de nous raccrocher.

QUAND ON EST DE GAUCHE... ON DÉFEND LA CLASSE OUVRIÈRE ?

On le voit, le problème qui se pose au PCF aujourd'hui est de passer à l'offensive : maintenir la référence à la gauche – si fréquemment revendiquée depuis au moins dix ans que son abandon serait sans doute très coûteux aujourd'hui – mais en menant la bataille pour lui donner un contenu de classe.

La revendication d'appartenance à la gauche s'est régulièrement accompagnée d'une bataille sur le contenu de cette notion. Lors des élections municipales de 2008, les communistes ont ainsi dû faire face à la volonté du PS de s'allier au second tour avec le MODEM. Le PCF a alors mené une intense bataille idéologique pour

« Quand on est de gauche, on vote non » déclarait Marie-George Buffet au début de la campagne contre le TCE en 2005. En 2014, après l'arrivée du PS au gouvernement et à l'occasion d'une marche unitaire contre l'austérité, le PCF lançait une série d'affiches : « Quand on est de gauche, on est du côté des salariés », « Quand on est de gauche, on taxe la finance ».

Cependant, cette bataille pour donner un contenu de classe à la gauche n'a donné à ce jour que des résultats limités. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les votes des différentes forces politiques au parlement européen. Les questions de politique économique divisent la gauche. Au contraire, ce sont les questions sociétales qui activent le mieux le clivage droite/gauche. La gauche se rassemble pour la défense des libertés individuelles, pas pour celle des salariés. Les accords sur les questions de société se font le plus souvent à partir d'idéologies radicalement opposées, le communisme d'aujourd'hui rencontrant dans des combats communs le « libéralisme libertaire ». Dans ce contexte, la structuration du débat politique autour de l'opposition entre gauche et droite tend à faire disparaître le projet communiste, et à réduire le champ des possibles à ►

► une opposition entre un libéralisme libertaire et un libéralisme autoritaire, le dissensus sur les valeurs renforçant le consensus sur la structure du système capitaliste. Comment sortir de ce piège ? La priorité est, ce me semble, de rendre audible un projet communiste. Cela implique un travail de fond sur ce pro-

jet et sur son articulation avec ce que pourrait être un programme de gauche. Il ne s'agit pas seulement – même si c'est évidemment nécessaire – d'un travail d'élaboration théorique : cette articulation est aussi, indissociablement, l'articulation entre une majorité sociale – les 99 %, la classe ouvrière – et une majorité politique – la gauche.

Elle implique donc aussi un immense travail d'organisation. Pour continuer à exister, nous devons sans tarder nous attaquer à ce double chantier. Les débats autour du texte *La France en commun* peuvent être le point de départ d'un tel travail. Nous gagnerions à en baliser les voies possibles dès le prochain congrès. ■



« LE » PEUPLE A-T-IL ABANDONNÉ LES PARTIS DE GAUCHE ?

Comprendre le rôle que joue aujourd'hui le clivage gauche-droite au sein des classes populaires suppose d'analyser de près leurs pratiques et leurs représentations.

CONTRIBUTION D'IGOR MARTINACHE

Pourquoi les pauvres votent à droite ? Tel est le titre qu'a opportunément choisi l'éditeur Agone pour la traduction française du livre du journaliste états-unien Thomas Franck en 2008. La même année débutait la crise financière dont les populations continuent de payer la facture sociale à la place des banquiers et de leurs donneurs d'ordre. La révélation des malversations financières en tous genres, bien au-delà de la seule titrisation des crédits *subprime*, mais aussi l'explosion du chômage et des inégalités économiques, largement relayée dans les médias (via entre autres la médiatisation inattendue de l'ouvrage de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*), auraient en toute logique dû amener nos concitoyens, classes

populaires en tête, à tourner le dos à la doxa économique libérale et à ses principaux vecteurs. Mais par une ruse de l'histoire qui nécessite de plus amples analyses, loin d'être mises à l'amende, les banques, « trop grosses pour être mises en faillite », se sont fait renflouer par l'argent public, tandis que les « socialistes » libéraux récu-

Front National. De scrutin en scrutin, ce dernier semble en particulier avoir attiré une audience populaire qui aurait dû et pu se tourner vers des propositions alternatives telles que celles que nous défendons au PCF et au sein du Front de gauche. Faut-il y voir, comme Thomas Franck, la réussite d'une stratégie des conservateurs

« Prendre conscience que le problème n'est pas le "populisme", érigé en anathème suprême contre les représentants, mais au contraire leur oubli du peuple. »

perant le pouvoir en France se sont montrés dès leur élection aux petits soins pour le patronat. Plus inquiétant encore est la montée, qui n'est cependant pas propre à la France, du

visant à exploiter la frustration des classes populaires, en substituant la « guerre culturelle » à la lutte des classes et à se faire passer pour les défenseurs des « petits » contre les

« élites » ? C'est ce que défendent certains commentateurs bien en vue dans les média qui prétendent que l'« insécurité culturelle » serait devenue le nouveau nœud de tensions de notre société. Reste que la France n'est pas le Kansas, ni le FN le *Tea Party*, et plaquer trop rapidement des grilles de lecture culturalistes est souvent le

« La grille de lecture "ethnique" s'est largement substituée à la conscience de classe »

meilleur moyen de ne pas comprendre ce qui se joue réellement. Avant de chercher à changer le peuple parce qu'il vote mal, pour paraphraser Brecht, il paraît nécessaire d'approfondir le diagnostic, en s'aidant notamment de certaines enquêtes sociologiques parues ces dernières années. Et pour prendre conscience que le problème n'est pas le « populisme », érigé en anathème suprême contre les représentants, mais au contraire leur oubli du peuple.

MIEUX COMPRENDRE LES (REPRÉSENTATIONS DES) CLASSES POPULAIRES...

Certains blâment d'abord les membres des classes populaires de ne pas être capables de différencier la gauche et la droite, or, on peut relever non seulement que les représentants des partis dominants ne leur facilitent pas la tâche, en s'employant à brouiller les cartes. Mais plus profondément, il faut rappeler l'ambivalence fondamentale de la distinction gauche-droite, car si tout le monde connaît bien l'origine révolutionnaire de ce positionnement fortuit, il est néanmoins difficile, si ce n'est impossible, de donner une indiscutable des valeurs et objectifs défendus par chacun de ces deux camps : chacun y a en effet une conception particulière du progrès, de la liberté, ou de l'égalité, et la capacité à imposer la sienne, en s'appropriant ainsi les notions en question, est un des enjeux mêmes de la lutte politique. Sur cette question, on peut se référer à la réflexion du philosophe italien Norberto Bobbio, qui, cherchant un critère permettant de distinguer sans conteste *Droite et gauche* (1996) ne trouve fina-

lement pas mieux que de faire référence au film de Fritz Lang *Metro-polis* : en expliquant que les gens de droite sont ceux qui prennent parti pour les habitants de la surface, et ceux de gauche pour ceux qui triment dans les sous-sols... La première tâche politique consiste dès lors à les (re)connaître, ce qui s'avère d'autant plus difficile dans des sociétés un peu rapidement qualifiées de « postindustrielles », où les formes de l'exploitation ont néanmoins pris des formes beaucoup plus variées, et « subtiles », que le travail à la chaîne. Après avoir contribué à une certaine homogénéisation et surtout prise de conscience collective, la « société salariale », selon la formule de Robert Castel, se délite depuis une trentaine d'années et s'accompagne d'une fragmentation des classes populaires, tant matérielle que subjective. Or, pour comprendre précisément ce que pensent vraiment leurs membres, les enquêtes d'opinion que plébiscitent décideurs et média viennent sans doute davantage obscurcir qu'éclairer. Comme l'a en effet bien résumé Pierre Bourdieu lors d'une fameuse conférence il y a déjà plus d'une quarantaine d'années, « l'opinion publique n'existe pas ». Non seulement, explique-t-il, d'un point de vue méthodologique, les sondages imposent aux personnes interrogées des questions qui sont celles de leurs commanditaires et dans les termes de ces derniers, mais ils agrègent ensuite des réponses standardisées pour produire cette « opinion majoritaire » qui masque l'hétérogé-

lement physique mais aussi sociale que les dirigeants semblent en peine d'entendre. Il faut dire que dans le même temps monte un net ressentiment vis-à-vis de « l'assistanat ». Ainsi, dans la dernière publication de son « baromètre de la cohésion sociale » (note de synthèse numéro 11, septembre 2014), les analystes du Credoc notent que jusqu'à présent, en période de chômage élevé, ils avaient toujours mesuré une plus forte empathie des « Français » vis-à-vis des plus démunis, traduit par une adhésion aux politiques redistributives et une acceptation nette de l'impôt. Ce lien semble désormais cassé. En 2014, par exemple, ils notent que 63 % des personnes interrogées considéraient que « les prestations sociales aux familles avec enfants » sont « globalement suffisantes » alors qu'ils n'étaient que 31 % à le penser six ans plus tôt. De même, en 2014, pour la première fois depuis 1993, date de lancement de l'enquête, la proportion de personnes considérant que l'État n'en fait pas assez pour les plus démunis est passée sous la barre des 50 %. La même tendance apparaît dans une autre étude réalisée cette fois par le ministère des Affaires sociales, selon laquelle le soutien des Français aux allocations de solidarité universelle (familiales et chômage) ne cesse de baisser depuis 2008. Nos concitoyens, disent en substance ces travaux, plaquent toujours la maladie et le chômage au sommet de leurs préoccupations principales, mais comptent désormais de plus en plus sur eux-

« Ce sont sans doute en fait moins les classes populaires qui se sont détournées de la gauche, que les partis de gauche qui se sont détournés des classes populaires. »

néité des sens et de la force des convictions exprimées chez les intéressés. Mais surtout, expliquait le sociologue, représenter « l'état de l'opinion » à un moment donné par de simples pourcentages vient dissimuler le fait que celui-ci est en fait d'abord le reflet d'un système de rapports de force et de tensions qu'il est impossible de saisir isolément. Et s'il importe de les manier avec de grandes précautions, les enquêtes sur les valeurs des Français et des Européens révèlent une montée continue de la « tolérance » sur une longue période, que viennent enrayer les périodes de crises économiques et sociales avec une demande de sécurité, non seu-

mêmes pour s'en sortir. Cette sorte de résignation devant l'injustice sociale, mais aussi l'impression que les « profiteurs » seraient ses voisins, pourtant plus mal lotis que soi, et non les plus riches, invisibles au quotidien, est confirmée par de nombreuses enquêtes sociologiques récentes (voir par exemple Nicolas Duvoux, *Le nouvel âge de la solidarité*, 2012, Annie Collovald & Olivier Schwartz (entretien avec), « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », *Vacarmes*, 2006 ou Jean-François Laé et Numa Murard, *Deux générations dans la débîne. Enquête dans la pauvreté ouvrière*, Paris, Bayard, 2012). Ce rejet du proche peut même se traduire ►

► en quasi « haine de soi », à l'instar de ces jeunes ouvriers de la maintenance à la RATP qui œuvrent pour tenir ce statut à l'écart par leurs pratiques culturelles ou de sociabilité étudiés par Martin Thibault (*Ouvriers malgré tout*, 2013).

Or, à droite comme au PS, on a choisi d'attiser ce ressentiment plutôt que de le combattre, en allant jusqu'à parler d'un « cancer de l'assistanat » pour Laurent Wauquiez, quand, à peine plus « subtilement », l'ex-ministre de l'Économie, Pierre Moscovici parlait lui de « ras-le-bol fiscal » repris par le chef du gouvernement Manuel Valls sous la forme du « haut-le-cœur fiscal ». Force est de constater qu'une hégémonie s'est imposée en la matière : le problème de la société française serait constitué par les « fraudeurs » et autres « assistés », ceux des classes populaires s'entend, en dépit de faits pourtant marquants, masquant le fait bien établi que les principaux fraudeurs aux cotisations sociales et aux impôts sont de loin les employeurs et aux ménages les plus riches, et que les premiers sont aussi de grands assistés, avec plus de 80 milliards d'euros annuels de crédits d'impôts et autres subventions, tandis que chez les plus pauvres, le non-recours aux droits sociaux représente un problème bien plus préoccupant et coûteux pour la collectivité que les prétendus « abus », comme le montrent bien les travaux de l'Observatoire du non-recours (ODENORE).

LES TRANSFORMATIONS DE L'ESPACE (DU DÉBAT) PUBLIC

La société française a sans doute moins changé que la manière dont elle se représente elle-même. Les ouvriers sont ainsi loin d'avoir disparu : ils se sont en revanche largement transformés, tant du point de vue de leurs conditions de travail que dans leurs modes de vie et de socialisation, et surtout ils se sont largement invisibilisés, présentés comme les derniers vestiges d'un monde obsolète. D'une part, comme l'ont montré diverses enquêtes sociologiques, la grille de lecture « ethnique » s'est largement substituée à la conscience de classe (voir Didier et Éric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale*, 2006, et Didier Fassin (dir.) *Les nouvelles frontières de la société française*, 2012) et la promotion en parallèle de « l'égalité des chances » comme principe premier de la justice sociale au détriment de l'égalité des positions atteintes (voir François Dubet, *Les places et les chances*, 2010). Cette dernière participe du reste d'une mise en compétition généralisée, pour l'accès

aux ressources de toutes sortes : logement, éducation, emploi, et dans les mondes du travail, où s'observe non seulement une individualisation croissante des conditions de travail et de rémunération, mais aussi, via notamment la généralisation des primes et de l'intéressement, la mise en concurrence des salariés entre eux qui mine la coopération et la construction de collectifs de travail et de lutte. Cela a notamment amené à une transformation importante de la conflictualité, avec notamment un recours croissant aux prud'hommes – ce qui explique en partie qu'ils soient devenus la nouvelle cible à abattre –, que les représentants syndicaux ont encore du mal à accompagner (voir Sophie Béroud et alii., *La lutte continue* (2009)).

mettre aux règles du jeu médiatiques pour se faire entendre ?

Pour autant, comme nous nous sommes efforcés de le montrer dans un récent dossier de la revue, la thèse d'une « droitisation » de la société française ne résiste pas à l'analyse. Comme disait Brecht, si le peuple vote mal, il n'y a qu'à changer le peuple. À moins que le « problème » ne se situe davantage du côté de l'« offre », autrement dit de ses représentants, et notamment des organisations qui les portent : les partis politiques. C'est ce que suggèrent un certain nombre d'enquêtes sociologiques récentes sur lesquelles on va (trop) brièvement se pencher ici en essayant d'esquisser ainsi quelques pistes de réflexions sur nos propres pratiques... et représentations.

« Réfléchir au fonctionnement concret de nos institutions,[...] et ne pas trop rapidement rejeter la faute sur des classes populaires qui seraient largement “perdues” ou aliénées. »

La précarisation a également atteint la sphère médiatique, et la précipitation dans laquelle les journalistes sont souvent contraints de travailler les empêche bien souvent d'approfondir les sujets traités, et à entretenir de ce fait les stéréotypes les plus problématiques, notamment à l'égard des classes populaires, qu'ils connaissent souvent mal faute d'en provenir eux-mêmes (voir Jérôme Berthaut, *Les banlieues du 20 heures*, 2013). À cela s'ajoute un traitement de la politique elle-même comme un divertissement, avec des représentants qui se prêtent souvent au jeu avec plus ou moins d'enthousiasme, et contribuent ce faisant à appauvrir le débat public (voir Philippe Riutort et Pierre Leroux, *La politique sur un plateau*, 2013). Or, en la matière, la stratégie de communication du Front National apparaît particulièrement bien adaptée à cette accélération du temps médiatique, en usant d'explications simplistes, frappées en apparence du coin du bon sens, mais aussi en réagissant par la voix de sa présidente ou de son adjoint sur tous les sujets pour marteler ses cadrages. Ce qui peut contribuer à expliquer pourquoi Marine Le Pen est devenue l'une des meilleures « clientes » des médias, loin du (relatif) cordon sanitaire qu'ils avaient déployé vis-à-vis de son père. Cela pose une question cruciale : jusqu'à quel point faut-il accepter de se sou-

DES PARTIS DE GAUCHE COUPÉS DES CLASSES POPULAIRES ?

S'il est important d'analyser les facteurs exogènes pouvant expliquer la distanciation croissante des classes populaires à l'égard des partis incarnant une « gauche de gauche », il importe aussi de ne pas négliger ceux qui sont plus « endogènes », autrement dit de procéder à notre propre autocritique collective. Pour le dire autrement, ce sont sans doute en fait moins les classes populaires qui se sont détournées de la gauche, que les partis de gauche qui se sont détournés des classes populaires. Il y a déjà 15 ans, dans un ouvrage intitulé *La démocratie de l'abstention*, les politistes Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen rappelaient que le phénomène électoral le plus marquant est moins la montée de l'extrême-droite que celle de l'abstention, et plus particulièrement de ce qu'ils appellent la « mal-inscription » sur les listes électorales. À partir d'une enquête dans la Cité des Cosmonautes à Saint-Denis, ils pointaient notamment pour expliquer son essor le reflux des cellules du PCF dans ces grands ensembles qui encadraient et animaient étroitement la vie des habitants. Plus sévère encore, enquêtant pour sa part à Gennevilliers, Olivier Masclet montrait quelques années plus tard dans *La Gauche et les cités* (2003), obser-

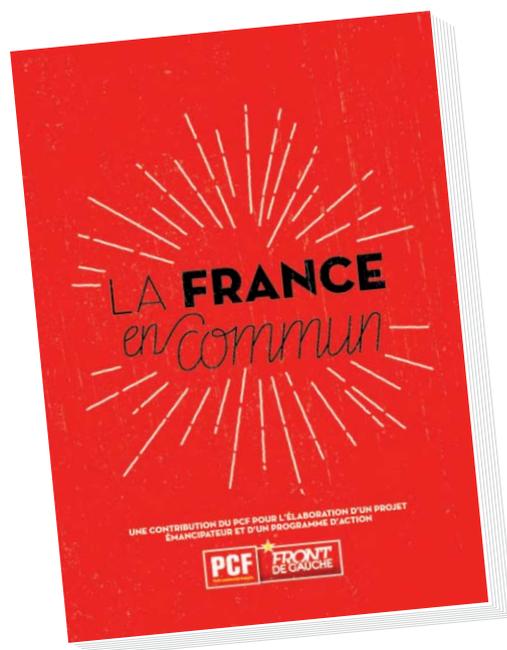
vant à partir d'un centre social au sein du quartier du Luth comment la municipalité communiste de l'époque avait développé un rapport instrumental vis-à-vis des jeunes du quartier pour s'assurer leurs voix en même temps que la paix sociale, mais sans réellement tenter de prendre en compte leurs problèmes concrets et encore moins de les intégrer au jeu politique. Le même a mené quelques années plus tard avec plusieurs collègues (Marie Cartier, Isabelle Coutant et Yasmine Siblot) une enquête ethnographique à Gonesse, dans le Val-d'Oise (*La France des « petits-moyens »* (2008)). Ils y montrent notamment bien comment, après avoir vécu l'accès à la maison individuelle comme une promotion sociale dans les années 1960-70, les « pionniers » du quartier pavillonnaire étudié cristallisent ensuite sur leurs nouveaux voisins, principalement des familles turques assyro-chaldéennes, leur propre crainte de la chute sociale, alimentant ainsi leur vote à droite lors de l'élection présidentielle de 2007. Cela rejoint les analyses de leur confrère Camille Peugny qui montre à partir des statistiques de panels électoraux comment le déclassement intergénérationnel constitue un carburant du vote pour l'extrême droite car leur expérience fait se rejoindre chez ces derniers : opposition au libéralisme et rejet des « assistés » (« La mobilité sociale descendante et ses

conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane. », *Revue française de sociologie*, 2006, vol. 47, p. 443-478). Sans lâcher l'égalité réelle pour celle des chances, il convient ainsi de s'interroger sur la manière de renverser enfin les logiques de reproduction sociale, particulièrement fortes dans l'Hexagone. Un demi-siècle après la publication des *Héritiers* de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, force est de constater que celle-ci a bien résisté au dévoilement de ses ressorts, ainsi que le confirment les enquêtes de l'OCDE qui montrent que l'école française est parmi les plus inégalitaires et inefficaces de tous les membres du club des pays riches. Mais il n'y a pas que l'école qui doit évoluer, les autres institutions représentatives. Ouvriers et employés se font désormais rares dans les hémicycles de l'Assemblée et du Sénat comme des collectivités territoriales d'une certaine importance, alors même qu'ils représentent encore près de la moitié de la population active. Avant d'obtenir une autre loi sur la parité pour corriger cet autre retard, il importe de noter que les partis prétendant représenter ces derniers les ont eux-mêmes largement écartés de leurs rangs. À contre-courant des célébrations des primaires comme marquant une démocratisation du Parti socialiste, Rémi Lefebvre (*Les primaires socialistes*, 2011) a bien mon-

tré comment celles-ci venaient au contraire entériner une dépossession des militants de leurs prérogatives au profit des cadres, « experts » et autres « sympathisants », dans un mouvement général de mise en spectacle et de personnalisation de l'activité politique. Le Parti communiste n'échappe cependant pas à une telle « notabilisation », comme le montre pour sa part Julian Mischi dans son dernier ouvrage (*Le communisme désarmé*, 2014). Celui-ci y pointe notamment le virage qui s'y serait opéré dans les années 1970 pour attirer les « nouvelles classes moyennes » au détriment des classes populaires. Alors que leur promotion dans les organes accompagnée par une formation interne souvent cruciale pour renverser un sentiment d'illégitimité est passée au second plan, de même, sur le plan symbolique, un discours misérabiliste consistant à les représenter souvent en « victimes » a pris la place de l'affirmation de leur dignité. Un diagnostic sévère qui n'est pas sans faire débat parmi nous, mais qui a quoi qu'il en soit l'intérêt de nous inviter à réfléchir au fonctionnement concret de nos institutions, dans la société en général, comme dans nos organisations partisans et syndicales en particulier et à ne pas trop rapidement rejeter la faute sur des classes populaires qui seraient largement « perdues » ou aliénées. ■

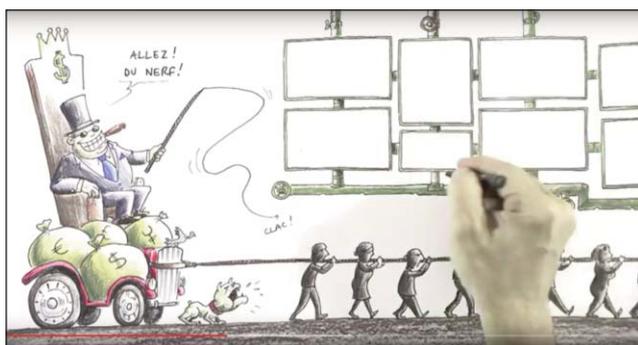


Une nouvelle rubrique tout entière dédiée à l'élaboration du projet communiste de nouvelle génération : *La Revue du projet* consacrera dans chacun des numéros de ces prochains mois une double page à « la France en commun ».



Ce texte, présenté ici par Isabelle De Almeida et Marc Brynhole sera débattu et enrichi jusqu'à la convention nationale du projet début 2016. *La Revue du projet* s'efforcera d'accompagner le processus en rendant compte des initiatives prises autour de ce texte et des contributions qu'il suscite au sein des forces sociales.

Pour nous permettre de remplir au mieux cet objectif, faites-nous connaître les débats et réflexions qui émanent du terrain à : revue@pcf.fr



Ne manquez pas la vidéo *La France en commun* qui présente avec beaucoup de clarté les raisons d'un tel texte/projet. À voir sur : <http://contribuer.projet.pcf.fr/>

Objectifs et utilité du texte

Extraits de la présentation d'Isabelle De Almeida* lors de l'université d'été du PCF.

PAR ISABELLE DE ALMEIDA*

Nous avons jugé début 2015, au vu de la situation politique dans le pays, qu'il nous fallait prendre l'initiative de mettre publiquement en débat notre projet.

Accélérer notre travail d'écriture dans une période politique, à la fois complexe et lourde de dangers, une période mêlant doutes et disponibilité, attentes pour de nombreux citoyens de gauche. Tout cela dans une période d'accélération des recompositions politiques à droite comme à gauche, de flou dans les repères, dans les valeurs, de droitisation de l'offre politique. Déverrouiller, débloquent la situation à gauche, disons-nous ; ce texte à cette étape veut y participer. Nous l'avons voulu le plus populaire possible, avec une économie de mots, un langage le plus accessible possible.

Notre cohérence est que nous lions l'immédiat, avec les mesures de la partie III, aux chantiers prioritaires de la deuxième partie et jusqu'au sens profond vers lequel il faut aller et qui est exposé dans la première partie de ce texte. Nous voulons, en effet, tenter de tenir tous les « bouts » si j'ose dire : depuis l'urgence sociale jusqu'à l'avenir à construire. Notre choix du changement est construit dans un processus de ruptures avec l'état existant, sur la base de rassemblements qui puissent devenir majoritaires, faits de luttes, de votes, de constructions politiques à gauche.

Ce texte n'est donc pas hors du temps : il peut (du moins il est fait pour cela) redonner espoir, redonner confiance en soi, redonner confiance dans les forces populaires.

OUVRIR UN NOUVEL HORIZON

La gravité de la situation sociale et politique, la chape de plomb subie par des millions de citoyennes et de citoyens les conduisent souvent à penser l'horizon actuel comme indépassable. Cette réalité, avec les dangers populistes, nous

impose de relancer le débat sur cette question majeure : quel type de société voulons-nous, la société de domination dans laquelle nous vivons ou bien ouvrir les chemins de l'émancipation humaine ? Nous pensons l'avenir de notre planète et la survie de l'humanité comme un choix de civilisation qu'il est urgent d'engager et nous lions d'un même mouvement émancipation sociale et défi écologique.

Nous posons d'entrée trois principes. En premier lieu, marier l'émancipation des humains à la préservation de notre planète permet de mêler monde durable et libération des salariés dans tous les domaines.

« Nous pensons l'avenir de notre planète et la survie de l'humanité comme un choix de civilisation qu'il est urgent d'engager. »

En deuxième lieu, l'émancipation comme moteur du changement nous ouvre la définition de ce que l'on a appelé « un communisme de nouvelle génération ». Nous déclinons donc des choix fondateurs pour nous : un nouveau mode de production qui soit à la fois économe en ressources naturelles et créateur d'emplois, de nouveaux métiers qui feront reculer le chômage jusqu'à l'éradiquer, mais aussi le partage, la relocalisation, la durabilité comme vecteurs de développement.

En troisième lieu, nous voulons redonner de la vigueur et du sens aux valeurs qui fondent notre nation. Nation dans laquelle certains ne se reconnaissent plus, tant – dominée par les intérêts du capital – elle s'est éloignée de ses fondamentaux. Ces valeurs, souvent oubliées ou galvaudées, méprisées, nous voulons en faire les bases du bien « vivre-

ensemble », en libérant les potentialités humaines, en valorisant l'égalité pour faire reculer toutes les dominations, en revitalisant les solidarités contre les compétitions sans fin. En rehaussant la fraternité et le partage comme des valeurs majeures, nous nous dotons d'appuis pour faire progresser la démocratie et une société de droit que devrait être la République. Il est vrai que nous sommes à la fin d'un cycle, celui du capitalisme en crise qui inaugure des temps lourds de dangers par la montée des populismes et de l'extrême droite. Les échecs des social-démocraties mais aussi ceux du socialisme de l'Est de l'Europe ont nourri aussi les renoncements.

Définir un nouvel horizon, écrire un projet, c'est ainsi donner à voir comment nous affirmons nos priorités, nos ambitions, vers quel avenir nous pensons qu'il est nécessaire d'aller. Nous le faisons logique contre logique, cohérence du capitalisme en crise contre cohérence du développement humain.

RÉPONDRE AUX URGENCES

En plaçant en tête l'emploi, nous voulons répondre à l'urgence et au drame du chômage qui est l'une des toutes premières questions des Français. Nous définissons la lutte contre le chômage comme une cause nationale.

Notre projet développe ce que nous entendons par un nouveau mode de développement social et écologique. Plaçant les besoins humains comme moteur, nous exposons notre ambition pour l'industrie que nous proposons de relancer avec audace parce que sans production, pas d'économie viable. Et comme nous lions, à l'opposé des priorités du monde de la finance, les productions utiles à la sauvegarde de l'environnement, nous disons comment allier écologie et production, comment libérer l'homme au travail, comment innover avec de nouvelles filières, comment faire de la formation un vecteur pour de nouvelles productions, tout en privilégiant recyclabilité et économie de ressources. Bref, nous montrons comment allier d'un même mouvement production des biens, qu'ils soient industriels ou alimentaires, avec la prise en compte globale de la planète. ►

► Bien sûr, rien ne pourra être mis en œuvre dans ces directions sans remettre en cause la dictature des marchés financiers. Il faut nécessairement les faire reculer. D'abord combattre leurs dogmes qui présentent leur domination et leurs critères comme indépassables. Mais aussi engager des mesures fortes : pour les salaires, pour mettre en œuvre une

nationalisation du travail, libération de la créativité ouvrent la nécessité de droits absolument nouveaux aux salariés. Comme nous faisons de la démocratie le moteur du changement, nous proposons de définir une République pour toutes et tous qui redonne aux citoyens les moyens et l'envie d'intervenir. Redisant notre choix de dépasser le

« oui, contrairement à bien des idées reçues nous pouvons, les peuples peuvent peser sur les événements. »

sécurisation de l'emploi et de la formation, pour une profonde réforme fiscale, pour réorienter l'argent sur les dépenses utiles, pour contrôler l'utilisation de l'argent public, et donner des droits nouveaux aux salariés sur la stratégie et la gestion de leurs entreprises. D'un même mouvement, nous posons la question des nouveaux modes de propriété, des nationalisations, de coopérations...

Nous réaffirmons qu'il n'est plus possible que les valeurs de la République s'arrêtent aux portes des entreprises : orga-

régime présidentiel, nous faisons des propositions concrètes pour redonner à la République les moyens d'assurer à chaque citoyen un égal accès aux services publics, à se soigner, à disposer de droits d'intervention. Mais aussi dans notre chapitre sur la démocratie, nous posons des actes nouveaux comme d'inscrire dans la Constitution la participation comme étant un droit fondamental ou le lancement d'un plan de lutte contre le racisme et les discriminations avec des mesures précises.



UNE FRANCE EN COMMUN POUR CHANGER LE MONDE

Notre convention sur l'Europe a permis de bien préciser quel était notre projet alternatif au libéralisme sans frein qui en conduit les affaires. Nous affirmons que l'Europe, loin d'être le champ de bataille de la compétitivité et de la concurrence effrénée entre pays au service des marchés financiers, devrait être un espace de coopération et de solidarité contre les politiques libérales.

Face à des institutions européennes qui refusent toute contestation de son modèle libéral, ne peut-on ouvrir des passages : sur les coopérations, sur la réforme la Banque centrale européenne. Populariser aussi la création d'un fonds européen de développement social, valoriser une Europe de la culture, ou monter les exigences d'une Europe investie dans la transition énergétique et soutenant des relances industrielles. Il y a du monde en Europe qui partage ces propositions et qu'il faut unir, mobiliser comme nous l'avons fait les 30 et 31 mai derniers lors du Forum européen des alternatives. La situation en Grèce, les négociations avec l'Eurogroupe, les suites et batailles à envisager nous appellent plus que jamais à élargir et poursuivre le débat.

Ce qui est vrai pour l'Europe l'est aussi pour le monde à qui la paix et la solidarité manquent si cruellement. Là aussi, notre projet tisse les urgences avec les chemins d'avenir. Nous pensons profondément qu'il y a une place pour la France et sa diplomatie en la mettant au service de la paix, de la justice : par exemple pour la reconnaissance immédiate de la Palestine à la mobilisation tout aussi immédiate de notre pays pour l'organisation d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU pour la paix au Proche et au Moyen-Orient...

Nous insistons beaucoup sur le fait que, oui, contrairement à bien des idées reçues nous pouvons, les peuples peuvent peser sur les événements. Un seul exemple, car le sujet est d'importance : la France dispose du second réseau diplomatique international : qu'en fait-elle ? Par exemple, elle pourrait prendre des initiatives de désarmement, agir contre le TAFTA, et travailler au règlement des conflits. Là aussi, nous conjuguons propositions immédiates avec nos visées pour un pays et un monde de solidarité. Je n'ai fait ici que survoler le texte. Nous souhaitons vous donner envie de le lire, d'y confronter vos propres opinions, puis aussi de le partager, d'en faire un outil commun. ■

*Isabelle De Almeida est présidente du Conseil national et coprésidente du comité du projet du PCF

« UN CORPS VIVANT »

Comment a été bâti le texte *la France en commun* ?

Le comité du projet a réalisé un travail très collectif que j'ai été amené à coordonner dans le cadre d'une commande précise : réaliser un texte plutôt court, dans une forme concise et avec un langage abordable afin d'en faire un « objet » politique ouvert et utile au débat. J'ai été amené à le présenter dans un rapport disponible sur le site du PCF. En premier lieu, il a fallu définir les priorités : quels sont les enjeux les plus pressants pour la France, l'Europe, la planète ? Quel est le sens global de nos réponses ? Comment identifier les obstacles et voir comment les surmonter ? Nous y réindiquons les désastres de la mondialisation capitaliste, les impasses de ses réponses aux immenses défis environnementaux et sociaux : nous y projetons nos réponses dans et pour l'avenir tout en s'inscrivant dans le présent tel qu'il est.

Nous tentons d'identifier les possibles et les obstacles auxquels sont confrontés à la fois les citoyens qui s'interrogent sur les possibilités d'un changement dans le sens du progrès. Nous scrutons nos propres obstacles : rassembler oui, mais qui et comment ? Et comment rendre crédible une alternative ?

Et, surtout, nous nous attaquons aux réponses. D'une part et en premier lieu, nous précisons le sens profond de nos options. Nous tentons d'éclairer ce que signifie et pourquoi nous faisons le choix de « l'Humain d'abord » comme processus d'émancipation. Nous considérons l'émancipation humaine, bien au-delà des *bons sentiments*, comme la seule voie — à la fois but et moyen — pour une alternative à une société gangrenée de toute part par la course à l'argent.

Nous entrons ainsi par le concret dans ce débat en visitant les enjeux principaux auxquels nos sociétés, le monde sont confrontées : du réchauffement climatique aux injustices sociales, du rôle de l'argent à la construction européenne, de la place de la culture à l'égalité, etc... Ensuite, nous avons considéré que notre travail ne serait pas complet si nous n'allions pas aussi sur le terrain des solutions que nous proposons. Nous exposons donc les mesures que nous préconisons : sans être un programme, nous convoquons un ensemble de réponses les plus claires possibles : emploi, formation, culture, écologie, industrie, agriculture et bien d'autres sujets.

Qu'entendez-vous par « invitation à écrire » un projet d'émancipation humaine ?

Soumis au débat, ces axes structurent ce que pourrait être une vraie politique de changement. Élaborées par les secteurs de travail du PCF, elles ont été débattues, pour certaines soumises déjà à confrontation. Au fond, elles sont prêtes pour être invitées à un grand débat public. Non comme des réponses définitives, mais comme des contributions déjà travaillées mais qui ne demandent qu'à être discutées. Et d'un même mouvement, prenant à bras-le-corps, l'urgence dans laquelle nous sommes, nous soumettons aussi au débat 15 mesures immédiates que nous appliquerions de suite si nous disposions des moyens politiques. Ainsi l'ensemble de ce document donne une idée de ce que nous appelons un processus, fait de ruptures successives, traitant de l'immédiat et du moyen terme en ne perdant

jamais de vue le sens général du mouvement que nous voulons aider à construire.

Nous considérons ce travail comme une étape puisque se tiendra une convention nationale sur le projet avant le prochain congrès de 2016. Ce document est donc un « corps vivant » que nous invitons bien sûr les adhérents du PCF à nourrir de leur réflexion, idées et travaux mais bien plus largement que nous soumettons aux femmes et aux hommes de progrès, à toutes celles et ceux qui sont en recherche d'un autre avenir. C'est aussi un appel aux forces politiques attachées comme nous à l'Humain et qui accepteront d'en débattre, à travailler aux convergences qui pourront naître.

Comment débattre de ce texte alors que la campagne des régionales est lancée, que le prochain congrès est fixé au printemps. Est-ce contradictoire ?

Tout le processus d'ici la Convention de 2016 et le Congrès est une invitation à écrire comme je l'exprime dans le préambule. Le mot « partage » est largement employé dans le corps de ce texte ; il est un élément de la définition de cet acte politique que nous mettons en versant cette contribution : oui, c'est un acte de partage. Nous comptons mettre en place les dispositifs utiles à ces objectifs pour faire vivre le débat.

Et puis, lire et débattre de *La France en commun* ne permet-il pas de remettre au centre des débats politiques des choses essentielles : pourquoi et peut-on agir sur les souffrances immenses de ce monde ? Comment y parvenir ? Comment ouvrir et construire un chemin qui n'existe pas encore mais qui est incontournable pour sortir de l'ornière et commencer à changer les règles ? Ce que nous proposons n'est pas non plus et seulement un débat de contenu, c'est un débat de sens que nous ouvrons. Un débat qui sera — avec d'autres sujets majeurs — au cœur du prochain congrès du PCF.

C'est aussi un texte de pleine actualité avec des élections régionales de décembre qui vont poser des questionnements sur le rôle stratégique grandissant des régions telles qu'elles vont désormais être dans le dispositif institutionnel de notre pays mais qui vont être aussi l'occasion d'un large débat politique d'options avant les élections présidentielles de 2017. Et l'on sait bien l'imbrication des enjeux régionaux et nationaux qui vont traverser l'élection de décembre.

Les contenus de *La France en commun*, son sens général, ses propositions en matière de démocratie ou de financement, les mesures, qu'elles soient de moyen terme ou immédiates sont de nature à nourrir des programmes en construction, à insuffler de la vivacité, de l'audace, à donner de l'espoir car l'essence même de ce travail est inspirée de la construction concrète d'un espoir renouvelé pour changer. ■

*Marc Brynhole est membre du comité du projet, il a coordonné l'écriture de *La France en commun*.

Grèce, le bras de fer continue

Les politiques d'austérité sont maintenues voire amplifiées par l'accord du 13 juillet. Pourtant, le bras de fer n'est pas terminé et la victoire de Syriza le 20 septembre annonce de nouvelles batailles. L'heure est au développement de luttes convergentes pour changer l'utilisation de l'argent créé par la BCE et les banques européennes.

Entretien réalisé avec **Denis Durand**, membre du Conseil national et de la section économique du PCF.

Quel est le contenu de l'accord imposé à Alexis Tsipras par le sommet européen le 13 juillet dernier ? En quoi est-il contraignant et qu'est-ce qui a été gagné par le gouvernement grec ?

« L'accord » qui a été imposé à Alexis Tsipras est une poursuite des politiques d'austérité menées depuis six années en Grèce. Des dispositions concernent

de 0,5% du PIB en 2016, jusqu'à 3,5% en 2018. Les politiques d'austérité sont donc maintenues voire amplifiées même s'il reste des possibilités d'actions et des marges de manœuvre. Toutefois, il y a deux autres dimensions importantes de l'accord qui consistent, d'abord, en un plan de financement de la Grèce à hauteur de 82 à 86 milliards d'euros (les dernières discussions qui avaient eu lieu avant l'arrivée au gouvernement de Syriza tournaient autour d'un montant de

d'octobre. Ce sont des réponses apportées par les créanciers qu'ils refusaient depuis longtemps à la Grèce.

Comme l'a dit Alexis Tsipras lui-même, cet accord n'apporte aucune solution et va même aggraver la situation économique. Mais toutes ses dernières déclarations, notamment pendant la campagne des élections législatives, montrent qu'il cherche à continuer à lutter contre l'austérité. Cela aurait été beaucoup plus difficile s'il avait cédé aux pressions pour sortir de la zone euro.

« Alexis Tsipras cherche à continuer à lutter contre l'austérité. Cela aurait été beaucoup plus difficile s'il avait cédé aux pressions pour sortir de la zone euro. »

La Grèce a-t-elle encore une marge de manœuvre pour négocier ?

« L'accord » du 13 juillet est plein d'ambiguïtés. Par exemple, il y est stipulé qu'il faut : « réformer le marché du travail en se basant sur les meilleures pratiques européennes ». Le ministre du travail grec répond que les meilleures pratiques européennes sont celles qui se basent sur le respect du droit du travail, des garanties pour les salariés etc. À l'inverse, il y a des ambiguïtés en défaveur des Grecs. Ainsi, le montant du plan de financement est lui aussi soumis à toute une série de conditions et à un contrôle direct exercé par la troïka sur les décisions prises par le gouvernement grec. Avec la menace permanente retirer le plan de financement si les engagements ne sont

la déréglementation et la libéralisation des marchés, dont le marché du travail, des privatisations, un allongement de l'âge de la retraite, une augmentation des cotisations sociales et de la TVA. Tout cela au nom d'un parcours obligatoire des finances publiques qui oblige à dégager des excédents « primaires » (avant paiement des intérêts de la dette)

10 milliards d'euros). Cet argent peut permettre de relancer l'économie grecque mais une partie est déjà attribuée au remboursement de la dette existante et à la recapitalisation des banques. Ensuite, il est question de restructurer la dette grecque dans son ensemble. Ce point reste entouré d'incertitudes mais la renégociation est prévue à partir du mois



pas appliqués. En réalité, l'accord n'a rien clos du tout pour les créanciers, le bras de fer continue.

« L'arme utilisée pour écraser la volonté démocratique du peuple grec a été le pouvoir de vie ou de mort sur les banques grecques dont dispose la BCE. »

Qu'est-ce qu'ont changé les sept mois de gouvernements Tsipras ?

Il a très clairement ouvert une brèche. Aucun gouvernement dans la zone euro n'osait contester les politiques d'austérité. On a vaguement eu l'espoir que Hollande le ferait en 2012. Il nous a tout de suite fait comprendre que non : il a renoncé dès le début à sa promesse de renégocier le traité budgétaire. Avec la victoire électorale de Syriza, pour la première fois au plus haut niveau européen, un gouvernement a pu porter la contra-

diction ainsi que des solutions remettant en cause l'austérité. Cela a constitué un point d'appui pour tous ceux qui veulent changer l'Europe et la zone euro. C'était insupportable pour les gouvernements européens en place et surtout pour les marchés financiers. Il y a eu une énorme accumulation de forces pour écraser ces rebelles de la zone euro. L'arme utilisée pour écraser la volonté démocratique du peuple grec a été le pouvoir de vie ou de mort sur les banques grecques dont dispose la BCE. Au lendemain de la victoire électorale de Syriza en janvier, elle a cessé d'apporter à ces banques la liquidité dont elles ont besoin, sauf une procédure d'assistance d'urgence, coûteuse et qu'elle menace en permanence de supprimer, ce qui entraînerait la fermeture immédiate des banques et, par voie de conséquence, l'effondrement de toute l'économie. C'est bien à ce pouvoir exorbitant qu'il est indispensable de s'attaquer plutôt que d'esquiver le combat en sortant de l'euro. De fait, même si cette pression a contraint Alexis Tsipras à signer l'accord du 13 juillet, la guerre continue, en Grèce et partout en Europe. Cette affaire a intéressé beaucoup de monde en France, en Espagne avec les Indignés qui sont à l'origine du mouvement Podemos. On voit même émerger une gauche relativement « radicale » là où on ne l'attendait pas, en Angleterre au Parti travailliste avec Jeremy Corbyn !

L'Allemagne cherche-t-elle à faire sortir la Grèce de la zone euro ?

L'opinion publique allemande est partagée et les milieux dirigeants du pays aussi mais une forte composante de la droite est depuis toujours hostile à la présence de la Grèce dans l'Union monétaire européenne. Il y a vingt ans déjà, Wolfgang Schäuble avait publié un document public dans lequel il décrivait sa conception d'une zone qui fonctionne autour de l'Allemagne et sans les pays du Sud. Premièrement, l'idée est de faire sortir la Grèce, pays le plus éloigné des critères

« Pour sortir la Grèce de la situation actuelle, il faut des investissements. C'est fondamental. »

qui prévalent dans la zone euro. Derrière la Grèce, le projet est de mettre à l'écart les autres pays du Sud : Espagne, Portugal et peut-être Italie. Il resterait alors l'Allemagne, quelques pays d'Europe du nord... et la France. Dans cette situation ►

► il faudrait contraindre la France à appliquer une politique qui convienne aux milieux dirigeants allemands. C'est donc une vision en deux phases : premièrement on éjecte l'Europe du Sud et deuxièmement on met la France sous tutelle. C'est le projet explicite de Wolfgang Schäuble et d'une partie influente de la droite allemande, ce n'est pas un secret.

Quelles seraient les conséquences d'une sortie de l'euro pour la Grèce et l'Europe ?

De quoi a besoin la Grèce pour sortir de la crise ? Est-ce qu'une baisse de son taux de change peut relancer l'économie ? Les salaires réels ont baissé entre 20 et 40 % en Grèce, sans que la situation de l'économie s'améliore pour autant. Pour sortir la Grèce de la situation actuelle, il faut des investissements. C'est fondamental. Pour créer des richesses demain, les entreprises ont besoin d'argent tout de suite. Si une entreprise installe un nouvel atelier, il faut payer tout de suite les équipements et les salaires, mais les richesses qui y seront créées viendront plus tard. Pour couvrir immédiatement le prix de cet investissement, il faut donc emprunter et avoir des liquidités très rapidement. C'est vrai pour les entreprises privées et c'est encore plus vrai pour l'État. Par exemple, on veut que le fisc en Grèce

collecte efficacement l'impôt. Pour cela il faut embaucher des fonctionnaires en les payant correctement pour éviter la corruption, les former, les équiper d'ordinateurs, de bureaux... Ils feront rentrer de l'argent dans les caisses mais en attendant il faut emprunter pour financer tous les investissements nécessaires au développement de l'administration. Mais à qui va-t-on emprunter ? On sait déjà que sur les marchés financiers ce n'est pas possible, ils veulent sucer le sang de l'éco-

nomie grecque et non la développer. Il faut que cet argent soit prêté par la banque centrale européenne, la BCE. La BCE prête énormément d'argent aux financiers en les laissant décider de ce qu'ils vont faire de cet argent. Cela ne peut évidemment pas résoudre le problème de la Grèce. Il faut qu'elle prête pour des projets démocratiquement déterminés, développant l'emploi, la formation, les services publics, afin de développer le pays. Ce serait beaucoup plus difficile si on sortait de l'euro. La banque centrale d'un petit pays isolé n'a pas du tout la puissance de la BCE. La Grèce n'a plus aucun crédit international et elle n'a pas de réserves de changes en dollars, ni en euros. Pour faire face aux paiements du pays à l'étranger, elle serait contrainte de demander de l'aide à l'Union européenne, à la BCE, au FMI... On revient à la case départ mais dans une position de faiblesse encore plus grande. Dernière chose, peut-être la plus impor-

« C'est donc une vision en deux phases : premièrement on éjecte l'Europe du Sud et deuxièmement on met la France sous tutelle. »

tant. Sortir de l'euro signifie dévaluer la monnaie nationale. Les estimations les plus courantes sont de l'ordre de 40 %. Une dévaluation vise à prendre des parts de marchés aux voisins puisque les produits nationaux seraient vendus moins cher. L'idée est que l'huile d'olive grecque se vende mieux que l'huile d'olive espagnole ou italienne. On entre dans une forme de compétition, voire d'agression contre les voisins. On ouvre en quelque sorte un régime belliqueux qui va oppo-

ser la relation employeurs/salariés, il y a un déséquilibre en faveur de l'employeur qui possède les moyens de production de l'entreprise. C'est pour compenser ce déséquilibre et défendre les salariés, que des lois, inscrites dans le code du travail ont été votées au cours de l'histoire. Dans le rapport Combrexelle il est laissé très peu de place à la loi en faveur de la négociation collective. Cela va à l'encontre d'un principe intangible du droit qui veut que la loi soit supérieure à tout accord collectif, le principe de faveur selon lequel des accords pris au niveau de la branche ou de l'entreprise sont déjà possibles mais seulement dans le cas où l'accord par branche est plus favorable aux salariés que le Code du travail, ou que l'accord d'entreprise est plus favorable aux salariés que celui négocié au niveau de la branche.

PUBLICATION DES SECTEURS

LE CHÔMAGE N'A RIEN À VOIR AVEC L'ÉPAISSEUR DU CODE DU TRAVAIL

Le mercredi 9 septembre, au matin, Jean-Denis Combrexelle a remis un rapport au premier ministre, Manuel Valls, avec une liste de propositions sur les façons d'alléger le droit du travail. Comme beaucoup d'autres avant lui (Badinter et Lyon-Caen, Institut Montaigne, fondation Terra Nova), il dénonce avec vigueur un code du travail, trop épais, trop complexe, qui limiterait le nécessaire dialogue social, et constituerait un obstacle à la compétitivité de nos entreprises et donc à la reprise de l'emploi.

L'auteur du rapport propose notamment que les accords collectifs puissent déroger à la loi quitte à revenir sur tous les acquis séculaires obtenus par les travailleurs et leur inscription dans le code du travail. Le droit du travail est fait pour défendre les salariés. Dans

la relation employeurs/salariés, il y a un déséquilibre en faveur de l'employeur qui possède les moyens de production de l'entreprise. C'est pour compenser ce déséquilibre et défendre les salariés, que des lois, inscrites dans le code du travail ont été votées au cours de l'histoire. Dans le rapport Combrexelle il est laissé très peu de place à la loi en faveur de la négociation collective. Cela va à l'encontre d'un principe intangible du droit qui veut que la loi soit supérieure à tout accord collectif, le principe de faveur selon lequel des accords pris au niveau de la branche ou de l'entreprise sont déjà possibles mais seulement dans le cas où l'accord par branche est plus favorable aux salariés que le Code du travail, ou que l'accord d'entreprise est plus favorable aux salariés que celui négocié au niveau de la branche.

ser entre eux les pays d'Europe. Ce n'est pas du tout un renforcement économique et politique de l'État et de la nation grecque, c'est au contraire un affaiblissement collectif de l'ensemble des nations du sud de l'Europe.

Que propose le PCF ?

Ce que nous proposons c'est de développer des luttes convergentes pour changer l'utilisation de l'argent créé par la BCE et les banques européennes. Les États européens pourraient tout de suite créer un fonds de développement économique, social et écologique, financé par la BCE, qui prêterait de l'argent aux collectivités publiques et aux entreprises à condition qu'elles développent l'emploi, la formation, les services publics.

La BCE est sensible aux rapports de forces. Depuis la crise de 2007-2008, elle a beaucoup changé ses pratiques. Des choses qu'elle refusait absolument – acheter des titres publics, par exemple – sont pratiquées massivement aujourd'hui. Elle essaye maintenant de cibler l'argent qu'elle prête aux banques pour qu'il serve à financer les entreprises. Bien sûr, non seulement cela ne suffit pas mais ces mêmes banques continuent d'alimenter les marchés financiers et d'y développer des opérations néfastes pour l'emploi et la création de richesses. L'Europe ne sortira de la crise que si on obtient que la politique moné-

taire obéisse à des critères nouveaux qui permettent aux travailleurs, aux citoyens d'intervenir dans les décisions concernant l'utilisation de l'argent afin de l'orienter vers l'emploi, la formation et le développement des services publics.

coups de dévaluations compétitives. La proposition de Fonds européen que nous formulons est une forme de solidarité. Il s'agit de créer de l'argent comme en a le pouvoir la BCE mais de le faire au service des peuples et non au service de la

« L'Europe ne sortira de la crise que si on obtient que la politique monétaire obéisse à des critères nouveaux qui permettent aux travailleurs, aux citoyens d'intervenir dans les décisions concernant l'utilisation de l'argent afin de l'orienter vers l'emploi, la formation et le développement des services publics. »

Le progrès social ne peut-il que s'effectuer dans le cadre national ?

Croire qu'en sortant de l'euro, on se débarrasse de l'austérité et des marchés financiers, c'est une illusion. Le progrès social en Europe suppose une solidarité entre Européens. Cela ne signifie pas le fédéralisme et l'abandon de la nation, au contraire. Mais cela ne peut pas se faire si on commence par se taper dessus à

finance. Nous ne sommes pas seuls dans cette bataille. Nous pouvons agir avec les autres forces politiques représentées au sein du Parti de la gauche européenne et bien au-delà. Par exemple, les syndicats allemands formulent eux aussi des propositions qui sont proches des nôtres. ■

« Un principe intangible du droit qui veut que la loi soit supérieure à tout accord collectif interprofessionnel, lui-même supérieur à l'accord de branche, ce dernier étant supérieur à un accord au niveau de l'entreprise. »

Or c'est précisément ce qui est remis en cause. Déjà en 2004, il avait été prévu la possibilité d'accords de branches qui ne seraient pas en adéquation avec la loi. Maintenant cela va plus loin en mettant l'accent sur la négociation d'entreprises sous prétexte de proximité et de rapidité.

Même si des droits resteront du domaine de la loi comme le SMIC.

En l'absence d'accord collectif les dispositions du Code du travail s'appliquent. Mais même l'ultime protection que constitue le Code du travail pourrait être mise à mal par un accord d'entreprise sous prétexte de sauvegarder l'emploi. Et, si la signature d'un accord d'entreprise prévoit de maintenir le salarié dans l'emploi en allongeant la durée du travail sans augmentation de salaire ou en réduisant conjointement salaire et durée du travail, le salarié qui refuserait la modification de son contrat de travail pourrait être licencié pour motif économique présumé valable. ■

VÉRONIQUE SANDOVAL
SECTEUR TRAVAIL, EMPLOI

Le phénomène Drahi ou le capitalisme 2.0

Patrick Drahi est sans doute l'homme d'affaires dont on aura le plus parlé en 2015. Insatiable, richissime mais endetté, ce magnat des télécoms et patron de *Libération*, sorte de Tapie version 2.0, est emblématique du capitalisme d'aujourd'hui. L'homme aux méthodes d'aventurier n'existe que par les banques et la complicité de gens du pouvoir.

PAR GÉRARD STREIFF

Patrick Drahi a une bio d'enfer, si l'on en croit le site Wikipedia, qui commence ainsi les présentations : « Entrepreneur marocain et franco-israélien, résidant en Suisse, patron du consortium luxembourgeois Altice, coté à Amsterdam, dirige une holding immatriculée à Guernesey, principal actionnaire de SFR-Numericable, Virgine mobile, de l'opérateur israélien Hot, de Portugal Telecom, d'Orange dominicaine et de l'américain Suddenlink. » Ici, on reprend son souffle et on se demande : comment ce quinze ans, fils de profs (de maths), arrivé du Maroc à l'âge de quinze ans, a-t-il pu amasser tout ça ? Comment a-t-il pu, en quelques années, devenir milliardaire, la 57^e fortune mondiale, avec un patrimoine évalué à plus de 18 milliards de dollars (selon le magazine *Forbes*) ? Et la sixième fortune de France ?

Sa fortune, Patrick Drahi l'a construite dans les années quatre-vingt-dix, profitant de la casse de France Télécom, sur une intuition (l'avenir appartient au câble) et avec une méthode simple, qu'on appelle le LBO ou Leverage Buy-Out : il s'agit d'acheter une entreprise en difficulté, de la dépecer et de la revendre par parties, à la découpe, comme on dit, dès que celle-ci dégage du profit. Le système est ainsi fait qu'il permet d'acheter avec de l'argent qu'on n'a pas, à condition bien sûr d'avoir une banque dans la poche. On s'endette, la banque avance, on revend, bingo, ça marche, on rembourse, on recommence.

Patrick Drahi se gonfle, se gonfle, finit par créer son propre fonds d'investissement Altice, rachète Numericable, Noos, France Télécom cable, TDF cable, UPC France, etc. Et sans payer d'impôts en France, soit dit en passant. On se souvient du débat fracassant qui l'opposa, en 2014, à Arnaud Montebourg, alors ministre de l'économie et de la production, quand l'affairiste voulut racheter SFR. « Il va falloir que Monsieur Drahi rapatrie l'ensemble de ses possessions et biens à Paris, en France. Nous avons des questions fiscales à lui poser ! » gronda Arnaud Montebourg. Patrick Drahi n'en a eu cure, il continua de tracer son sillon et racheta SFR (pour 13,5 milliards) puis Portugal Telecom (7,5 milliards). Le ministre, lui, fut remercié.

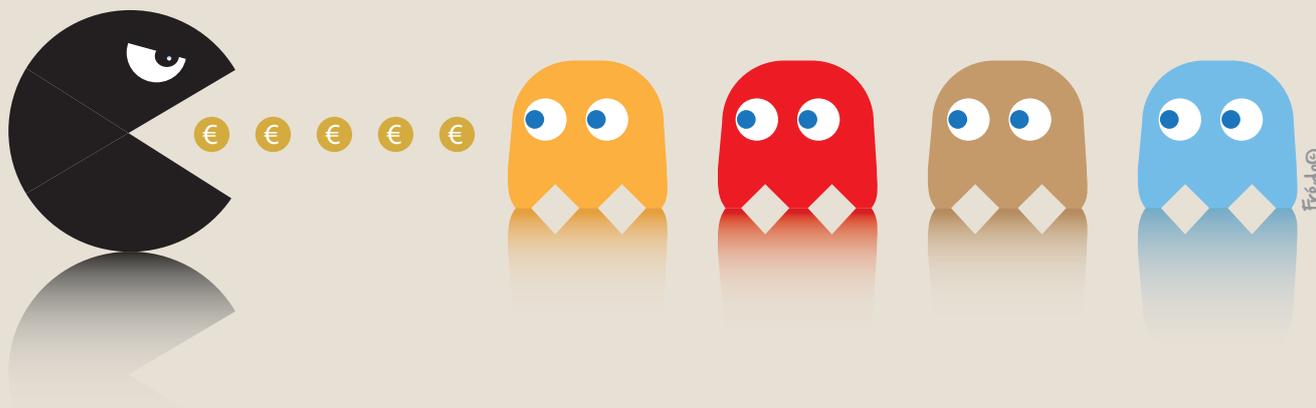
« On remarquera qu'à chaque étape de son ascension, Patrick Drahi obtiendra toujours l'aval de l'autorité de la concurrence. »

On remarquera qu'à chaque étape de son ascension, Patrick Drahi obtiendra toujours l'aval de l'autorité de la concurrence. Le milliardaire fait aujourd'hui partie de la bande des quatre qui contrôlent les télécoms en France, avec Vincent

Bolloré, Martin Bouygues et Xavier Niel (Free). Son endettement est colossal, de l'ordre de 33 milliards d'euros au début de l'été, mais l'homme assume. Quand en juin 2015, il prétendit racheter (en vain) la partie télécom de Bouygues, il trouva, malgré son endettement, un soutien immédiat de la BNP pour lui accorder 10 milliards d'euros. Patrick Drahi a toujours été soutenu par les banques. « Les marchés financiers l'adulent et lui prêtent les yeux fermés » note le *Journal du Dimanche* du 1^{er} mars.

Derrière Patrick Drahi s'est tenu en effet un très puissant pool bancaire où l'on retrouva les institutions américaines comme J.-P. Morgan, Morgan Stanley et Goldman Sachs, cette dernière bien connue du grand public pour son rôle éminent dans la crise des subprimes et la crise de la dette grecque. C'est dans ces banques qu'il recrute (à moins que ce soient les banques qui s'infiltrèrent chez lui) ses principaux collaborateurs. De Morgan Stanley, par exemple, viennent Bernard Mourad, son responsable « presse » (on y reviendra), ou Dexter Goei, PDG du fonds Altice, connu pour ses méthodes de « cow-boy ».

Patron de combat avec ses salariés, Patrick Drahi est un opérateur sans scrupule avec ses fournisseurs. « Quand on est prestataire chez Numericable-SFR, au mieux on survit, au pire on meurt » dit l'un d'eux, sous couvert d'anonymat, dans un dossier du quotidien *Le Monde* (25 mars 2015) où il est beaucoup question du climat de peur et d'instabilité, de retards et de non-paiement de factures... Selon le site Silicon.fr, Numéricable-SFR accusait (en janvier 2015) 400 millions d'impayés.



Méthodes scabreuses, soutien des banques et complicités politiques. Son jeune bras droit Bernard Mourad (39 ans) est un proche d'Emmanuel Macron, que l'on ne présente plus, ou de Stéphane Fouks, socialiste notoire, intime de Valls, vice-président d'Havas, entre autres choses...

LE MYTHE DE CITIZEN KANE

Et de quoi rêve un milliardaire, aujourd'hui, outre accumuler des milliards ? Posséder des médias. Sans doute pour leur force symbolique, et idéologique. « Cette possession, note Jean-Clément Texier, conseiller en commu-

Dassault avait racheté *Le Figaro* en 2004 (1390 millions). Au printemps, Patrick Drahi racheta *L'Express* à Roularta, le mettant à la tête d'un groupe de presse disparate, au chiffre d'affaires de près de 200 millions d'euros. C'est le banquier, venu de chez Morgan Stanley, Bernard Mourad, que Patrick Drahi mit à la direction de ce groupe, provisoirement intitulé Mag & Newsco, rassemblant sous une même bannière *Libération*, *L'Express*, *L'Expansion*, *Mieux vivre votre argent*, *Lire*, *Classica*, *Studio Ciné Live*, *l'Entreprise* ou encore *i24news*, une chaîne d'information en continu basée en Israël, et qui émet en français, en anglais et en arabe. Mais ce n'était qu'une étape. Voici à présent (été 2015) qu'il s'allie à Alain Weill pour prendre le

contrôle de NextRadioTV (RMC, BFMTV, RMC Découverte, BFM Business, Numéro 23). Le groupe en formation, Altice Media Group, va former « l'un des premiers groupes média en France, présent dans la télévision, la radio, la presse et sur Internet à travers une vingtaine de marques » admire *Le Figaro Économie* (28 juillet).

Pour la petite histoire, retenons que Bernard Mourad, dérangé par la plume, écrivit il y a quelques années un roman intitulé *Les Actifs corporels* dans lequel il imaginait un capitalisme de l'extrême, où les êtres humains seraient cotés en Bourse. L'ouvrage avait été traduit en allemand sous le titre *Achète moi!*. Fiction ou anticipation ? ■

« C'est dans ces banques qu'il recrute (à moins que ce soient les banques qui s'infiltreraient chez lui) ses principaux collaborateurs. »

nication, leur apporte un statut, une considération. Au fond, ce qui a le mieux résisté dans la crise de la presse, c'est le mythe de *Citizen Kane* ». Mais pas que. Le capitaliste Drahi rêve de faire converger les tuyaux, toutes ses activités télécom, et les contenus, d'où sa boulimie à devenir patron de presse. En 2014, il rachète *Libération* à Rotschild, avec son complice Marc Laufer, pour 18 millions d'euros (un prix soldé, si l'on songe que

EXTRAITS :

UN PETIT MONTAGE JURIDIQUE

« Depuis son entrée en Bourse, il y a dix-huit mois, le groupe Altice SA a grimpé de 557 %. Ledit groupe se livrera (en juillet 2015) à une petite opération juridique qui devrait rapporter gros à son propriétaire, le gourmand Patrick Drahi, propriétaire notamment de Numericable SFR. Il s'agit de regrouper les trois branches d'activités (télécoms, média et international) d'Altice SA pour être absorbé par une nouvelle société, Altice NV, aux Pays-Bas. Évidemment, il n'est pas question pour l'homme d'affaires de payer davantage d'impôts, et sa société, et toutes ses branches continueront donc à être basées, fiscalement, au Luxembourg, et cotées à Amsterdam. Le petit montage juridique devrait ainsi permettre à Patrick Drahi de ramener de l'argent frais alors que son groupe compte près de 40 milliards de dettes auprès des banques. L'opération, destinée à lui permettre de croître plus facilement, valorise la totalité de l'entreprise "à hauteur de 61,9 milliards d'euros" précise le groupe dans un communiqué. »

Caroline Constant « Patrick Drahi, maître es fiscalité » *L'Humanité*, 30 juin 2015. On lira aussi avec profit « Le vampire des télécoms » d'Olivier Morin, *L'Humanité*, 24 juillet.

Féminisme et laïcité

Un retour historique pour mieux associer féminisme et laïcité.

PAR **MAGALI DELLA SUDDA***

La tribune récente de Christine Delphy a réactualisé l'une des tensions qui traversent les mouvements féministes contemporains depuis les années 1990 : la question du « voile » musulman. Dans ce texte, la cofondatrice de la revue *Nouvelles questions féministes* et du MLF fait part de son analyse sur la laïcité et le féminisme en s'appuyant principalement sur l'exemple de la loi du 15 mars 2004.

LA LOI DU 15 MARS 2004

Votée et rédigée en accord avec les recommandations de la commission Stasi, cette loi vise à résoudre la question de la compatibilité du port du foulard musulman en milieu scolaire avec le principe de laïcité. Dans son article unique, la loi énonce que « [dans] les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est inter-

aussi dans les territoires qui ne sont pas soumis au régime de séparation entre l'État et les églises, ne revient pas sur l'organisation des aumôneries dans les établissements publics (loi Debré 1959), bien que la commission Stasi ait souligné que ces aumôneries manquaient cruellement d'aumôniers musulmans.

LES DEUX POSITIONS DES MOUVEMENTS FÉMINISTES

Lors de la préparation de la loi, les débats des mouvements féministes se sont polarisés autour de deux positions : l'une critique à l'égard du caractère patriarcal de l'obligation religieuse faite aux femmes de se couvrir le chef pour ne pas être impudique ; l'autre critique à l'égard d'une laïcité discriminante qui excluait de l'école les jeunes filles, souvent issues de milieux populaires et de territoires anciennement colonisés. Le contexte actuel de suspicion à l'égard de l'islam et, de manière générale, de tolérance au racisme a favorisé, au nom de la liberté des femmes et de la laïcité, la formulation très explicite de discours xénophobes. Anne Zélsensky, cofondatrice du MLF et un temps rédactrice sur le site de Risposte laïque témoigne de l'association entre féminisme et « nouvelle laïcité » (Stéphanie Henette-Vauchez). Ces nouveaux thuriféraires de la cause des

tion laïque de la République française, les femmes musulmanes qui portent le foulard doivent recevoir le soutien des féministes. Cette position a, depuis quelques mois, conduit certaines personnalités à émettre une position féministe radicalement hostile à la laïcité. Ce point de vue occulte souvent les prises de position conciliatrices du féminisme et de la laïcité, mais aussi les voix de femmes musulmanes qui remettent en cause le port du foulard dans la pratique de leur foi. Dans une réponse faite à la journaliste Nathalie Raulin, critique de Christine Delphy, l'historienne Sylvie Tissot fustige l'adjointe au maire du XX^e arrondissement qui n'a pas souhaité la présence de Rokhaya Diallo – un temps militante à Mix-Cité et plus connue pour son engagement auprès des Indigènes – à un débat sur le féminisme organisé en mars 2015 et, surtout, exprime l'incompatibilité entre féminisme et laïcité dénonçant la « réécriture de l'histoire du féminisme, dont aucune conquête, contrairement à ce qu'affirme Nathalie Raulin, n'a jamais eu de "fondement laïc" ». Le combat des femmes pour disposer de leur corps, par le droit à l'avortement notamment, n'a pas été mené au nom de la laïcité. Les plus grands défenseurs de la laïcité étaient quant à eux des hommes, radicaux de gauche, par ailleurs farouches opposants au droit de vote des femmes – sous prétexte que, loin d'être des sujets libres disposant de leur voix, elles allaient voter comme leur curé. La confusion entre "féminisme" et "laïcité" est le résultat d'une opération idéologique dénaturant ce qu'est la laïcité pour en faire le bras armé du combat anti-musulman. » Cette affirmation mérite d'être examinée à l'aune d'une sociologie historique qui permette, d'une part, de rétablir l'historicité des combats féministes et, d'autre part, de prendre appui sur ces luttes communes passées entre féminisme et laïcité pour proposer de délier le nœud gordien.

LUTTES COMMUNES ENTRE FÉMINISME ET LAÏCITÉ

Le féminisme contemporain s'est constitué de manière indissociable de la laïcité dans les territoires métropolitains des pays industriels tout comme, durant les premières décennies du XX^e siècle, dans nombre de colonies. Ce féminisme des colonies n'est pas le féminisme colonialiste voire raciste qui s'illustra par

« Une modalité de régulation de la conviction religieuse fondée sur l'éviction de l'expression de la conviction religieuse dans l'espace public, y compris l'école. »

dit » et prévoit « la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire est précédée d'un dialogue avec l'élève ». La circulaire du 18 mai précise que le couvre-chef arboré par les jeunes filles, la kippa juive ou le turban sikh sont interdits, tout comme la croix pectorale. En se focalisant avant tout sur la manifestation d'une appartenance religieuse plutôt que sur les signes eux-mêmes, cette loi conduit également à proscrire bandana et jupes longues suspectés d'avoir un sens religieux. Ainsi, certaines jeunes filles musulmanes ont pu témoigner d'humiliations vécues en raison de ces dispositions législatives et de leurs interprétations. En revanche, la loi de 2004 qui s'applique

femmes promeuvent une modalité de régulation de l'expression religieuse fondée sur l'éviction de cette dernière de l'espace public, et notamment de l'école mais aussi de la rue, voir du domicile lorsqu'il s'agit d'assistantes maternelles. Cette « laïcité falsifiée » (Jean Baubérot) visant tout particulièrement les musulmanes et les musulmans. Opposée à cette première position, Christine Delphy avait été l'une des premières à élever la voix mettant ainsi son parcours de militante historique du féminisme matérialiste au service de la cause. Dans cette deuxième perspective, au nom de la solidarité avec les femmes les plus opprimées par le capitalisme et par la législa-

exemple durant l'Exposition coloniale de 1938. Ce terme désigne ici les mouvements de femmes qui ont porté la cause de l'égalité en tant que femmes indigènes et féministes. En effet, la laïcité, entendue comme un principe de neutralité de l'État et de liberté de conscience individuelle, était une condition *sine qua non* pour permettre aux femmes de s'unir par-delà leurs différences. L'idéal laïc était porté, certes, par des femmes protestantes, juives, franc-maçonnnes, mais aussi par quelques catholiques – condamnées par le pape – et quelques musulmanes. Au sein du Conseil national des femmes françaises, organisation majoritaire en métropole jusqu'en 1940 et affiliée au Conseil international des femmes, l'idée de laïcité était la plus clairement établie. Elle passait par exemple par le souhait de voir l'école publique être déconfession-

torales ont partiellement confirmé ces craintes : les citoyennes françaises ont bien donné leur préférence à la démocratie chrétienne... mais bien davantage pour des raisons sociologiques et historiques, telle la politisation opérée par l'intense maillage des organisations féminines catholiques, qu'en raison d'une nature religieuse féminine.

La laïcité et le féminisme moderne ont donc bien partagé une essence libérale commune – c'est-à-dire héritière de la philosophie libérale de Condorcet ou de Mary Wollestonecraft – lors de la naissance des premières organisations de femmes (1880-1914), mais cela ne signifie pas pour autant que les visées des organisations féministes et les mouvements porteurs de la mise en œuvre des politiques de laïcité aient été identiques. Si l'objectif minimal du féminisme peut

interprétations des textes, la liturgie dans un sens plus favorable aux femmes. Le déplacement des enjeux autour de la parité et politique a fait disparaître un temps la question de l'articulation entre laïcité et féminisme au sein du mouvement des femmes ; il était contemporain du développement d'une politisation de la question du foulard musulman au nom du féminisme mais par des actrices et des acteurs qui n'étaient pas nécessairement impliqués dans les luttes féministes précédentes ou contemporaines.

LE RESPECT DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Ce rappel historique invite ainsi à proposer une perspective avant tout respectueuse des libertés individuelles pour résoudre ce qui a été constitué comme le nœud gordien du féminisme : les droits à la liberté de conscience, d'expression dans l'espace public et les droits à l'autonomie et à l'égalité civile, sociale et politique. On peut s'appuyer sur les recherches féministes qui invitent à repenser les notions de sphère publique et de sphère privée, d'État et de famille à l'aune du genre en privilégiant une acception de la laïcité dégagée d'applications particularistes, cette laïcité qu'incarrait le projet de loi Briand sur la séparation des Églises et de l'État, déjà malmenée dès 1905. On rappellera ici qu'au terme d'une discussion, la loi de 1905 ne s'est pas appliquée dans l'Empire colonial, témoignant d'un accommodement de la République avec les particularismes dans l'administration des populations des territoires colonisés, et notamment des femmes. Renvoyées à une ontologie politique encapsulée dans l'islam, les Algériennes indigènes musulmanes furent ainsi privées de droits politiques bien après l'ordonnance d'Alger de 1944. Le risque des formulations actuelles utilisées dans le débat – « féministes blanches », « jeunes filles musulmanes voilées » – est celui d'un placage réductionniste de catégories coloniales sur des réalités sociales bien plus complexes et des positionnements variés. Une réflexion féministe critique sur les usages des catégories religieuses, parfois utilisées de manière réductionniste, permettrait ainsi de sortir de la polémique pour redéfinir la consubstantialité des luttes pour l'égalité dans une perspective inclusive, féministe et laïque. ■

« La laïcité, entendue comme un principe de neutralité de l'État et de liberté de conscience individuelle, était une condition *sine qua non* pour permettre aux femmes de s'unir par-delà leurs différences. »

néalisée. Ce combat féministe et laïc, il convient de le rappeler, n'était pas spécifique à la France. Ainsi, le vote des déléguées du Congrès national féministe de Rome en 1908 contre l'enseignement religieux dans les écoles publiques fit scandale chez les élites catholiques. Sur le plan civil, la revendication égalitaire, y compris celle du droit au divorce, passait là encore par l'affirmation de la neutralité religieuse du législateur et de l'État. En France, en raison de la forte politisation de la question religieuse à l'époque de la Troisième République (1870-1940) et de la condamnation par l'Église du féminisme, en tant qu'héritier du libéralisme philosophique, la laïcité établissait la ligne de partage principale entre les organisations féministes et féminines. D'autres tensions existaient au sein de l'espace de la cause des femmes : sur le choix d'une stratégie réformiste ou radicale, le positionnement sur la question de la lutte des classes et de l'égalité entre femmes, la question du droit de vote, et pour une petite minorité, au sujet de la maîtrise de la fécondité et le refus de la maternité comme destin naturel. Cela n'empêchait pas la plupart des hommes partisans de la laïcité d'avoir été les pourfendeurs du suffrage féminin, au nom de la défense de la République contre le cléricalisme. Le vote des femmes aurait fait rentrer la voix du prêtre dans l'isolement. Les premières consultations élec-

être entendu comme l'autonomie des femmes dans une perspective égalitaire, celui des tenants de la laïcité, est de garantir la neutralité religieuse de l'État. De ce fait, comme l'ont rappelé de nombreuses autrices, la laïcité peut s'accommoder de l'inégalité des sexes, mais le féminisme moderne partage avec le libéralisme le principe de neutralité religieuse de l'État. L'affaiblissement des organisations féministes après 1940 s'est traduit par leur mise en sommeil jusqu'à l'aube des années 1970. La reformulation des enjeux féministes autour des droits à la contraception, à l'interruption volontaire de grossesse et, de manière plus générale du droit des femmes à disposer de leur corps passe de manière plus subtile par une récusation de la place des institutions religieuses comme autorités prescriptrices de normes civiles et sociales, sans que le terme de laïcité ne soit nécessairement évoqué. Pour autant, on trouve parmi les militantes du Planning et des différentes organisations féministes, des femmes qui assument leur foi, y compris des catholiques. Les revendications féministes n'en impliquent pas moins un projet politique critique du patriarcat dans lequel la religion en tant que norme transcendante n'a pas sa place. C'est au nom même de leur féminisme que certaines croyantes engagèrent un combat au sein de leur institution religieuse pour redéfinir les

*Magali Della Sudda est historienne. Elle est chargée de recherche en science politique au CNRS.

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

La cause anthropologique

Quelle humanité voulons-nous être ? Voilà la question solennelle qui sous-tend la cause anthropologique. Et cette question-là est très loin d'avoir suscité le travail de pensée et les initiatives qu'elle exige.

PAR **LUCIEN SÈVE***

La planète-Terre, façon de dire notre habitat naturel, va mal à un point alarmant, la conscience s'en est largement répandue, et il n'est plus de formation politique qui n'inclue au moins dans son discours la *cause écologique*. La planète-Homme, façon de dire le genre humain, va mal à un point tout aussi alarmant, la conscience n'en est pas prise à son niveau de gravité, et il n'est pas une formation politique ne fût-ce que pour nommer à l'égal de la cause écologique la *cause anthropologique* [...].

Ne sommes-nous pas à maints égards en chemin vers un monde *humainement* invivable ? La vieille maxime « l'homme est un loup pour l'homme » ne tend-elle pas à faire loi en trop de domaines où nos moyens actuels lui confèrent une malfaisance sans précédent ? Le travail, exemple majeur, est engagé sur une pente terriblement inquiétante. Sous les difficultés accrues à produire un gratifiant travail de qualité, la responsabilité à la fois requise et empêchée des salariés, leur systématique mise en concurrence, l'éradication voulue du syndicalisme, la pédagogie du « apprenez à vous vendre » et du « devenez un tueur », le management d'entreprise par la terreur, tout ce qui vient se concentrer à un point ultime dans des suicides sur le lieu de travail, il y a l'omniprésent diktat de la rentabilité à deux chiffres, la prime constante à la rapacité de l'actionnaire, l'inflation du sans foi ni loi jusqu'au patron-voyou, en bref la folie néolibérale, forme maligne du capitalisme tardif. N'est-ce pas une vraie déshumanisation en route ? [...].

Se demander non sans angoisse où est en train d'aller le genre humain n'est pas disqualifier l'opposition gauche/droite, mais c'est vouloir qu'elle porte sur le sens même de notre avenir civilisé, ce dont ne sont plus bien capables ces mots de *droite* et de *gauche* gravement dévalués. Quelle humanité voulons-nous être ? Voilà la question solennelle qui sous-tend la cause anthropologique. Et cette question-là est très loin d'avoir suscité le travail de pensée et les initiatives qu'elle exige [...].

PENSER L'ACTUELLE MISE EN PÉRIL DU GENRE HUMAIN

Aussi urgente que l'écologique, la cause anthropologique est pour l'heure bien trop peu assumée, trop peu pensée, pas même nommée. Situation dramatique. Une tâche cruciale s'impose donc à qui l'éprouve : il lui faut se risquer à proposer au moins une esquisse des thèmes majeurs susceptibles de structurer une pensée de l'humanité en péril. [...].

L'alarmante dérive civilisationnelle qui saute d'abord aux yeux est la *marchandisation généralisée de l'humain*. Le capi-

à la « main-d'œuvre » quand en vérité c'est le salarié qui est contraint de donner du travail gratuit au capitaliste... Mais le fait nouveau de plus en plus ravageur est que rien d'humain n'échappe désormais au diktat de la finance : tout doit faire impitoyablement son profit à deux chiffres, des pièces détachées au lit de clinique, du commerce en ligne à l'aide scolaire, de l'innovation pharmaceutique au transfert de vedettes sportives... Ce qui veut dire management d'entreprise allant jusqu'à la férocité : nous vivons une pollution du travail non moins dramatique que celle de l'eau. Ce qui veut dire aussi financiarisation généralisée des activités de service qui forment et développent les personnes – santé, sport, enseignement, recherche, création, loisir, information, communication... [...].

Dans cette frénésie marchande est impliquée une autre tendance à elle seule mortifère : la *dévaluation tendancielle de toutes les valeurs*. Kant l'a établi en matière morale : reconnaître à l'être humain une dignité, c'est poser qu'il est « sans prix » ; tout ramener à une évaluation en argent institue l'indignité générale. C'est vrai en

« La folie néolibérale, forme maligne du capitalisme tardif. N'est-ce pas une vraie déshumanisation en route ? »

talisme a instauré le règne universel de la marchandise, forme hautement favorable à la vente de travail non payé sur quoi repose le profit privé. En faisant de la force humaine de travail elle-même une marchandise, il chosifie les personnes tout en personnifiant les choses : Sa Majesté Le Capital est censée « donner du travail »

matière cognitive, esthétique, juridique autant que morale : sans valeurs valant « en soi et sans restriction », il n'y a plus d'humanité civilisée. Or nous vivons désormais ce drame quotidien : sans cesse sont désormais bafoués le souci du vrai, celui du juste, celui du digne... La dictature du rentable conspire à la mort de

l'inestimable, du désintéressé, du gratuit. Nous sommes au seuil tragique d'un monde où l'être humain ne vaut plus rien. C'est ce que dit la prolifération des « sans » – sans papiers, sans emploi, sans domicile, sans avenir... –, de ce qu'Aimé Césaire

« Le fait nouveau de plus en plus ravageur est que rien d'humain n'échappe désormais au diktat de la finance. »

appelait « la fabrication des hommes jetables ». À côté de quoi engraissement ceux qui « valent de l'or » – salaires inouïs, parachutes dorés, caviar pour chiens... –, et cela revient en somme au même : toute échelle de valeur s'abolit. De sorte que l'unique « valeur » qui se flatte de jauger toutes les autres, devenant auto-référentielle, se trouve elle-même sans valeur. La finance n'en finit pas de gonfler avec des zéros virtuels avant de s'évaporer par milliards dans l'éclatement des bulles – reste la dure réalité pour les producteurs du réel. Cette liquidation des valeurs est-elle moins grave que la fonte des glaces polaires ? C'est notre humanité même qui est en jeu : en prend-on l'effrayante mesure ?

Sous cette involution se lit une troisième de la pire gravité : l'incontrôlable évanouissement du sens. Involution nouvelle, car longtemps le capitalisme a eu du sens ; exploiteur, il a fait pourtant progresser l'humanité. Mais avec l'irruption au sommet de la finance, forme déshumanisée à l'extrême de la richesse, nous entrons dans l'ère du non-sens universel : l'accumulation de capital est de plus en plus sans fin aux deux sens du mot fin. Ce que nous vivons est la faillite historique d'une classe qui accapare désormais sans but civilisé, prétendant nous condamner à cette « fin de l'histoire ». Mort du sens partout propagée par le court-termisme sauvage du retour sur investissement, nul projet humain n'y pouvant respirer. Voilà pourquoi la mondialisation par la finance est l'avènement convulsif d'un « non-monde », où l'absurde tend à tout envahir avec son compère le fanatisme religieux. Et cette structurelle myopie s'aggrave juste à l'heure où les puissances géantes auxquelles commence d'atteindre le genre humain exigent la vue du lointain, sous peine de mort. Échappant à la maîtrise collective, dans la fabuleuse carence de démocratie vraie où nous

plonge le tout privé, nos créations matérielles et spirituelles deviennent des forces aveugles qui nous subjuguent et nous écrasent – aliénation sans rivage face à quoi tout G8 est dérisoire. D'où ce sentiment répandu d'une humanité sans pilote fonçant inexorablement dans le mur – mur écologique, et tout aussi anthropologique. Or si le genre humain se met à dégénérer, on ne donne plus cher du sort même d'*Homo sapiens*. Nous sommes en début d'accélération sur la pente du pire – entendez-vous vraiment qu'on le crie ?

UNE DÉCIVILISATION SANS RIVAGE

Marchandisation de l'humain, dévaluation des valeurs, évanouissement du sens – osons le mot : est en cours une *décivilisation sans rivage*. Ce qui ne revient pas à enjoliver les deux derniers siècles, avec leurs horreurs sociales et génocidaires. Mais avec la victoire totale de la « libre entreprise » à la fin du siècle on nous annonça le règne définitif d'une paisible démocratie. Nous allons au contraire vers l'extension des dictatures de la violence, dont l'une des pires désormais, la violence *soft*. Guerres saignantes partout – purification ethnique, pillage armé de pays pauvres, ingéniosité meurtrière du terrorisme, officialisations de la torture, sauvagerie suffocante de faits divers, tout ce qu'un philosophe nomme « barbarie du non-monde globalisé » [André Tose]. Violences « propres » plus encore – concurrence à mort des firmes, déferlante du licenciement boursier, flicage sophistiqué d'entreprise et de cité –, y compris symboliques – consciences journalièrement abusées, goutte-à-goutte de toutes les phobies de l'autre, déculturation civique par le cynisme dominant... Qu'ait pu être réduite au point qu'on voit la conscience

« La dictature du rentable conspire à la mort de l'inestimable, du désintéressé, du gratuit. »

de classe, que tant de femmes et d'hommes ne se représentent plus bien comment est agencé notre monde et quelle place y est la leur, c'est là un recul mental d'effet catastrophique. N'oublions jamais que le nazisme a pris racine en substituant à la pensée marxienne des classes le « *ein Volk, ein Reich, ein Führer* » – l'idéologie de « l'homme » sans classe... À ces quatre traits majeurs s'ajoute un cinquième qui élève le péril au carré : la *proscription systémique des alternatives*.

Proscription délibérée : la classe profiteuse a senti hier le vent du boulet révolutionnaire et fait tout pour conjurer le retour du péril à jamais – voyez comme ses média traitent la « gauche de gauche ». Et surtout proscription spontanée par les logiques du système. Pour Marx, la masse prolétaire croissant avec le capital, ce dernier produisait ses propres fossoyeurs. Optimisme historique aujourd'hui bien aventureux : la révolution du produire atomise les salariés, la sanctuarisation de la décision financière les désarme, le poids de l'inexorable les démoralise : une aspiration immense à tout changer tend à ne déboucher sur rien. Impuissance partout répétée – ainsi les mensonges de la politique institutionnelle nourrissent-ils avant tout l'abstention électorale. La frénésie du rentable tend ainsi à nous persuader de la fatalité du pire. Le système même dont le maître mot est *liberté* a pris pour devise le *TINA* de Margaret Thatcher : « *There is no alternative!* ». Et de fait comment va-t-on pouvoir se délivrer de l'omnipotence des marchés financiers et agences de notation, si la colossale crise de 2008 n'a rien changé de notable au système ? L'actuel climat de fin d'Empire romain, mais à l'âge du nucléaire et d'Internet, n'a-t-il pas quelque avant-goût de catastrophe terminale ? [...].

L'INDIGNATION, PRÉMISSE D'UNE JUSTE POLITIQUE

Ceci ensuite : j'ai peint très en noir l'actuelle situation du genre humain. N'est-ce pas au moins unilatéral ? Ne faut-il pas voir aussi combien se forment de présupposés objectifs et d'initiatives subjectives pour un dépassement devenu indispensable du capitalisme ? Sans nul doute. Bien des choses donnent la vive impression d'une « fatalité du pire » ; il n'y faut pas céder. On peut commencer à inverser la tendance. Mais le succès exige que soit prise la pleine mesure de la tâche : rien de moins qu'assumer en son entier la cause anthropologique, donc la *construire* à l'égal de l'écologique [...]. On ne peut mieux conclure qu'avec ce que Marx écrivait à Ruge en mai 1843 : « Vous ne direz pas que je me fais une trop haute idée du temps présent, et si malgré tout je ne désespère pas de lui, c'est que sa situation désespérée est précisément ce qui m'emplît d'espoir. » ■

Extraits de Lucien Sève, *Aliénation et émancipation : Précédé de Urgence de communisme, Suivi de Karl Marx : 82 textes du Capital sur l'aliénation*, La Dispute, 2012, publiés avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

*Lucien Sève est philosophe.

Les républiques urbaines dans l'Italie communale (XII^e-XIV^e siècles) : vie politique et évolution sociale

(partie I)

Plusieurs dizaines de villes, dont la population n'a pas d'équivalents européens à cette époque, ont élaboré un système politique autonome, échappant aux cadres monarchiques et féodaux : la commune.

PAR FRANÇOIS MENANT*

L'Italie dont il sera question ici, c'est celle du Centre et du Nord, qui est au Moyen Âge le pays des fortes densités urbaines et des cités-États.

Cette grande région, de Rome aux Alpes, correspond à peu près au vieux royaume d'Italie lombard et carolingien, gouverné depuis le X^e siècle par les empereurs germaniques, et à la partie septentrionale de l'État de l'Église, qui prend la péninsule en écharpe, des confins de l'Émilie au Latium, et qui est soumis de façon plus ou moins effective au pape. L'histoire du Sud de la péninsule et de la Sicile s'oriente de façon bien différente, vers la domination successive de dynasties étrangères – Normands, Hohenstaufen, Angevins, Aragonais. Les villes n'y ont alors d'histoire politique qu'au sein de ces États, dont Palerme, puis Naples, sont les capitales. Entre 1100 et 1350, un ensemble de phénomènes unique en Europe a connu dans l'Italie du Centre et du Nord son cycle complet de développement : plusieurs dizaines de villes, dont la population n'a pas d'équivalents européens à cette époque, ont élaboré un système politique autonome, échappant aux cadres monarchiques et féodaux : la commune. Elles ont aussi établi leur domination économique de la mer du Nord à la mer Noire, en construisant des réseaux commerciaux et bancaires, et mûri une culture qui prépare la Renaissance. Des villes comme Sienne, Lucques, Pise, Vérone, Asti, Plaisance, etc. – sans parler des quatre grandes, Milan, Florence, Venise et Gênes –, tiennent alors

en Europe une place qu'il est difficile d'imaginer aujourd'hui. On peut considérer que vers 1300 un tiers des citadins européens sont des Italiens. L'Europe (sans l'Italie) ne compte alors que 8 ou 9 villes de plus de 40 000 habitants, tandis que l'Italie en a 11. Florence, Venise, Milan, avec leurs 100 000 habitants, n'ont qu'une rivale en Europe : Paris. Les villes italiennes se situent donc à une échelle différente de celles du reste de l'Europe.

L'EMPREINTE DE ROME ET LA SOCIÉTÉ PRÉCOMMUNALE

Cette région en rapide essor est aussi la partie de l'ancien monde romain d'Occident où le réseau urbain s'est le mieux maintenu. Le paysage urbain dans lequel vivent les Italiens des débuts de l'époque communale est infiniment plus marqué par la présence de Rome qu'il ne l'est n'importe où ailleurs en Europe. Le tracé en damier, en dépit des oblitérations qu'il a subies, fournit encore un cadre d'ensemble à l'urbanisme communal dans la plupart des villes ; les monuments sont intégrés au décor urbain et réutilisés : théâtres et cirques servant de forteresses aristocratiques à Vérone, Lucques et un peu partout, colonnades de temples intégrées à des palais comme à Brescia ou à des églises comme à Assise... Les études stratigraphiques récentes révèlent qu'une partie des maisons, dans les quartiers les plus anciens, réutilisent elles aussi des pans d'édifices antiques. Les exemples de remploi sont innombrables, et la ville de Rome n'est que le foyer le plus dense de cette survie de l'Antiquité, qui marque profondément les esprits.

Sur cette base antique sauvegardée, la croissance démographique et topographique des villes se réalise partout très rapidement : elle commence au XII^e siècle et s'accélère de plus en plus après la moitié du siècle, avant de s'essouffler après 1270, après 1300 au plus tard. Partout, la peste de 1348 réduira drastiquement une population déjà stagnante depuis au moins un demi-siècle.

L'expansion des villes s'accompagne de la transformation de leur aspect : remparts, églises, grands bâtiments publics, palais et tours des familles patriciennes, rues pavées et bordées de portiques donnent au paysage urbain italien l'aspect qu'il conservera en partie jusqu'à nos jours, et dont fresques et miniatures répéteront l'image à satiété, au point d'imprégner la représentation que nous nous faisons de la ville encore au XXI^e siècle.

La société urbaine elle-même présente, dès que la documentation écrite la laisse entrevoir, entre IX^e et XI^e siècles (à Milan ou Lucques par exemple), des traits bien particuliers, qui préfigurent ce qu'elle sera à l'époque communale : marchands, armateurs, artisans de luxe, monnayeurs, attestent une différenciation socioprofessionnelle qu'on peine à trouver ailleurs en Occident. La forte présence des clercs et des féodaux souvent liés aux églises, surtout dans les cités padanes, est en revanche un élément commun avec les autres villes occidentales. Comme dans tout l'Occident chrétien, la cité, *civitas*, est d'ailleurs juridiquement définie par la présence d'un évêché, et cette distinction de vocabulaire reste infrangible à l'époque que nous étudions. Avant l'avènement des

communes, c'est généralement l'évêque qui gouverne la cité. Tous les citoyens sont par ailleurs propriétaires fonciers dès qu'ils disposent d'un peu de capital à investir : l'appropriation de la campagne, le *contado*, par les citoyens, riches ou simplement aisés, va se révéler massivement à partir de l'époque communale. Un autre facteur important de la spécificité italienne est

sont liées à la pression qu'exercent des élites urbaines nouvelles qui veulent être admises au partage du pouvoir, et se mêlent aux luttes de factions pour l'exercice de celui-ci : aux rivalités entre *popolo* et *milites* se superposent les affrontements qui, à partir de la fin du règne de Frédéric II (m. 1250), opposent les guelfes (partisans du pape) aux gibelins (partisans

Ligue lombarde et alliées au pape, à la victoire de l'armée de la Ligue sur les troupes impériales (à Legnano, près de Milan, 1176), qui a une très forte charge symbolique pour les communes. La paix de Constance (1183) scelle la reconnaissance de leur autonomie sous l'autorité éminente de l'empereur.

« L'expansion des villes s'accompagne de la transformation de leur aspect au point d'imprégner la représentation que nous nous faisons de la ville encore au XXI^e siècle. »

l'existence d'une culture laïque, entretenue dans chaque ville par une poignée de notaires et de juristes (normalement apparentés aux chanoines et autres clercs citadins qui constituent l'autre milieu cultivé). La pratique de l'écrit et la connaissance du droit, souvent assorties d'un certain bagage littéraire, resteront pendant tout le Moyen Âge un atout majeur des élites urbaines italiennes, qui les développeront jusqu'à aboutir à la Renaissance.

GENÈSE ET MATURITÉ DES COMMUNES : LE XII^e SIÈCLE

Le fil rouge de l'histoire de l'Italie du Nord et du centre pendant cette période est la formation et l'évolution des institutions communales : elles émergent autour de 1100, traversent des transformations dont la plus significative est l'instauration à partir de l'extrême fin du XI^e siècle d'un gouvernement collectif de citoyens élus, les consuls, puis, un siècle plus tard, leur substitution par un nouveau magistrat, le podestat (lat. *potestas*, pouvoir), qui répond à l'impuissance croissante qu'éprouvent les consuls à maintenir le consensus dans la cité. Le podestat est un citoyen d'une ville amie, auquel est confié le pouvoir exécutif pendant un an (six mois dans la seconde moitié du XIII^e siècle). L'enquête collective sur les magistrats itinérants dirigée par Jean-Claude Maire Vigueur a permis de connaître dans le détail ce mode de gouvernement et ses acteurs, dont certains deviennent de véritables professionnels de la politique, passant d'une ville à l'autre pour exercer leur talent politique. À partir du milieu du XIII^e siècle, les communes abandonnent les unes après les autres le régime du podestat au profit du pouvoir durable d'un homme ou d'une dynastie : ainsi s'instaurent les seigneuries urbaines, qui sont actuellement un champ de recherche très actif.

Ces évolutions institutionnelles successives qui traversent l'époque communale, du début du XII^e au milieu du XIV^e siècle,

de l'empereur). Ces étiquettes prennent rapidement des connotations complexes, à la fois politiques et religieuses. Elles servent localement à afficher les identités partisans et familiales ; elles peuvent aussi créer des solidarités entre partis de même tendance dans des villes ennemies, tandis que chaque parti se morcelle en factions dans une même ville : ainsi les guelfes noirs et les guelfes blancs qui luttent pour le pouvoir à Florence. Ce phénomène d'apparence assez déroutante est en fait très bien étudié, autour des cas majeurs de Florence et Bologne.

La première période dans l'histoire des communes (« premier âge communal » ou « époque consulaire ») couvre un XII^e siècle un peu décalé : dans les années 1090 apparaît à la tête de certaines villes un corps de dirigeants élus ou cooptés chaque année, qui, sous le contrôle de l'assemblée des citoyens, légifèrent, commandent l'armée, rendent la justice, et règlent toutes les affaires de la communauté. On les appelle consuls, dans une claire inspiration antique. Leur nombre va se réduire – à deux en général – et ils vont déléguer certaines de leurs fonctions à des magistrats spécialisés : par exemple des consuls de justice. Adopté par toutes les communes dans les premières décennies du XII^e siècle, le consulat est général jusqu'aux années 1190. Socialement, il correspond à la domination d'une élite urbaine de propriétaires fonciers, de marchands et de juristes, proche des églises de la ville, et héritière du groupe dominant du XI^e siècle. Ils constituent la *militia*, le groupe des combattants à cheval (*milites*) qui forment l'ossature de l'armée communale. Dans le Nord, ils sont souvent vassaux de l'évêque, du chapitre cathédral ou de monastères. Le XII^e siècle est aussi marqué par l'entreprise de Frédéric I^{er} Barberousse (empereur de 1152 à 1190) pour rétablir l'autorité impériale sur les villes. Elle aboutit en fait, après un long affrontement avec la majorité des communes, regroupées dans la

LA COMMUNE DIVISÉE : PARTIS ET GUERRES CIVILES AU XIII^e SIÈCLE

Le consensus sur lequel reposait la commune consulaire se défait dans les années qui suivent la victoire de Legnano et surtout après la paix de Constance et la mort de Frédéric I^{er}. Un peu partout se révèlent alors les revendications du *Popolo* (N.B. : l'usage suggère de mettre une majuscule lorsque le *Popolo* est considéré comme un organisme politique, une minuscule lorsqu'il s'agit d'un groupe social. La distinction est en fait souvent impossible à marquer) et se multiplient les organisations sociopolitiques. Le *Popolo* est souvent dirigé par des membres éminents de l'aristocratie consulaire, qui ont choisi cette façon d'arriver au pouvoir. Il réclame un quota (un tiers, un quart, ou la moitié) dans les magistratures et les conseils, l'équité en matière fiscale (qui passe par l'établissement des ressources imposables de chaque contribuable, l'*estimo*, assis sur une énorme production documentaire) et judiciaire, et davantage de transparence dans le gouvernement de la commune (notamment par la mise par écrit de la coutume).

L'arrivée au pouvoir du *Popolo* et les alliances entre villes dominées par une même tendance (*Popolo* ou *milites*, guelfes ou gibelins) sont le phénomène politique dominant de la seconde moitié du XIII^e siècle. Mais très frappant également est le morcellement des partis de chaque ville en factions multiples, qui s'intensifie à la fin du siècle.

Ces conflits peuvent aboutir à des gouvernements rivaux de la ville : le parti vaincu quitte souvent la ville pour se retrancher dans les châteaux du *contado*, devenant exilé, *pars extrinseca* (ital. *fuoruscito*). Le fuoruscitisme sera jusqu'au XIV^e siècle un phénomène politique majeur, avec ses corollaires : le bannissement des exilés (ce qui signifie qu'ils sont exclus de la communauté, leurs biens sont confisqués, leurs maisons détruites...) et l'alliance entre une commune et les exilés de la commune voisine et ennemie. ■

*François Menant est historien. Il est professeur d'histoire médiévale à l'ENS-Ulm.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Penser (enfin !) le droit à la ville

La proximité n'a jamais cessé d'être une condition nécessaire et spontanée à la citoyenneté.

PAR **CORINNE LUXEMBOURG***

Comment habite-t-on la ville ? Comment la vit-on ? Comment y vit-on ? La plupart des salariés ne travaillent pas dans la commune dans laquelle ils dorment, c'est-à-dire qu'ils ne vivent pas principalement dans la ville dans laquelle ils logent. Plus encore, les lieux d'activité peuvent se multiplier, créant chaque fois

Une fois de plus, il est nécessaire d'avoir une vision transversale et de changer d'échelle. Les réflexions autour des métropoles (Grand Paris par exemple), qui ont pu marquer la vie politique française, se situent uniquement à l'échelle de la métropole et abandonnent rapidement ce qui est constitutif de l'habiter quotidien pour se concentrer sur les volets de technicité des axes de transport. Après avoir répété, des années durant, la nécessité, « pour penser global, [d'] agir local », il semble qu'une fois encore le local ait été oublié lors de la conception des métropoles, pire c'est l'interrelation des niveaux de décisions

citoyens, notamment des « Zones à défendre » (ZAD), il s'avère bien que la proximité n'a jamais cessé d'être une condition nécessaire et spontanée à la citoyenneté.

La réflexion sur la démocratie locale est indissociable des projets de métropoles et, à ce titre, se doit de prendre en compte l'évolution de la vie de la population, souvent forcée par l'évolution des conditions de travail. La déréglementation des horaires, la suppression des jours chômés, le morcellement obligé des journées, ne sont sans doute pas pour rien dans la désaffection de la politique, notamment de la politique locale. L'éloignement d'instances de décision, la perte de pouvoir des échelons communaux, en même temps que la dépossession (sous quelque forme que ce soit) du temps libre, c'est-à-dire, du temps sans travail affaiblissent la démocratie. [...]

« Opter pour des politiques du temps peut être un outil de lutte contre les inégalités sociales, de genre, de génération. »

de nouvelles sociabilités, de nouveaux lieux d'habiter, parfois encore ils ne logent pas au même endroit en semaine et le week-end. L'accroissement des possibilités de mobilité fait que nous pouvons habiter plusieurs lieux. Force est de constater le déficit de lieux d'expression et de décisions pour ces habitants qui ne dorment pas. [...]

C'est à ce moment que le choix de gouvernement intervient. Ce moment est stratégique pour l'avenir des territoires.

qui n'existe pas. Or construire les métropoles, les encadrer d'une législation forte sans re/penser les modes de décision, de gouvernement n'aura pour effet que de déposséder un peu plus les populations de leur pouvoir de décision, ne pas les imaginer interconnectés témoigne d'un retard de conception du monde en mouvement ou d'une volonté politique de se servir de cette transition pour effacer toute progression sociale et démocratique. À regarder les mouvements

LA GESTION DU TEMPS

Remplacer l'accélération systématique par la vitesse nécessaire. Prendre le temps nécessaire pour garantir l'émancipation. Le système capitaliste valorise l'efficacité, la rapidité, la diminution du temps, fidèle au vieil adage que le temps est de l'argent. Il en fait un facteur d'exclusion de qui n'est pas assez vélocité. La société capitaliste est jeune et bien portante, plutôt masculine, elle n'a pas de temps à perdre avec les congés maternité. Pour caricaturale qu'elle puisse être, voilà l'image des organes de direction



des entreprises. La gestion du temps est tout aussi spéculative que la gestion de l'espace. Le constat n'est pas neuf, la maîtrise du temps à l'envi est un luxe que la majorité d'entre nous ne peut s'offrir, subissant ou bien la rapidité d'exécution nécessaire au respect d'un calendrier ou bien la lenteur de l'inaction (chômage) ou de la mise à disposition (temps partiel imposé par exemple aux emplois de caisse). La question du temps nécessaire au bien être, mais aussi des rythmes de pratique de la ville impose d'appré-

les horaires de travail sont déréglementés, soit parce que l'écart spatial entre le logement et le lieu de travail s'est creusé et que le temps de parcours s'agrandit avec la distance... De telles politiques du temps sont autant une nécessité nationale posant la question des temps partiels imposés par exemple, de la réglementation horaire d'ouverture de magasins, qu'une nécessité locale, afin de favoriser des modes de garde pour les individus dépendants (enfants, adultes dépendants de façon temporaire ou non...) permettant l'accès aux activités de loisirs, d'engagement citoyens... On le voit la question est transversale. [...]

dans des usines, installées en périphérie. Le réenchevêtrement peut avoir fonction de rendre à nouveau visible le travail, il peut aussi créer des espaces de porosités entre espaces publics et espaces privés et ce faisant permettre de mutualiser des actions semblables ou non, professionnelles ou domestiques. Plus l'espace privé ou semi-privé est cloisonné, résidentielisé, moins il permet cette porosité des espaces plus courant, par exemple en Europe du Nord où la rue, comme certains espaces sont conçus comme des espaces mixtes entre le privé et le public. ■

« Consommer et travailler sont deux lectures transversales de l'urbain, des territoires, de leurs relations. »

hender les mobilités, les temps de parcours, l'évolution des horaires de travail. Opter pour des politiques du temps peut être un outil de lutte contre les inégalités sociales, de genre, de génération, dans un contexte où la synchronisation des activités n'existe plus, soit parce que

UNE TAILLE NÉCESSAIRE

Lié au temps nécessaire, sans doute faut-il penser les lieux de productions selon une taille nécessaire. Cette taille nécessaire aurait à voir avec les besoins de consommation, de réparation, avec le type de production. Consommer et travailler (entre autres par ce que devrait être la rémunération, voir Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*, 2012) sont deux lectures transversales de l'urbain, des territoires, de leurs relations. En effet, consommer et travailler sont indéfectiblement liés. On le perçoit d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un travail de production physique. La relation à l'objet produit contient la relation au processus même de production. Pour une part, ce travail est effacé de l'espace public, enfermé

*Corinne Luxembourg est responsable de la rubrique Production de territoires.

Extrait de Corinne Luxembourg, *Pour une ville habitable. De l'espace-temps comme enjeu démocratique*. Collection Projet, éditions du Temps des Cerises.



Voir présentation de la collection p. 59.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une question scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

Les physiciens communistes face à la mécanique quantique

On a souvent reproché aux physiciens communistes du XX^e siècle d'avoir condamné à tort, par sectarisme idéologique, les acquis fondamentaux de la mécanique quantique. Qu'en est-il vraiment ?

ENTRETIEN AVEC **VIRGILE BESSON***

En quelques lignes, qu'est-ce que la mécanique quantique ?

C'est la théorie physique qui s'applique à l'atome et au noyau atomique. Elle s'est développée tout au long du XX^e siècle, d'abord en Europe (essentiellement en Allemagne et au Danemark) pendant l'entre-deux-guerres, puis aux États-Unis. Si la mécanique quantique intrigue autant, c'est que les concepts qui la régissent heurtent profondément le sens commun : c'est une théorie intrinsèquement indéterministe, non locale, il peut y avoir des interactions à distances, la notion de trajectoire n'existe pas, les particules ne peuvent pas être représentées par des petites billes, etc. De ce fait, elle est l'objet de débats passionnés entre physiciens et philosophes. Le public a entendu parler, à ce propos, de l'expérience de pensée du chat de Schrödinger, des critiques d'Einstein et du « paradoxe EPR » (du nom de ses auteurs Einstein, Podolsky et Rosen).

Les interprétations les plus répandues dans les années 1930-1960 semblaient conduire, dit-on, à une victoire de l'idéalisme et à une remise en cause du matérialisme

On a souvent évoqué cela, principalement en raison du problème dit de la mesure. Pour représenter un système quantique, on utilise ce qu'on appelle une « fonction d'onde ». Peu importe ici le détail et son

équation, elle décrit tous les états possibles du système (par exemple, toutes les positions possibles d'une particule), elle nous renseigne sur la *probabilité*, au cours du temps, d'obtenir tel ou tel résultat (dans mon exemple, trouver la particule à tel endroit). Cette évolution est déterministe : l'évolution des probabilités est parfaitement connue, pourvu que le système soit bien défini dans son état initial. Or, lorsque

« Ce qui est notable avec tous ces débats autour des fondements de la mécanique quantique, c'est que la science, la philosophie et l'idéologie se chevauchent. »

l'on effectue une mesure, la fonction d'onde « s'effondre », on obtient un résultat particulier et toutes les autres valeurs non réalisées disparaissent (une particule n'est localisée qu'en un seul endroit). Cet effondrement est quant à lui complètement indéterministe : il est impossible de prédire par avance quel résultat la mesure donnera, nous ne connaissons, et ne pouvons connaître rien d'autre, que

la probabilité de l'obtenir. Ainsi, la mesure, ou l'observation, a une place particulière dans la théorie, ce n'est pas une interaction comme les autres, c'est la seule qui détruit la fonction d'onde.

Pour certains des pères fondateurs de la mécanique quantique, dont Heisenberg, Pauli (et Bohr dans une certaine mesure), ceci était un argument contre le matérialisme, puisque la théorie semblait nier l'existence d'un monde indépendant de tout contexte expérimental. Le formalisme mathématique serait une sorte de recette de cuisine qui aurait pour seul but de prédire des résultats expérimentaux, la fonction d'onde représentant la superposition des états n'aurait pas de réalité physique. Le système n'est pas, avant la mesure, dans plusieurs états à la fois et parler d'un état du système avant la mesure n'aurait tout simplement pas de sens. C'est la mesure qui attribue au système une valeur particulière, comme si c'était l'acte de prendre en photo une balle de tennis qui donnait à cette balle une position.

Les réactions des physiciens d'inspiration marxiste ont été très diverses, aussi bien en France qu'en URSS ou ailleurs

Tout à fait. Beaucoup de physiciens communistes qui s'intéressaient à ces questions ont critiqué l'interprétation dominante dite de Copenhague que j'ai décrite brièvement. Ils la qualifiaient de positiviste, dans le sens que Lénine donnait à ce mot dans *Matérialisme et Empirio-criticisme* (1909). Certains physiciens, comme Wigner, étaient même allés

jusqu'à attribuer à la conscience humaine l'origine de l'effondrement de la fonction d'onde. Cependant, il n'y a jamais eu de consensus des marxistes sur une interprétation particulière. Certains défendaient même l'interprétation dominante, comme le physicien belge Léon Rosenfeld, le soviétique Vladimir Fock, ou, en France, François Lurçat, et prenaient au pied de la lettre le formalisme ; ils donnaient une signification physique à la superposition. Lorsqu'on se plonge dans les revues intellectuelles du Parti, comme la *Nouvelle Critique* ou *La Pensée*, au plus fort des débats, pendant les années 1950, c'est très explicite. Les physiciens autour de Jean-Pierre Vigié, qui est le sujet de ma thèse de doctorat, étaient, en France, les plus ardents opposants à l'interprétation de Copenhague. Ils ont tenté de reformuler la théorie sur des bases déterministes, ce qu'ils appelaient eux-mêmes l'interprétation *causale* de la mécanique quantique. Ils ont eu une certaine audience auprès des intellectuels du PCF, mais ont été aussi vivement critiqués, aussi bien par des Français que par les Soviétiques.

Y a-t-il eu interaction entre l'affaire Lyssenko et les débats des physiciens communistes sur la mécanique quantique ?

Il faut faire la part des choses et rappeler le contexte. La résurgence du lyssenkisme en URSS fait suite au discours de Jdanov d'octobre 1947 lors de la création du Kominform. Pour Jdanov et les staliens, la division fondamentale dans la société n'était plus sur une base de classe, mais entre deux camps : celui du progrès et de la paix, incarné par l'URSS et ses alliés, et celui de l'impérialisme guerrier, à l'Ouest. Il s'ensuit que chaque camp produit une culture propre, « prolétarienne » pour la première, et « bourgeoise » pour la seconde, et ceci valait aussi pour les sciences. Le jdanovisme coïncidait avec les intérêts immédiats de la bureaucratie, il ne faisait que donner un vernis théorique à ses renoncements : la révolution mondiale n'était plus à l'ordre du jour, et il s'agissait de défendre le régime contre les ennemis extérieurs et surtout intérieurs. Le fer de lance de la science prolétarienne était la théorie frauduleuse de Lyssenko. Celui-ci affirmait que, par la transmission des caractères acquis, en complète contradiction avec la génétique mendélienne, il allait augmenter les rendements des récoltes en transformant des blés d'été en blés d'hiver. Cette théorie était officiellement sou-

tenue par le régime. En physique, bien que Jdanov ait fait une allusion à la mécanique quantique dans son discours, il n'y a pas eu pour autant de position officielle. On ne peut certes pas nier un climat hostile des Soviétiques envers l'interprétation de Copenhague, il s'est accompagné d'une marginalisation relative de ses partisans, comme Vladimir Fock, entre 1948 et 1960. Les critiques soviétiques contre Copenhague ont eu des répercussions sur les débats entre physiciens communistes, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'URSS.

« Ces débats donnent à réfléchir sur comment appréhender la connaissance scientifique et le statut de la philosophie marxiste vis-à-vis de cette connaissance »

Mais la situation est bien différente en ce qui concerne la biologie. Au-delà du scandale scientifique, la bureaucratie stalinienne a utilisé le lyssenkisme consciemment afin de renforcer son contrôle sur les scientifiques et même pour purger et déporter certains d'entre eux, tel Vavilov, considérés comme des menaces potentielles pour le régime. Cela n'a pas été le cas en physique.

La France a eu un pionnier en physique quantique : Louis de Broglie, avec sa « mécanique ondulatoire ». C'était un aristocrate, ami du Maréchal, et pourtant, intellectuellement communiste. N'y a-t-il pas ici un paradoxe ?

Cette collaboration est intéressante. De Broglie a changé plusieurs fois de position vis-à-vis de la mécanique quantique : jusqu'en 1927 il travaillait sur la théorie de l'onde pilote, qui était le prolongement de sa mécanique ondulatoire, avant de se ranger pendant 25 ans du côté de l'interprétation probabiliste dominante, à cause des difficultés rencontrées. En 1952, il revint à ses premiers travaux, sous l'impulsion du physicien américain et communiste David Bohm, qui a formulé tout à fait indépendamment une théorie similaire à l'onde pilote, mais en levant les obstacles de l'ancienne théorie. De Broglie avait pour assistant Jean-Pierre Vigié, membre du PCF, qui a été rapidement conquis par l'interprétation de Bohm : la théorie était logiquement cohérente, elle

permettait de retrouver tous les résultats de la mécanique quantique non-relativiste, mais surtout elle était déterministe. Vigié s'est alors entouré d'autres physiciens communistes au sein de l'Institut Henri Poincaré. Cette alliance est de prime abord surprenante. Pauli, anti-marxiste convaincu, un des plus fervents opposants à l'interprétation causale, commenta ainsi cette alliance, par une formule dont il avait le secret : les catholiques et les communistes ont chacun besoin du déterminisme pour soutenir leur foi eschatologique, les premiers

pour le paradis futur et les deuxièmes pour le paradis sur terre. Bien qu'ayant des philosophies différentes, De Broglie et Vigié convergeaient sur la manière de concevoir les théories physiques. Tous deux se définissaient comme réalistes : pour eux, le monde, la réalité matérielle, existe indépendamment de l'observation. Il fallait donc trouver une formulation de la mécanique quantique qui permette de lever le problème de la mesure que j'ai évoqué. Le point fort de leur théorie est que la réduction du paquet d'ondes n'a pas lieu, et la mesure n'a pas de statut particulier dans la théorie, elle est une interaction comme une autre.

Ce qui est notable avec tous ces débats autour des fondements de la mécanique quantique, c'est que la science, la philosophie et l'idéologie se chevauchent. C'est le rôle de l'historien de les désintriquer. Pour les marxistes aujourd'hui, il est aussi intéressant d'étudier ces débats, car ceux-ci donnent à réfléchir sur comment appréhender la connaissance scientifique et le statut de la philosophie marxiste vis-à-vis de cette connaissance. Je ne pense pas, pour ma part, que la question soit tranchée. ■

*Virgile Besson est historien des sciences. Il est doctorant aux universités de Lyon-1 et Salvador de Bahia.

Propos recueillis par Pierre Crépel

PS/EELV/FRONT DE GAUCHE

Convergences, divergences

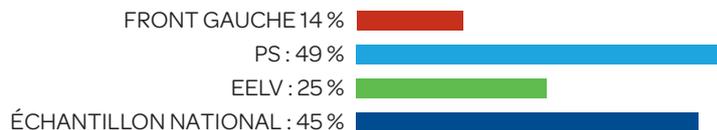
L'enquête de Luc Rouban avec le CEVIPOF (baromètre de la confiance politique, vague 6bis, 2015) pointe les convergences et les divergences de l'électorat de gauche (PS, EELV, Front de gauche). Convergences assez fortes autour de ce que Pascal Perrineau (CEVIPOF) appelle le « libéralisme culturel » : mœurs, immigration, peine de mort... Divergences marquées en matière de confiance à François Hollande et surtout sur les questions

économiques et sociales. Ce qui autorise Pascal Perrineau à écrire : « Au sein d'une gauche française qui, depuis un demi-siècle, avait fait de l'unité de la gauche son axe stratégique essentiel, les fractures économiques et sociales qui se sont beaucoup approfondies depuis trois ans semblent marquer la fin d'un cycle et l'entrée dans un univers de la gauche où l'invocation unitaire retentit de plus en plus comme une incantation ». ■

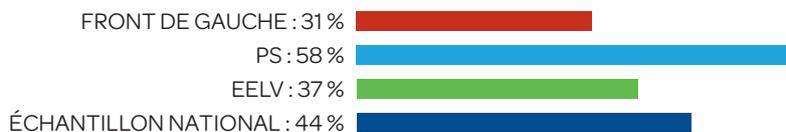
SUR LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

(% de perception positive) :

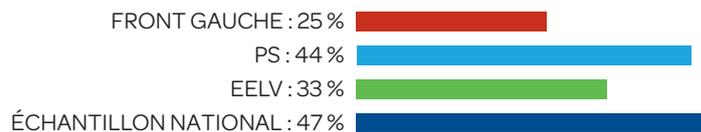
*CONFIANCE DANS LES GRANDES ENTREPRISES :



*LA MONDIALISATION EST UNE OPPORTUNITÉ POUR LA FRANCE :



*L'ESPRIT D'ENTREPRISE, VALEUR TRÈS IMPORTANTE :



SUR LES QUESTIONS SOCIÉTALES :

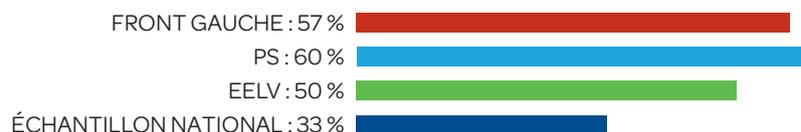
*HOSTILES AU RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE DE MORT :



*FAVORABLES À L'ADOPTION POUR LES COUPLES HOMOSEXUELS :



*IL N'Y A PAS TROP D'ÉTRANGERS EN FRANCE :



En France, 2 % du PIB sont dépensés dans la R&D

En 2012, 46,5 milliards d'euros ont été consacrés en France à la Recherche et développement (R&D), privé et public confondus. Cela représente 2,2 % du PIB. Ce chiffre est supérieur à la moyenne européenne mais reste largement en deçà de l'objectif que s'est fixé l'Union Européenne d'une dépense en faveur de la R&D équivalente à 3 % du PIB.

Le montant des dépenses consacrées à la R&D varie fortement selon les régions. En Midi-Pyrénées, 4,8 % du PIB correspond à des dépenses de R&D (graphique), ce qui en fait la première région française de ce point de vue. Suivent l'Île-de-France, la Franche-Comté et Rhône-Alpes, avec autour de 3 % du PIB dépensé dans la R&D. Champagne-Ardenne, Poitou-Charentes et le Nord-Pas-de-Calais sont en revanche les régions qui consacrent le moins d'efforts dans la recherche, avec moins d'1 % de leur PIB correspondant à des dépenses de R&D.

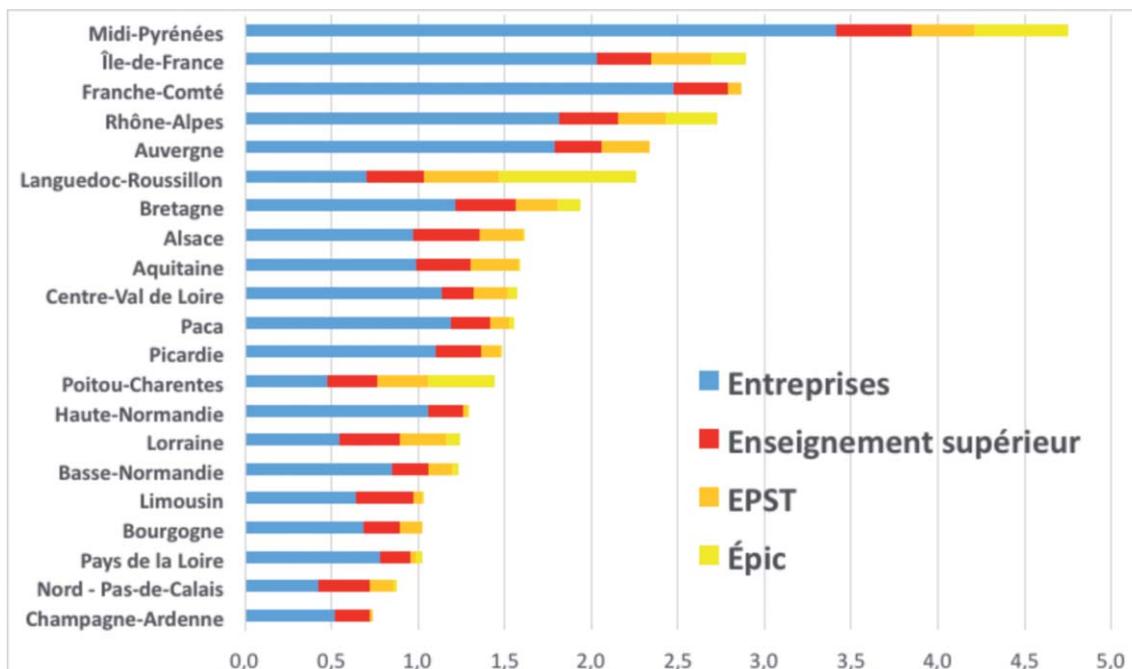
Dans le secteur privé, c'est la construction automobile qui consacre le plus de ressources aux dépenses de R&D au niveau national. Ce secteur est particulièrement représenté en Île-de-France, en région Centre, en Franche-Comté ou en basse Normandie notamment. D'autres secteurs pèsent fortement à une échelle régionale, notamment la construction aéronautique et spatiale, dans les régions Midi-Pyrénées, PACA et

Aquitaine. Dans certaines régions, la recherche apparaît fortement spécialisée sur un petit nombre de secteurs. Par exemple, les trois branches les plus importantes de R&D dans les régions Franche-Comté et Auvergne représentent 85 % de la dépense totale, ce qui marque une très forte concentration.

La dépense publique pour la recherche représente 0,8 % du PIB national, soit 37 % de la dépense totale pour la recherche. L'effort est porté essentiellement par l'enseignement supérieur (0,30 % du PIB), les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST, pour 0,26 % du PIB) et les établissements publics à caractère industriel et commercial (ÉPIC, pour 0,18 % du PIB).

L'enseignement supérieur est réparti de façon relativement homogène sur l'ensemble du territoire, avec une légère sur-représentation en Midi-Pyrénées, et une légère sous-représentation en Champagne-Ardenne ou Haute-Normandie. Les huit EPST, parmi lesquels le CNRS, l'INRA ou l'INSERM, sont également présents sur l'ensemble du territoire, même si leur présence reste assez faible dans certaines régions. Enfin, les douze EPIC (statut par exemple du CEA, de l'IFREMER ou du CNES) sont répartis spécifiquement dans certaines régions. Ils apparaissent très présents notamment en Languedoc-Roussillon, en Midi-Pyrénées et en PACA. ■

Structure des dépenses de R&D par région, en pourcentage du PIB



Source : INSEE, L'effort de recherche dans les régions, Insee Première n°1559, juin 2015

Roger Vailland à la recherche du bonheur

Aucune passion d'amour ne saurait éclipser la passion politique.

PAR MARIE-NOËL RIO

« Toute morale qui, à quelque titre que ce soit, invite l'homme à renoncer à son bonheur individuel, le seul qu'il puisse connaître dans sa chair et son sang, est une morale réactionnaire. Elle joue toujours au profit de quelqu'un. [...] »

Celui qui se bat combat pour lui, tout de suite, pour lui présent à lui-même dans l'instant où il combat, parce que c'est la seule solution possible dans le présent pour lui s'il veut être heureux.

Exemple : les juifs sous l'occupation étaient persécutés, menacés de mort à chaque instant, humiliés, malheureux. Nous en avons connu de deux sortes : ou bien ils se cachaient, se savaient traqués et s'acceptaient comme tels — ils restaient malheureux — ou bien ils entraient dans la lutte clandestine, combattaient, rendaient coup pour coup, tuaient à l'occasion — la lutte les grandissait d'abord à la taille de leurs adversaires, pour ensuite les leur faire dominer. Ils conquéraient le droit à l'espoir, le seul véritable espoir, celui d'un homme en train de se battre pour le réaliser — ils étaient déjà heureux. Sauvés, aurait dit Rimbaud. Tout combattant de la Résistance était déjà heureux. Et ce n'est pas fini, car le combat n'est pas fini : sous le régime capitaliste tout travailleur est un juif. [...] Nous dirons donc que la poursuite du bonheur est le moteur de toutes les révolutions et de tous les combats valables.

Roger Vailland, Claude Roy, « La recherche du bonheur est le moteur des révolutions », *Action*, 1948.

PROGRESSISTE OU COMMUNISTE, POUR ROGER VAILLAND C'EST TOUT UN

En 1947, déjà, Roger Vailland avait écrit : « Être progressiste, c'est croire au bonheur, croire qu'on peut faire son bonheur. Même si l'on est nègre. » On pourrait renver-

ser cette proposition : croire qu'on peut faire son bonheur, c'est être progressiste. Progressiste ou communiste, pour Roger Vailland c'est tout un.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Né en 1907 dans une famille catholique de la petite bourgeoisie, il veut, à l'adolescence, avec ses *phrères simplistes* du lycée de Reims René Daumal et Roger Gilbert-Lecomte, « changer la vie » comme Arthur Rimbaud. « Montés » à Paris, ils prennent contact avec les surréalistes et s'emploient à lancer leur revue *Le Grand Jeu*. Roger Vailland, le plus actif de la bande, abandonne ses études, entre à *Paris-Soir* grâce à Robert Desnos, devient journaliste à 21 ans — il le restera jusqu'à sa mort, en 1965. André Breton ne tarde pas à s'irriter de ce garçon un peu trop indépendant et, se saisissant d'un méchant prétexte, lui intente l'un de ces procès dont il est friand. Le jeune homme, abandonné par ses amis, plonge dans le désespoir, l'alcool, la drogue. C'est un journaliste brillant, mais il ne parvient à mener à bien aucun de ses projets littéraires. Il ne s'intéresse guère à la politique. En 1936, le Front populaire le réveille de sa léthargie, mais son enthousiasme retombe vite, à cause du refus de Blum d'aider la République espagnole. Après la défaite, Roger Vailland suit *Paris-Soir* replié en zone sud, à Lyon, où il prend contact avec la Résistance. Fin 1942, après une cure de désintoxication où il se libère de l'héroïne, il s'engage dans un réseau gaulliste sous le nom de Marat. C'est en pleine Résistance, en 1944, sous le coup de la lecture de *Lucien Leuwen* de Stendhal trouvé dans une planque parisienne de Daniel Cordier, lieutenant de Jean Moulin et son chef de réseau, que Roger Vailland commence à écrire *Drôle de jeu*, son premier roman (prix Interallié 1945) — comme si son engagement levait son inhibition devant l'écriture romanesque, qui le taraudait depuis des années.

Il suit les armées alliées en Alsace, dans les Ardennes, en Allemagne pour deux journaux résistants d'inspiration communiste, *Libération* et *Action*, jusqu'à la capitulation. Il fait sa demande d'adhésion au PCF — en vain, la direction du Parti n'appréciant guère sa réputation de

libertin et de drogué. Qu'à cela ne tienne : il se veut communiste et se comporte comme tel. À partir de 1951, il s'installe dans l'Ain ; il y vit dans une grande austérité avec sa compagne Élisabeth Naldi, résistante italienne. Il écrit. Dès *Drôle de jeu*, il s'était mis en scène. Les trois romans suivants – *Les Mauvais coups*, *Bon pied bon œil* et *Un jeune homme seul* – lui servent à régler ses comptes avec son passé et témoignent de sa construction.

« L'ÉPOQUE LA PLUS HEUREUSE ».

Le 7 juin 1952, après l'interdiction par le préfet de police (signifiée par le secrétaire général Maurice Papon) de sa pièce contre la guerre de Corée, *Le Colonel Foster plaidera coupable*, Roger Vailland écrit à Jacques Duclos enfermé à la prison de la Santé sous le prétexte du « complot des pigeons » – fiction anticommuniste typique de la guerre froide –, en lui demandant d'accepter son adhésion. Cette fois, il est accueilli à bras ouverts, et le 10 juin son adhésion est annoncée à la une de *l'Humanité*. C'est le début de ce qu'il appelle « l'époque la plus heureuse ». À Meillonas, le village de l'Ain où il vit désormais, il milite à fond. Pendant la campagne des législatives de décembre 1955, il sert de garde du corps et de chauffeur au candidat communiste Henri Bourbon pour la centaine de réunions qu'il tient dans le département. Il se fait « écrivain au service du peuple. » *Beau Masque* et *325 000 francs* sont des romans sur la condition ouvrière, où il se donne un rôle de témoin et non plus de protagoniste.

En février 1956, c'est le rapport Khrouchtchev au 20^e Congrès du PCUS. Roger Vailland se sent « comme mort ». Il décroche la photo de Staline du mur de son bureau et trace sur son tableau noir : « Il n'y a plus rien au cœur de ma vie. ». C'est la fin de « l'époque la plus heureuse ». Il est brisé, il ne veut plus écrire parce que « l'histoire de son temps et sa propre histoire qu'il croyait aller de concert » vont soudain à contretemps. On mesurera à la lumière de son époque son attachement et celui de tant de ses contemporains à Staline, et l'on se gardera du discours antihistorique officiel.

Il faudra l'amour et la patience d'Élisabeth, et un long séjour en Italie pour qu'il retrouve l'envie d'écrire. *La Loi* est le seul roman de Roger Vailland où il n'apparaît pas. *La Loi*, le plus classique de ses romans, le plus proche du modèle stendhalien, lui donnera le Prix Goncourt, la célébrité et l'aisance matérielle, mais cela n'apaisera pas son désespoir.

LA PASSION POLITIQUE

Le 22 octobre 1956, Budapest se soulève, puis toute la Hongrie. Le 4 novembre les chars soviétiques écrasent l'insurrection dans le sang. Le 5, Roger Vailland signe un peu vite une protestation d'intellectuels français menés par Jean-Paul Sartre et s'en repent aussitôt : « J'ai trahi les camarades, je ne suis plus bon à rien ». Le fossé se creuse entre lui et le Parti, qui le met à l'écart. En 1959, il ne reprend pas sa carte et s'en va sans bruit. Il se prétend « désintéressé », mais sombre régulièrement dans des abîmes d'ennui, de désespoir et d'alcool.

Il écrira encore deux romans : il est le protagoniste principal de *La Fête* et le sujet du livre est ce moment où il



cherche la souveraineté dans son aire privée, faute de pouvoir la vivre collectivement. Dans *La Truite* aussi, son dernier roman, il est son propre personnage. S'agissant de son héroïne Frédérique, il conclut ainsi : « Qu'elle tienne, qu'elle tienne... Mais pour quoi faire ? ».

Pour finir, il a le projet d'un grand roman politique. « Roger était convaincu d'avoir écrit des pages et des pages de notes. Mais en fait il n'avait rien rédigé » dira Élisabeth évoquant ses derniers jours. À quelques heures de mourir, il la presse de rejoindre leurs camarades communistes, les vivants et les morts, qu'il croit entendre au rez-de-chaussée de sa maison.

Le 26 novembre 1964, dans le *Nouvel Observateur*, il avait publié son dernier article, *Éloge de la politique*, où on lit ceci : « Qu'est-ce que la passion d'amour à côté de la passion politique ? Pauvres bien-aimées qui ne peuvent offrir que leurs soupirs, leurs tendres délires, le feu doux de leur regard. »

Aucune passion d'amour ne saurait éclipser la passion politique, et rien n'aura pu faire oublier à Roger Vailland « l'époque la plus heureuse », le combat avec les siens pour le bonheur. ■

BIBLIOGRAPHIE

Romans :

- *Drôle de jeu*, Phébus.
- *325 000 francs*, Livre de poche.

Les autres romans sont disponibles chez Gallimard et Grasset en format poche.

Articles et récits de voyage :

- *Sacré métier ! Roger Vailland journaliste*, recueil d'articles coordonné par Marie-Noël Rio, Le Temps des cerises.
- *Boroboudour, Voyage à Bali, Java et autres îles, et La Réunion*, éditions du Sonneur.

Essais :

- *Le Saint-Empire*, Aden.
- *Le Surréalisme contre la Révolution*, Delga.

Les autres essais sont disponibles chez Gallimard et Grasset.

Penser l'après

Les éditions Arcane 17

JACQUES FATH

PAR OBEY AMENT

Le spectacle dantesque auquel nous assistons ces dernières semaines avec les flots d'hommes et femmes de tous âges qui essayent de fuir une région où la paix semble un lointain souvenir nous interpelle. Comment sommes-nous arrivés à cette situation ?



Vivons-nous juste « un temps d'instabilité sans précédent » selon la formule de Zbigniew Brzezinski ? La guerre est-elle le propre de l'homme ? Que veut dire sécurité aujourd'hui ? Et qui la définit et la construit dans ce monde qui ne vit plus depuis un quart de siècle dans la bipolarité de l'équilibre de la terreur nucléaire ? Avec son ouvrage *Penser l'après*, Jacques Fath nous

livre non pas une analyse au cas par cas des guerres et conflits actuels mais une vision et une analyse d'ensemble qui revisite et travaille les concepts – guerre, conflit, sécurité, dissuasion, État, démocratie, multilatéralisme – et propose des perspectives pour des relations internationales nouvelles, indissociables de la construction des sociétés libérées des dominations.

Jacques Fath nous rappelle comment la violence que nous vivons aujourd'hui est née dans un monde modelé par les puissances capitalistes. Les crises et tragédies actuelles ne leur sont pas étrangères.

Les crises du Moyen-Orient et de l'Afrique peuvent-elles être des « guerres » ? Et si c'est le cas, ces « guerres » sont-elles « la continuation de la politique par d'autres moyens » ? La politique de qui et pourquoi ?

Une idée frappe dans cet ouvrage : les puissances capitalistes imposent à l'humanité un état de crise et de violence permanentes, entretenu et exacerbé par des interventions militaires néo-impérialistes qui nourrissent la violence, les conflits et la déstabilisation des régions entières. La paix annoncée n'est finalement pas possible tant que le monde vivra sous cette logique.

Dans cette nouvelle configuration, la France, incapable de marquer de son empreinte les relations internationales, s'installe dans une attitude suiviste. L'ouvrage montre comment elle n'exerce ni son pouvoir ni son devoir d'apporter une conception alternative à l'ordre qui se dessine renonçant ainsi à être un acteur qui compte.

Jacques Fath partage avec nous ses réflexions, fruit d'une longue expérience acquise au contact avec les réalités et avec des acteurs de l'action politique internationale. Il s'agit d'un ouvrage qui intéressera les connaisseurs des questions internationales et tous ceux qui essayent de mieux comprendre le monde tel qu'il va en ce début de siècle. ■

« Regards sur le Parti socialiste aujourd'hui »

Cahiers du LEM, 2015

PAR LAURE DURAND

Le Lieu d'études du mouvement des idées et des connaissances (LEM) vient de publier le troisième volume de ses cahiers. Pour l'essentiel, il s'agit d'un texte de 2014 écrit à 14 mains, au terme d'un long travail de lectures et d'auditions coordonné par Michel Laurent. Consacré au Parti socialiste, il n'a pas la prétention d'en dresser une chronique, intégrant toutes les « petites phrases » méditées dans telle ou telle agence de communication. Pareil projet est périmé sitôt achevé. Tout au contraire, cette brochure – disponible en ligne (<http://lem.pcf.fr/>) et sous format papier auprès du LEM au siège national du Parti communiste –



s'emploie à mettre en perspective et à penser, dans ses lignes de force, le Parti socialiste tel qu'il est devenu. Organisés en trois grandes parties, ces cahiers du LEM s'ouvrent d'abord sur une approche historique (« Où en est le Parti socialiste ? »), permettant de mesurer les principales évolutions du PS, dans les mots, dans les actes, dans les personnes. Elle se termine par un verdict

médité : le PS est face à « une crise sans précédent par son ampleur ». La deuxième partie, pleinement dans l'esprit et la fonction du LEM, s'attache à penser le PS dans son rapport à la société ou, plus exactement, les rapports, représentations de la société touchant au PS (« Où en est la société française vis-à-vis du Parti socialiste et de la gauche ? ») – avec des incursions au-delà même du seul PS. Appuyés sur un grand nombre d'études, les auteurs passent ainsi au crible les idées (reçues) sur la droitisation de la société, sans masquer les recompositions qui s'opèrent ni la défiance qui grandit. Enfin, et là tient sans doute un des plus vifs intérêts du texte, le document se termine par une troisième partie consacrée aux conséquences « pour la politique de rassemblement du Parti communiste ». Les auteurs affirment ainsi : « La crise politique actuelle n'est pas une crise des valeurs de gauche. Elle est celle d'une gauche politique dans laquelle le Parti socialiste, parti dominant, assume son libéralisme économique. Elle est celle, non encore dépassée, d'une gauche politique dans laquelle les forces qui se réclament d'une réelle rupture n'ont pas, prises ensemble, offert jusqu'à présent une alternative crédible. » N'esquivant pas les débats qui traversent le Front de gauche, ils interrogent : « Doit-on considérer que pour avancer dans le sens du dépassement du capitalisme, il faut déjà que les idées de transformation sociale aient acquis, pour l'essentiel une position dominante au sein de la gauche ? Ou bien, ne faut-il pas penser que face aux obstacles à surmonter par notre peuple sur une longue période, des majorités seront de multiples fois à construire et à reconstruire ? ». Au total, quatre « axes pour un dépassement conquérant » sont proposés : construire des « axes forts, des identifiants, potentiellement majoritaires de la société de demain » ; rassembler au-delà des étiquettes et en travaillant les déclinaisons au plus près de la vie, avec cette boussole « il n'y a pas d'issue en dehors du rassemblement sur les contenus » ; investir le « local » comme solution, échelle où peut

se donner à voir la possibilité d'un changement réel, concret ; enfin, « réinstaller le débat politique de réflexion autour des valeurs de gauche ». Autant dire que ces cahiers constituent un substantiel apport au débat communiste, bien au-delà de leur objet – le PS. ■

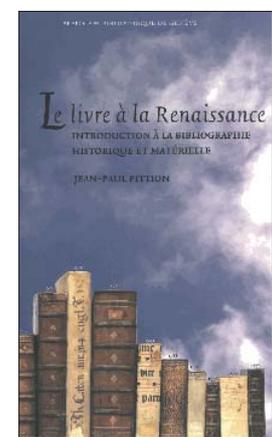
Le livre à la Renaissance. Introduction à la bibliographie historique et matérielle

Éditions Brepols – Bibliothèque
de Genève, 2014

JEAN-PAUL PITTION

PAR JEAN-MICHEL GALANO

Le livre n'est pas un objet historique parmi d'autres, il est aussi une force agissante dans l'histoire. De ce point de vue, l'essentiel se joue non pas avec l'invention de Gutenberg, mais quelques décennies en aval : à la Renaissance. Des progrès techniques majeurs sont alors effectués dans tous les domaines en un temps finalement



très bref : les matériaux du livre (papier, caractères d'imprimerie), les modalités de sa fabrication, de sa structure et de son décor. Reliure, typographie et illustrations deviennent l'objet de savoir-faire artisanaux spécifiques. Bientôt des corporations artisanales importantes et combatives se formeront autour de cet artisanat d'un type nouveau. Des lieux vont se créer – les futures bibliothèques, et enfin une économie spécifique. L'imprimé s'introduit peu

à peu dans la vie culturelle, mais aussi dans la vie intellectuelle et politique, devenant un facteur essentiel de propagation des idées. Va se poser alors pour chacun des États en formation l'épineuse question de son « régime ».

Jean-Paul Pittion, éminent historien de la Réforme protestante dans ses aspects intellectuels et institutionnels, rompu au travail d'archives, était particulièrement qualifié pour réaliser ce travail de synthèse. Tâche considérable tant les champs de problèmes sont différents, de la composition du papier à la question des incunables, en passant par la fonction des pièces liminaires ou les questions de propriété juridique... Il a fait toute leur place aux divers contextes techniques et économiques, évitant les généralités faciles et factices sur la parole et l'écriture qui au siècle dernier, de Derrida à Foucault, ont trop souvent prétendu dispenser les historiens d'un travail effectif. Avant de signifier ou d'être surdéterminée, l'histoire du livre est déterminée par un certain nombre de facteurs dont il est indispensable d'établir l'inventaire et d'évaluer l'importance réelle.

En rendant possible la diffusion à des milliers d'exemplaires d'un seul et même texte, l'imprimerie a créé un état de fait nouveau dans la vie intellectuelle, mais aussi dans la vie publique. Le livre à la Renaissance concrétise cette possibilité, grosse de périls pour l'autorité religieuse (le libre examen) et pour les autorités tout court. Ce n'est pas le moindre mérite de ce remarquable ouvrage érudit mais très clair que de nous faire mieux appréhender, par comparaison, l'importance des révolutions informationnelles que nous vivons actuellement. ■

« Penser et lutter contre la guerre (xix^e-xx^e siècles) »

Cahiers d'Histoire – Revue d'histoire critique

N° 127, Avril - Juin 2015



PAR SÉVERINE CHARRET

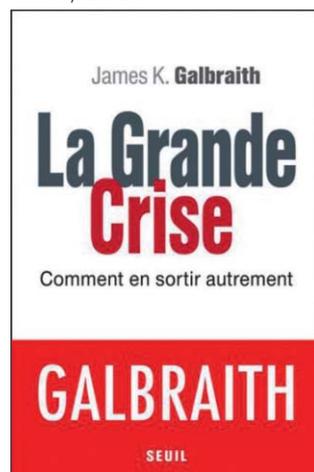
En introduction du dossier central consacré au pacifisme, Anne Jollet ouvre de stimulantes pistes de réflexion sur la guerre d'aujourd'hui, ses formes et les difficultés du discours pacifiste. Elle précise également dans quelle actualité de la recherche historique s'inscrit ce dossier.

Pour commencer, Gilles Manceron interroge la position de la Ligue des droits de l'homme alors que la guerre « contredit tous les principes auxquels elle est attachée ». Dans ce contexte, la ligne majoritaire de l'association est favorable à la « défense nationale » (plutôt qu'à « l'union sacrée »). Mais les débats, vifs, évoluent au fil du conflit. Des voix se font entendre contre la guerre au nom du droit ou d'une sensibilité antimilitariste et sociale. La responsabilité de l'Allemagne est discutée, ainsi que la nécessité d'un arbitrage international. Ces débats s'incarnent dans les figures de quelques responsables de la LDH – Victor Basch notamment – dont les parcours sont étudiés au-delà de la Première Guerre mondiale, jusque dans les années 1930 où un nouveau clivage oppose pacifistes et antimunichois. Autre organisation : la Ligue pacifiste (LP) créée en Égypte en 1935 pour faire face à la montée du fascisme. Didier Monciaud pose la question de son « égyptianité ». Alors que le noyau militant de la ligue est constitué d'étrangers, de « cosmopolites », de jeunes gens et femmes issus des élites éduquées, son activité se porte sur les questions internationales. Mais l'engagement d'une fraction plus jeune, plus radicale sur la question nationale égyptienne, contre la domination coloniale provoque des tensions et l'éclatement de la ligue en 1939. Emmanuel Naquet propose, quant à lui, une réflexion sur le rapport entre société civile, État et pacifisme. Si jusqu'en 1914, les pacifistes placent les puissances et la diplomatie au cœur de leur pensée avec les notions d'arbitrage international et de sécurité collective, progressivement, au tournant du siècle, et plus encore au lendemain du premier conflit mondial, ce sont des ONG qui cherchent à impliquer la société civile, les peuples. La défense des droits de l'homme passe alors par la dénonciation des exactions jusqu'à l'apparition d'un « droit d'ingérence » au-delà de la seule urgence humanitaire. Chloé Maurel dresse, elle, le portrait d'un individu : Otto Klineberg. Intellectuel, polyglotte, grand voyageur, il a mis ses connaissances disciplinaires, principalement en psychologie, au service de la paix. Ses recherches ont ainsi permis de déconstruire les préjugés racistes et les stéréotypes nationaux. Aux États-Unis, ses travaux servent le combat pour les droits civiques tandis qu'il œuvre, au sein de l'UNESCO notamment, pour une meilleure compréhension internationale autour de l'idée « qu'il n'y a rien dans la nature humaine [...] qui rende la guerre inévitable. » Enfin Anne Geslin-Ferron montre que les fraternisations pendant la Première Guerre mondiale ont été des moments d'atténuation de la haine de l'autre. Les soldats ennemis, à la faveur de leur proximité dans les tranchées, découvrent qu'ils partagent les mêmes conditions de vie et souffrances. Cependant, cette

empathie, connivence même, n'ont jamais remis en cause la volonté de se battre, le patriotisme. De plus, elles sont restées étrangères à la hiérarchie militaire, qui les sanctionne, et à l'arrière qui peut y voir une trahison. Toujours sur la Première Guerre mondiale, Sylvain Di Manno évoque l'importance de la météorologie pendant le conflit, en lien avec la nouvelle façon de faire la guerre (artillerie, aviation, gaz) et par conséquent la militarisation croissante de ses services. Sont aussi à l'honneur de ce numéro les historiens Maurice Agulhon et Christophe Charle ainsi que Christian Fiquet qui témoigne sur les réfractaires à la guerre d'Algérie et l'Action civique non violente. ■

La Grande Crise. Comment en sortir autrement

Seuil, 2015



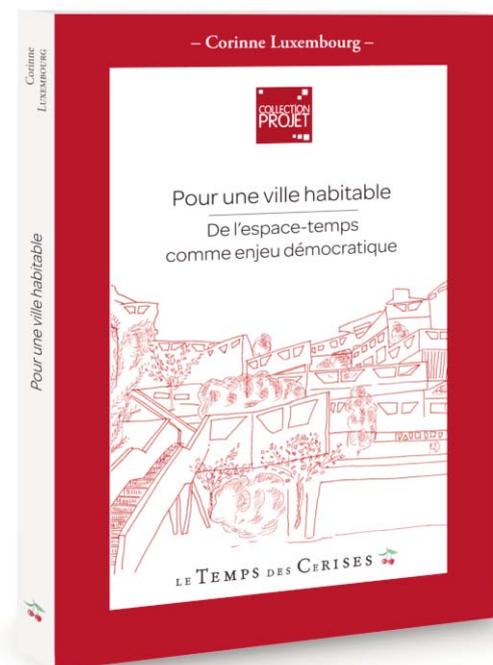
JAMES K. GALBRAITH

PAR IGOR MARTINACHE

reprises sa dette intellectuelle à l'égard de son géniteur, l'auteur refuse tout comme lui de s'inscrire dans l'une des chapelles qui structurent la « science » économique contemporaine (néo- et nouveaux classiques, nouveaux et post-keynésiens, marxistes, etc.), dont il résume les positions respectives pour mieux montrer ensuite leurs insuffisances pour comprendre l'épisode de « crise » ouvert depuis 2008, comme d'ailleurs les précédents historiques. Car, comme l'indique sans ambages son titre, l'ouvrage constitue bel et bien une nouvelle proposition pour comprendre la crise, un filon éditorial désormais usé jusqu'à la corde. Mais il serait toutefois dommage de passer à côté, tant, par rapport à nombre de textes du genre, son cadre d'analyse se révèle bien plus réflexif et élargi, tant, du point de vue historique que de celui des dimensions prises en compte. Après avoir dès l'introduction présenté les principales explications concurrentes de la « Grande Crise financière » et leurs limites respectives selon lui, à savoir les thèses du « cygne noir », des « longues traînes », les explications par les bulles, celles qui incriminent les interventions publiques ou *a contrario* la montée des inégalités, James Galbraith s'emploie ensuite à développer son propre « récit », accordant notamment, contrairement à la plupart de ces dernières, un rôle endogène et prépondérant au secteur financier et à son fonctionnement proprement délictueux que nombre d'observateurs contemporains rechignent cependant à reconnaître comme tel. Plus profondément encore, James Galbraith s'efforce de montrer que pour vraiment comprendre ce qui est réellement en jeu derrière la situation actuelle, il faut revenir sur les fondements mêmes de l'activité économique, tels qu'ils ont été posés notamment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en réintégrant dans l'analyse des facteurs physiques – et en premier lieu la question des ressources et de l'efficacité énergé-

Comme dit l'adage, les chiens ne font pas des chats. En l'occurrence, James Galbraith s'inscrit résolument dans les pas de son iconoclaste de père, John, auteur entre autres du *Nouvel État industriel* (1967) et élevé au rang de classique sans pour autant faire école. Tout en reconnaissant à plusieurs

tiques – et politiques – les deux étant du reste en réalité indissociables. Il s'agit ainsi d'abord de comprendre que la phase de « croissance » qui a caractérisé les trois décennies d'après-guerre constitue un double mirage : en raison d'une part de son caractère exceptionnel au regard du temps long, et d'autre part de celui littéralement insoutenable des facteurs dont elle s'est alimentée. Or, s'agissant des premiers, les économistes se sont eux-mêmes bercés d'illusions, élaborant dans les années 1950 des modèles de croissance encore en usage et enseignés aujourd'hui malgré leur caractère obsolète selon l'auteur, faute notamment d'avoir intégré la question pourtant primordiale des ressources naturelles, et plus particulièrement énergétiques. Or, c'est bien là que se situe le nœud du problème selon lui, expliquant dans un chapitre central en quoi la disponibilité relative de ces dernières jouant le même effet sur l'activité économique qu'un « collier étrangleur » sur un chien, visible dans le caractère cyclique du prix des matières premières considérées et que les décideurs politiques ont bien compris contrairement aux économistes. L'auteur aborde encore au fil de ses raisonnements de nombreux aspects majeurs, comme le rôle des taux d'intérêt, des guerres, des innovations, et notamment du numérique, ou encore de la situation spécifique de la zone euro, battant en brèche de nombreuses idées reçues largement diffusées. Il montre les failles béantes de certaines études économétriques s'employant à établir certaines corrélations fallacieuses, entre réduction de l'endettement ou du déficit public et croissance du PIB, comme le font respectivement, le fameux article de Reinhart et Rogoff ridiculisé par un étudiant de deuxième cycle et une étude d'Alesina et Ardagna pour le National Bureau of Economic Research. En fin de compte, James Galbraith renvoie pratiquement dos-à-dos les deux grands ensembles dominants de politiques symétriques préconisées pour « sortir » de la crise, prônés respectivement par ceux que l'auteur baptise d'après Paul Krugman les économistes « de l'eau douce » et de « l'eau salée », et consistant à croire que le salut viendra soit d'un surcroît de libéralisation, soit au contraire d'un vaste plan de relance budgétaire, même si à court terme du moins, les seconds l'emportent malgré tout selon lui en pointant le rôle des stabilisateurs économiques et de l'effet multiplicateur dont les zéloteurs les plus caricaturaux du marché ne semblent pas à même de saisir la nature réelle. Néanmoins, la véritable sortie de crise ne réside pas selon lui dans une chimérique reprise d'une croissance forte, mais dans l'élaboration d'un modèle de « croissance lente » dont le socle ne soit plus l'investissement en capital, et la recherche de la substitution de ce dernier et de la consommation énergétique au travail, mais qui privilégierait au contraire l'emploi de la main-d'œuvre sur ces deux autres facteurs dans des unités relativement décentralisées, et impliquant entre autres un partage plus poussé du temps de travail, une protection sociale renforcée et une forte taxation du capital, et notamment des successions. Vaste programme qui mériterait à tout le moins d'être sérieusement mis publiquement en débat. Et au-delà, ou plutôt en deçà, de ces propositions politiques découlant logiquement de l'analyse proposée, l'ouvrage de James Galbraith vaut également pour son style vivant et pédagogique, qui offre ainsi au lecteur de tout âge et tout « niveau » une leçon tout à la fois d'économie, d'épistémologie, d'histoire et de politique comme on aimerait en avoir plus souvent ! ■



LE TEMPS DES CERISES ET VOTRE REVUE COLLABORENT

Une nouvelle collection !

Comprendre le monde pour parvenir enfin à le changer vraiment. Analyser le présent pour penser et ouvrir un avenir d'humanité. Tels sont les buts que se fixe la collection « Projet ». Au travers de livres courts qui apportent un regard éloigné des poncifs si médiatisés, elle donne la plume à des auteurs engagés, les animateurs de la revue du Parti communiste français, *La Revue du projet*. Chercheurs, militants, ils livrent un effort de synthèse des travaux existants et proposent des pistes pour voir et bâtir autrement. À destination des militants comme des universitaires, ces ouvrages sont conçus pour tous les hommes et les femmes de bonne volonté qui sentent peser leurs chaînes et cherchent les voies de ce monde à gagner. Corinne Luxembourg, responsable de la rubrique « Production de territoires » ouvre le bal.

Pour une ville habitable

Depuis plus de 10 ans, les ouvrages analysant la ville se succèdent. *Les fractures françaises* de Christophe Guilluy et *Le Mystère français* d'Emmanuel Todd et Hervé Le Bras parus respectivement en 2010 et 2013 sont peu à peu devenus des références dans l'ensemble du monde politique et plus largement pour tous ceux et toutes celles qui cherchent des éléments de réflexion et de réponse dans un contexte de crise. Les analyses de l'un et de l'autre s'appuient sur une fragilisation des classes moyennes, et sur une ethnicisation systématique des questions sociales, rencontrant un écho d'autant plus larges que les débats politiques tendent à ne tourner qu'au débat identitaire et à la

communautarisation des territoires. Les rapports de classes, les incidences du système capitaliste sur l'aménagement et le vécu des territoires en sont complètement absents.

Ceci est le point de départ de ce texte qui n'a d'autre ambition que d'être un partage de réflexions sur la ville contemporaine autant que de porter une réaction à ces propos médiatiques, par trop catégoriques, discutables sur le fond comme sur la méthode. Il s'agit alors de lire l'aménagement des territoires, l'urbanisme comme la traduction de rapports de dominations sociales et d'idéologies politiques et économiques fortes. ■

Pour commander l'ouvrage (10€ + 2€ de frais de port) - Chèque à l'ordre du Temps des Cerises
77, boulevard Chanzy 93100 Montreuil • www.letempsdescerises.net

EXPRESSION COMMUNISTE



Main basse sur le modèle social français

Catherine Mills,
Frédéric Rauch,
Le Temps des Cerises,
2015



Libérer le sport. 20 débats essentiels

Nicolas Bonnet-Ouladj,
Adrien Pécout,
Edition L'Atelier, 2015



«Agricultures»

Progressistes
N°8 - avril-mai-juin 2015



Grèce. Élargir la brèche, refonder l'Europe

Denis Durand,
Frédéric Boccaro (dir.)
Économie & politique
N° spécial



Écrits sur la Grèce. Points de vue européens

Dominique Crozat,
Élisabeth Gauthier (coord.)
Espaces Marx, 2015



Régionales 2015

Économie & politique
Juillet-octobre 2015

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, *La Revue du projet* propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

Le mariage conjugal, première opposition de classe ?

Dès le XIX^e siècle, les travaux des ethnologues mettent en lumière la diversité des formes de famille dans l'histoire des hommes : le « mariage par groupe », observée dans de nombreuses sociétés « primitives », « où des groupes entiers d'hommes et des groupes entiers de femmes se possèdent mutuellement », la polygamie, la famille conjugale, etc. Cette dernière, peu à peu devenue dominante, constitue-t-elle un progrès historique ou une régression ?

Le mariage conjugal n'entre donc point dans l'histoire comme la réconciliation de l'homme et de la femme, et bien moins encore comme la forme suprême du mariage. Au contraire: il apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans toute la préhistoire. Dans un vieux manuscrit inédit, composé par Marx et moi-même en 1846, je trouve ces lignes : « La première division du travail est celle entre l'homme et la femme pour la procréation. » Et je puis ajouter maintenant : La première opposition de classe qui se manifeste dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe, avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin. Le mariage conjugal fut un grand progrès historique, mais en même temps il ouvre, à côté de l'esclavage et de la propriété privée, cette époque qui se prolonge jusqu'à nos jours et dans laquelle chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif, puisque le bien-être et le développement des uns sont obtenus par la souffrance et le refoulement des autres. Le mariage conjugal est la forme-cellule de la société civilisée, forme sur laquelle nous pouvons déjà étudier la nature des antagonismes et des contradictions qui s'y développent pleinement.

Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*,
Traduction de Jeanne Stern
Éditions sociales, Paris, 1962, p. 64 sq.

Faut-il avoir la nostalgie d'époques antérieures où l'amour aurait été plus libre ? Ou faut-il considérer que le mariage conjugal permettra, à certaines conditions, d'accéder à des formes plus élaborées, plus intenses, de l'amour ? À moins que la famille soit une réalité contradictoire, à la fois lieu d'amour et de domination. C'est ce que pense Engels, ajoutant que la contradiction peut être dépassée, ouvrant l'humanité à « la forme suprême du mariage ».

PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER

LE MARIAGE CONJUGAL COMME PROGRÈS HISTORIQUE

Le constat ethnologique d'une diversité des formes de familles dans l'histoire humaine constitue en soi un démenti aux discours affirmant le caractère naturel de la famille monogame que nous connaissons aujourd'hui. Une institution humaine, ici la famille, peut être dite « naturelle » pour deux raisons. Soit parce qu'elle existe partout et toujours depuis l'origine de l'humanité. Soit parce qu'elle

est conforme à ce qui se donne à voir dans la nature animale. La famille conjugale n'est naturelle en aucun de ces deux sens. Il faut bien admettre d'abord qu'elle n'est pas la seule forme de famille possible, ni même la première. Elle apparaît tardivement dans l'histoire, comme le montrent les travaux ethnologiques étudiés par Engels. Ensuite, force est de constater que la nature animale ne fournit aux hommes aucun modèle universel de la famille. « Si nous nous en tenons aux mammifères, écrit Engels, nous trouvons chez eux toutes les formes de la vie sexuelle, la promiscuité sans règle, des formes analogues au mariage par groupe, la polygamie, le mariage conjugal ».

Mais Engels n'en reste pas au constat ethnologique de l'existence d'une diversité des formes familiales. La famille conjugale constitue, à ses yeux, « un grand progrès historique », formule qu'il s'empresse de nuancer en soulignant que « chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif ». Considérons d'abord le progrès.

Le mariage conjugal est d'abord né de considérations économiques : la transmission de la propriété d'une génération à l'autre. C'est pourquoi il a longtemps été arrangé par les parents à la place des intéressés. Mais il peut revêtir par la suite une autre signification. Il peut fournir les conditions les plus favorables au développement de la passion amoureuse, qu'Engels nomme « l'amour sexuel individuel », qu'il faut distinguer du simple désir sexuel, naturel celui-là. Engels ne dit pas que la famille conjugale implique nécessairement l'amour ; il n'ignore pas le recours à la prostitution, les femmes délaissées, les maris trompés, la violence conjugale, etc. Il ne dit même pas que le mariage conjugal est le seul lieu de l'amour : « l'amour chevaleresque du Moyen Âge, n'est point du tout un amour conjugal. Au contraire. Sous sa forme classique, chez les Provençaux, cet amour vogue à pleines voiles vers l'adultère, qu'exaltent ses poètes ». Engels considère simplement que le mariage conjugal pourra devenir le lieu où l'amour se vit au grand jour, une union fondée sur la

TIRER PARTI DES ACQUIS DE L'ANTHROPOLOGIE

Engels publie *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* en 1884, un an après la mort de Marx. Quelques années plus tôt, ce dernier avait attiré l'attention d'Engels sur la parution des travaux de Lewis H. Morgan consacrés aux sociétés dites primitives. Voyant dans l'étude de Morgan sur le passage de la sauvagerie à la civilisation via la barbarie une étape décisive dans l'analyse matérialiste de la préhistoire, Engels s'appuie sur ses données et ses conclusions empiriques pour retracer la genèse des sociétés de classe.

seule passion amoureuse, où les époux se regarderont comme libres et égaux.

MARIAGE CONJUGAL ET CONFLIT DE CLASSE

Mais la famille conjugale est une réalité contradictoire. Promesse d'une union fondée sur le sentiment amoureux, elle est en même temps « un pas en arrière relatif » pour les femmes. Engels étudie la genèse de cette forme spécifique de mariage. Elle constitue d'après lui l'aboutissement d'un mouvement progressif d'oppression de la femme par l'homme. Il identifie notamment le passage progressif du droit maternel au droit paternel dans la filiation, et donc dans l'héritage, comme « la grande défaite historique du sexe féminin ». Il s'agit pour Engels de mettre en évidence non seulement l'idée que cette évolution des rapports entre les sexes va de pair avec le développement d'une société de classe, mais aussi qu'elle a elle-même une nature de classe. C'est en cela que le mariage conjugal peut être compris comme la « forme-cellule de la société civilisée » : à la fois le modèle réduit de la société de classe et le germe à partir duquel elle va se développer. La clef de compréhension de ce lien étroit qui unit la domination d'un sexe sur l'autre et la domination d'une classe sur l'autre nous est fournie par l'analyse des rapports qui régissent le travail dans la sphère domestique. Comme le dit Engels un peu plus loin dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* : « Dans la famille,

l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat. » Pour mieux comprendre la mécanique parallèle qui caractérise ces deux formes d'oppression, Engels s'intéresse notamment à la manière dont, dans les deux cas, l'égalité juridique apparente sert de masque aux rapports de domination. Dans le contrat de mariage entre l'homme et la femme comme dans le contrat de travail entre le patron et le salarié, l'égalité des deux parties est un jeu de dupes lorsque – situation générale à l'époque d'Engels qui est loin d'avoir disparu aujourd'hui – la femme dépend économiquement de l'homme pour survivre. C'est pour cette raison qu'Engels juge que « l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique », autrement dit dans ce que l'on nommerait aujourd'hui le monde du travail au sens large, par opposition à l'enfermement que constitue la sphère domestique.

Constatant la dureté des conditions de travail des femmes, certains en viennent à la conclusion que les femmes auraient mieux fait de ne jamais sortir de la sphère domestique. Mais l'argument est fallacieux. Il semble ne jamais envisager que les femmes puissent lutter collectivement pour améliorer leurs conditions de travail. Mieux vaut combattre en même temps deux dominations que de se résoudre à l'une pour échapper à l'autre. ■



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Responsable national
du projet



Isabelle De Almeida
Responsable nationale
adjointe du projet



Marc Brynhole



Olivier Dartigolles



Jean-Luc Gibelin



Isabelle Lorand



Alain Obadia



Véronique Sandoval



AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT

Xavier Compain
xcompain@pcf.fr



ÉDUCATION

Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr



**RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE
ET INSTITUTIONS**

Pierre Dharréville
pdharreville@bdr13.pcf.fr



CULTURE

Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR -
RECHERCHE**

Anne Mesliand
amesliand@orange.fr



SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

Jean-Luc Gibelin
jean-luc.gibelin@orange.fr



DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com



JEUNESSE

Isabelle De Almeida
idealmeida@pcf.fr



SPORT

Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr



ÉCOLOGIE

Hervé Bramy
hbramycg93@wanadoo.fr



LUTTE CONTRE LE RACISME

Fabienne Haloui
fabienne.haloui@wanadoo.fr



TRAVAIL, EMPLOI

Véronique Sandoval
sandoval_ve@yahoo.fr



ÉCONOMIE ET FINANCES

Yves Dimicoli
ydimicoli@pcf.fr



**PRODUCTION, INDUSTRIE
ET SERVICES**

Alain Obadia
alain.obadia@orange.fr



**VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE**

Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Sylvie Mayer
mayersy@wanadoo.fr



PROJET EUROPÉEN

Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr



**ÉCONOMIE
POLITIQUE**
Frédéric Rauch
frauch@pcf.fr



Progressistes
Science, Travail & Environnement
Amar Bellal
bellal.amar@gmail.com



**LA REVUE DU
PROJET**
**Guillaume
Roubaud-Quashie**
gquashie@pcf.fr



**espaces
Marx**
explorer, confronter, innover
Patrice Cohen-Seat
pcohen-seat@pcf.fr



Michel Laurent
Lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr



**Guillaume
Roubaud-Quashie**
Rédacteur en chef



Caroline Bardot
Rédactrice en chef
adjointe



Hélène Bidard
Rédactrice en chef
adjointe



Davy Castel
Rédacteur en chef
adjoint



Clément Garcia
Vice-rédacteur en chef



Igor Martinache
Rédacteur en chef
adjoint



Léo Purguette
Vice-rédacteur en chef
Travail de secteurs



Jean Quéfier
Vice-rédacteur en chef
Lectrices & lecteurs



Gérard Streiff
Vice-rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



**Séphanie
Loncle**
Collaboratrice



Mickaël Bouali
Collaborateur



**Marine
Roussillon**
Critiques



**Maxime
Cochard**
Critiques



Nadhia Kacel
Féminisme



Stève Bessac
Histoire



Camille Ducret
Lire



Florian Gulli
Mouvement réel
Dans le texte



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Étienne Chosson
Regard



Victor Blanc
Poésies



Alain Vermeersch
Revue des média



Pierre Crépel
Sciences



Michaël Orand
Statistiques



Quentin Corzani
Travail de secteurs



Alexandre Fleuret
Vidéo



Sébastien Thomassey
Relecture



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme

PCF
Parti communiste français

 **FRONT
DE GAUCHE**

Parti communiste français